



HAL
open science

Mémoires du Goulag, déportés politiques européens en URSS,

Anne-Marie Pailhès

► **To cite this version:**

Anne-Marie Pailhès (Dir.). Mémoires du Goulag, déportés politiques européens en URSS,. manuscrit université, 2004, 2-7481-4350-7. halshs-01465821

HAL Id: halshs-01465821

<https://shs.hal.science/halshs-01465821>

Submitted on 12 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mémoires du goulag
Déportés politiques européens en URSS

Sous la direction d'Anne-Marie Pailhès

Présentation

Cet ouvrage est le fruit d'une journée d'études « Mémoires du Goulag – Déportés politiques européens en URSS », organisée en novembre 2003 par le Centre de recherches sur le monde germanique de l'Université Paris X. Le projet de cette journée est né de ma rencontre avec Walter Ruge, un survivant communiste allemand du goulag né en 1915, dont le récit de vie, inédit en Allemagne, paraît en 2004 à Paris¹.

Depuis une quinzaine d'années, la perestroïka puis la fin de l'URSS ont permis l'ouverture d'archives qui éclairent un aspect fondamental de l'histoire européenne du XX^e siècle : la persécution et la déportation d'exilés européens en URSS depuis les années 1930. Grâce à l'intervention d'historiens et de spécialistes de la littérature, français et étrangers, cette publication propose un bilan actuel sur les conflits de mémoire autour du goulag dans les pays européens. Les mémoires plurielles du goulag sont ici analysées à la lumière de nouveaux dépouillements d'archives comme de témoignages différés qui continuent d'être publiés dans de nombreux pays à l'heure actuelle.

En France, cinquante ans après la mort de Staline, deux publications ont particulièrement attiré l'attention : d'une part la traduction de l'œuvre intégrale de Chalamov en français, d'autre part la parution du livre de photographies du Polonais Janusz Kizny. Mais si l'URSS puis la Russie continuent d'être, à juste titre, au cœur des débats et des bilans concernant le goulag, peu de recherches se sont intéressées aux ramifications nationales des conflits de mémoires autour de cette expérience.

Walter Ruge, présent à la journée d'études, rappelait le sort des communistes allemands contraints à l'exil en 1933 et ayant choisi l'URSS. Il expose dans un texte inédit la démarche qui l'a poussé à publier ses mémoires.

Cet ouvrage rassemble des travaux qui analysent le souvenir du goulag hors d'URSS ou de Russie. C'est grâce à l'action d'universitaires de Paris X (Nanterre) que Soljenitsyne put être traduit et publié en France. En guise d'introduction, Yves Hamant, qui fut l'un des traducteurs, retrace l'histoire de la perception de l'existence du goulag en France et en Europe occidentale en général. En tant que professeur de russe, il a eu maintes fois l'occasion de côtoyer des survivants des camps soviétiques. Il montre à quel point l'aveuglement a prédominé chez les intellectuels, toutes nationalités confondues.

Les communistes italiens furent peu nombreux dans les camps staliniens. Bruno Groppo souligne le caractère très récent des recherches historiques les concernant, mais précise aussi que leur sort a occulté celui d'autres Italiens qui se trouvaient également en URSS dans les années 1930. Son analyse s'appuie en particulier sur les travaux menés en 2003 au sein de la fondation Feltrinelli.

Parallèlement à cela, Anne-Marie Pailhès évoque les publications sur le sujet parues en Allemagne depuis l'unification : elle a délié les langues des Allemands de l'Est qui avaient connu le goulag et s'étaient tus pendant l'existence de la RDA.

Un professeur de civilisation russe, une germaniste, un historien apportent ainsi un éclairage pluridisciplinaire sur un sujet encore en cours d'étude. En Espagne par exemple,

¹ *Prisonnier 8403, De la montée du nazisme aux goulags*, Paris, Nicolas Philippe, 2004.

des travaux portent aussi sur les Républicains ayant cherché refuge en URSS². Ces études forment la première partie de cet ouvrage.

La seconde partie, elle, porte sur les récits individuels, de forme variée, qui constituent à leur tour des mémoires du goulag.

Meinhard Stark a réalisé depuis une quinzaine d'années plus de soixante entretiens avec des survivants du goulag. Se plaçant dans la perspective de l'histoire orale, il rend compte de la méthode utilisée, des problèmes historiques, psychologiques et moraux qu'elle pose. Il s'attache tout particulièrement à décrire l'existence des femmes, aujourd'hui âgées de plus de 80 ans, qu'il a pu rencontrer et qui lui ont livré leurs récits de vie en Allemagne, en Russie et au Kazakhstan. Leur témoignage, conclut-il, a une valeur universelle et dépasse les spécificités nationales. Par son travail, il a tenté de sauver de l'oubli la mémoire d'une partie de la population, d'origine modeste, qui n'aurait jamais retranscrit ses souvenirs par écrit.

Les récits des survivants du goulag sont légion et prennent de multiples formes. Même si de nouvelles autobiographies paraissent encore chaque année, on peut prévoir que la disparition, à plus ou moins long terme, des survivants, aujourd'hui très âgés, tarira cette source de documentation et de réflexion sur l'univers concentrationnaire. Leona Toker a lu et analysé des récits de ce type parus dans de nombreux pays. Ils relèvent aujourd'hui, pour reprendre ses termes, d'une « mémoire retardée » et leur fonction première n'est plus la révélation des faits, mais l'amendement du contexte existant (c'est à dire les ouvrages désormais classiques de Soljenitsyne et Chalamov), lequel se voit ainsi bonifié et corrigé. Elle présente d'une manière détaillée les œuvres de Jigouline, Razgon et Bardach qu'elle fait connaître au public français en l'absence de traductions.

Peut-on étudier les caractéristiques nationales de tels récits ? Y aurait-il des récits spécifiquement polonais (Bardach est un Polonais émigré aux Etats-Unis) ou encore estoniens ? Antoine Chalvin démontre que le traumatisme du goulag, pourtant profond en Estonie (la population y fut déportée en plusieurs vagues), n'a pas encore trouvé la place qui lui revenait dans la littérature estonienne. Cependant, l'œuvre de Raimond Kaugver en garde les stigmates. La douleur littérisée y est mise à distance pour prendre une valeur universelle.

² En particulier les travaux en cours d'Alicia Alted. Voir le catalogue de l'exposition *El exilio de los niños*, Ediciones Sinsentido, s.l., 2003.

Walter Ruge

Né en 1915, fils de communistes, Walter part en exil à Moscou avec sa famille en 1933. Il y mène une existence normale jusqu'à son arrestation en 1941. Il est alors condamné à 10 ans de travaux forcés pour « activités contre-révolutionnaires » et envoyé en Sibérie, d'abord à Omsk, puis à Iermakova, à la jonction de l'Énisséï et du cercle polaire. Libéré en décembre 1950, il est assigné à résidence au même endroit. Il rejoint finalement son frère dans l'Oural en 1954, et rentre en RDA en 1958. Il travaille ensuite comme photographe dans les studios de cinéma de la DEFA. Il vit aujourd'hui à Potsdam.

Lecture–rencontre, Maison Heinrich Heine, Paris, jeudi 20 novembre 2003.

Le rêve d'un homme nouveau que l'on doit patiemment éduquer n'est pas à l'origine une vision des bolcheviks, cette noble idée se trouve déjà chez Rousseau et Diderot. En Russie, Alexandre Herzen et Léon Tolstoï s'étaient eux aussi tournés vers ceux qui vivaient dans des conditions encore presque féodales.

Les bolcheviks n'ont fait que reprendre ces visions, mais juste après la révolution, on entendait déjà des voix funestes, telle celle de Trotski : « Si nécessaire, nous obligerons les hommes à être heureux ».

Au début des années 30, l'éducation de l'homme nouveau devint de plus en plus l'affaire des camps de rééducation par le travail (en russe, ITL). On était condamné par le droit pénal à devenir un homme nouveau par le travail, et lorsque la captivité était enfin terminée, les autorités n'avaient pas confiance dans le succès de leurs mesures éducatives sévères : à l'aide de divers moyens administratifs, on était tenu à l'écart du large fleuve de la vie, de la culture et de la civilisation, loin des grands centres pour longtemps, et plus tard même pour toujours.

En ce qui me concerne, j'ai bien sûr cru à cette époque à la possibilité de créer un homme nouveau, je suis sans doute aussi un peu devenu un homme nouveau, et j'ai essayé de convertir d'autres personnes à cette idée (sans les envoyer en camp, bien sûr).

On peut sans doute me classer dans la catégorie des « Weltverbesserer », de ceux qui n'ont de cesse d'améliorer le monde qui les entoure: ils sont dans un état pathologique, malades des nerfs, pas nécessairement dangereux pour la communauté, on les enferme parfois, certes pas dans une prison, mais dans un asile de fous ou une clinique pour les nerfs, ce qui me fut heureusement épargné.

Comme mon obsession d'améliorer le monde a un peu faibli avec les années, et que je suis d'une certaine façon guéri, me voici à Paris, parmi vous, pour vous livrer mes observations sur un siècle qui tombe déjà lentement dans l'oubli.

Vous trouverez dans mon livre l'amitié, l'amour du prochain, l'évasion, la nostalgie, la déception, l'optimisme, l'obsession de vivre, l'amour, et aussi l'admiration de la nature.

Peut-être que l'annexion de la RDA a été le point de départ de ce livre. Les nouvelles élites voulaient souiller notre vie, notre passé en général, faire d'un Etat un Etat de non-droit, nous « délégitimer », comme l'a dit le chef des services d'espionnage de l'époque, futur ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel.

On ne nous demandait pas de capituler, mais de nous aplatir. D'où mon appel : « Nous avons vécu, aimé, travaillé, nous n'avons pas à avoir honte ou à nous justifier sans cesse ! ».

Vous chercherez en vain dans mes textes des sentiments de vengeance, du cynisme ou de la haine. Vous ne trouverez pas non plus une demande de pitié. Pas une seule ligne de cela.

Lors d'une discussion sur cette époque, une lycéenne de Potsdam m'a demandé : « Et après avoir vécu des choses si dures dans ce pays, est-ce que vous y êtes encore retourné après votre retour en RDA ? ». J'ai dû lui répondre que chaque année, j'y suis allé au moins une fois, et que j'y ai de très bons amis, même de la famille, des gens avec qui je passe à chaque fois des moments merveilleux.

La réhabilitation complète n'est pas qu'une affaire juridique. Comme beaucoup d'autres gens, j'ai réussi à me réhabiliter moi-même totalement, physiquement et psychologiquement. Je n'ai pas de séquelles psychologiques.

Je voudrais répondre à la question que vous ne manquerez pas de me poser : comment ai-je survécu à tout cela ?

À l'époque, en 1941, j'étais très jeune, j'avais 26 ans et j'avais une excellente santé.

Sur le plan politique, j'étais tout à fait insignifiant – et je le suis resté.

Je m'étais rapidement détaché du milieu du parti et des émigrants et intégré dans la société soviétique.

Dans mon dossier pénal, je n'avais pas de « comparses », j'étais un acteur isolé.

Lors des interrogatoires, les mauvais traitements comme en 1938 et 1939 n'étaient plus de mise.

Pendant mes trois dernières années de captivité, je travaillais à l'hôpital du camp en tant qu'assistant-médecin – un travail moins dur que d'autres.

Au sens strict, les survivants sont de mauvais témoins. Les véritables témoins seraient les morts, ceux qui n'ont pas survécu. Ils pourraient sûrement raconter plus de choses que moi.

Je n'avais pas l'intention de rédiger le millième livre sur le goulag, même si j'y ai passé plus de dix pour cent de mon existence. Je voulais fixer des instants de ce siècle, montrer l'être humain dans sa dignité, montrer ses visions, ses illusions, ses rêves d'enfance et de jeunesse, puis sa chute dans un gouffre sans fond – que d'autres aussi ont vécu, sous la forme de la guerre. Montrer aussi la renaissance de cet être porté disparu : j'ai saisi la main tendue de la réhabilitation, de la reconnaissance du tort qu'on m'avait fait, je me suis intégré à la vie normale, j'ai assouvi ma faim de vie, d'amitié, d'amour, j'ai retrouvé mon humour. Ce livre n'a de sens qu'avec la trinité Illusion, Chute et Renaissance.

L'histoire naît de la tension entre la situation sociale et l'action des personnalités.

Ma génération a beaucoup cru au déterminisme révolutionnaire. Il est clair aujourd'hui que le hasard aussi a une grande importance.

Ce livre aussi est le fruit d'un hasard.

Sans avoir rien fait pour cela, par pur hasard, nous avons fait la connaissance de Madame Anne-Marie Pailhès.

Elle a trouvé intéressants les textes qui existaient déjà, et au cours de trois années, plus de cent lettres ont été échangées entre Paris et Potsdam, permettant un échange de vues approfondi. En outre, elle m'a incité à rédiger sans cesse de nouveaux épisodes, comme ceux où je raconte mes trois voyages en France avant 1933, lorsque j'étais encore au lycée.

On voit dans ce livre que, même si ce n'est pas le sujet traité, j'ai toujours eu une relation particulière aux Français et à la France. Cela a commencé avec mon père, envoyé en 1915 comme officier de réserve du Kaiser sur le front français. Il en est revenu en pacifiste convaincu et en ami de l'ennemi qu'il venait juste de combattre et a transmis cette expérience à ses deux fils.

Mes propres expériences n'ont fait que confirmer l'image qu'il avait des Français, que ce soit à Paris, à Lourdes ou au Croisic.

Etre ici devant vous, à Paris, et vous présenter cet ouvrage en français, c'est pour moi le couronnement de mon existence.

De la « terreur rouge » à l'« archipel du goulag »

Aujourd'hui, le terme de « goulag » est devenu un nom commun. Pourtant, il ne s'est banalisé qu'assez récemment et, en tout cas, longtemps après que se soit constituée l'institution qu'il désigne.

« Goulag » est un acronyme russe formé à partir de *Glavnoe oupravlenie lagueri* et signifiant *Direction générale des camps*. Il s'agit, *stricto sensu*, du nom de l'administration pénitentiaire soviétique entre 1934 et 1956, mais, à la suite de la publication du livre de Soljénitsyne *L'Archipel du goulag*³, il s'est répandu pour désigner le système pénitentiaire soviétique dans son ensemble.

Camps de concentration et terreur

Le système pénitentiaire soviétique avait une structure complexe qui a été très souvent remaniée. À l'origine, il était marqué par un dualisme entre deux sous-systèmes, même si les cloisons entre ces deux sous-systèmes étaient loin d'être étanches.

L'un d'eux était dévolu à la détention des délinquants et criminels ordinaires, et dès l'origine deux principes lui avaient été assignés : l'autofinancement (le travail des détenus devait couvrir les frais de fonctionnement des lieux de détention) et la rééducation des délinquants.

Le deuxième sous-système relevait de l'organe chargé de la lutte contre les ennemis du nouveau régime, autrement dit la police politique, ancêtre du KGB. Celle-ci fut instituée en décembre 1917, un mois après la prise du pouvoir par les bolchéviks, sous le nom de Tchéka, Commission extraordinaire pour la lutte contre la contre-révolution et le sabotage. Elle fut transformée en 1922 en Guépéou, Direction politique générale, puis Oguépéou, qui subsista jusqu'en 1934 pour fusionner alors avec le NKVD, Commissariat du peuple à l'intérieur⁴.

Dès les premiers mois suivant la prise du pouvoir, les organes de la Tchéka internent des suspects dans des camps, camps qui semblent manifestement désignés sous le nom de camps de concentration. Le terme, qui a déjà été employé auparavant dans d'autres contextes, n'a pas alors la charge qu'il a prise par la suite avec les camps de concentration nazis. Les bolchéviks affectent à cet usage d'anciens camps de prisonniers de guerre : les soldats, allemands ou autrichiens, qui y étaient détenus venaient d'être libérés à la suite du traité de paix de Brest-Litovsk conclu entre d'une part la Russie soviétique et d'autre part l'Allemagne et l'Autriche. Sont également couramment utilisés des monastères désaffectés dont les moines et moniales ont été chassés. Le terme de camp de concentration apparaît pour la première fois dans un texte officiel en septembre 1918. Il s'agit du fameux décret sur la terreur rouge. Ce décret a été adopté à la suite de l'assassinat du chef de la Tchéka de Pétrograd (Saint-Petersbourg, Lénine) et d'une tentative d'assassinat dont a été victime Lénine (attentat d'ailleurs fomenté dans des conditions obscures) alors que la guerre civile était en train de s'étendre.

³

Alexandre Soljénitsyne, *L'Archipel du Goulag*, Paris

- vol. I, Seuil, 1974 et (édition revue et augmentée par l'auteur) Fayard, 1991,

- vol. II, Seuil, 1974 et vol. III, Seuil, 1976.

⁴

C'est à dire le Ministère de l'intérieur, les ministères ayant porté en URSS le nom de commissariats du peuple de 1917 jusqu'à la seconde guerre mondiale.

« Dans la situation actuelle, il est absolument indispensable d'assurer la sécurité de l'arrière au moyen de la terreur... il est indispensable de protéger la République soviétique contre ses ennemis en les isolant dans des camps de concentration... »

Toutefois, le terme de camp de concentration n'est nullement mis en exergue dans les témoignages de l'époque sur le système répressif naissant. Il y est employé en passant. Alors, on parle surtout de terreur.

L'un des premiers témoignages sur ces répressions porte précisément pour titre *La terreur rouge en Russie*⁵, livre publié en russe par l'historien Sergueï Melgounov à Berlin en 1924. Il s'agit d'un ouvrage détaillé et reposant sur une importante documentation. L'auteur y montre notamment que la terreur était conçue comme un système et procédait d'une volonté de transformation de la société par l'éradication de la bourgeoisie. Il cite par exemple un article de l'un des chefs de la Tchéka, Latsis, publié le 1^{er} novembre 1918 dans le journal *La terreur rouge* :

« Nous ne faisons pas la guerre à des individus isolés. Nous anéantissons la bourgeoisie en tant que classe. Ne cherchez pas lors de l'enquête de matériaux ou de preuves démontrant que l'accusé agissait en actes et en paroles contre les Soviets. La première question que vous devez lui poser, c'est à quelle classe il appartient, quelles sont ses origines, son éducation ou sa profession. Ce sont ces questions qui doivent décider du sort de l'accusé. Tels sont le sens et la nature de la terreur rouge. »⁶

Ce n'est pas le camp qui est le symbole de la répression des premières années révolutionnaires, mais précisément le système de terreur et l'institution qui en est l'instrument, à savoir la Tchéka, la Guépéou et leur siège à Moscou, la Loubianka. On tremble à l'évocation de ces trois noms : Tchéka, Guépéou, Loubianka.

Les témoins décrivent l'arbitraire de la Tchéka-Guépéou, les milliers d'exécutions sommaires et, en particulier, les exécutions d'otages détenus dans les camps, les tortures que subissent ceux qui tombent entre les mains de la Tchéka.

Melgounov en dresse toute une liste : coups de fouets et de baguettes à fusils, dents et ongles arrachés, victimes déshabillées en plein air en plein hiver et arrosées d'eau froide pour être transformées en glaçons, organes sexuels brûlés avec une bougie, pour n'en citer que quelques-unes.

Solovki

Peu après les camps de concentration sont également apparus les camps de travaux forcés⁷ et plusieurs vocables concurrents coexisteront pour désigner les camps : camps de travaux forcés, camps de concentration, camps de concentration et de travail⁸.

Ce faisant, le terme de camp de concentration continue à être employé dans des documents officiels jusqu'au début des années trente et, parmi les prisonniers, jusqu'au début des années cinquante.

Bientôt, les camps s'identifient à un camp précis et à un nom de lieu : Solovki.

Les Solovki sont une île de la mer Blanche ou plutôt un ensemble d'îles, un archipel où se dresse un vaste ensemble monastique, désormais désaffecté. En

⁵ S. P. Mel'gunov, *Krasnyj terror v Rossii*, Berlin, 1924.

⁶ S. P. Mel'gunov, *Krasnyj terror v Rossii*, 3e édition, Izd. Brandy, New-York, 1979, p. 44.

⁷ Lager' prinuditel'nyh rabot.

⁸ Trudovoj koncentracionnyj lager'.

octobre 1923 est institué le Camp de travaux forcés à destination spéciale des Solovki.

Un document précisait :

« Les camps de travaux forcés du nord de la GPU sont organisés dans le but d'exercer l'isolement nécessaire des éléments socialement les plus dangereux... Ces camps ont une destination spéciale : le maintien en détention des criminels politiques et de droit commun effectuant leur peine sur la base de condamnations extrajudiciaires prononcées par la Guépéou ou les organes de l'ancienne Tchéka... »⁹

Dans divers documents, il est également appelé camp de concentration.

Les Solovki ont constitué le laboratoire d'expérimentation du système pénitentiaire. Les gardiens des Solovki, qui étaient pour la plupart d'anciens prisonniers de droit commun ou des agents de la Tchéka-Guépéou condamnés pour diverses fautes, deviendront par la suite les chefs des camps du futur goulag.

Les gardiens exerçaient un pouvoir quasi discrétionnaire et avaient le droit d'abattre sur place quiconque se montrait récalcitrant. Accueillant les nouveaux arrivants, leurs gardiens leur déclaraient suivant une formule devenue très célèbre : ici, inutile de vous plaindre à qui que ce soit, ici ce n'est pas le pouvoir des Soviets, c'est le pouvoir des Solovki¹⁰.

En débarquant aux Solovki, les détenus pouvaient apercevoir un slogan en lettres rouges « Vive le travail libre et joyeux¹¹ » et au-dessus de la forteresse (le kremlin), une autre pancarte proclamait : « À travers le travail, vers la libération ». Un slogan qui en évoque un autre.

Cependant, au début, le travail avait essentiellement, sous couvert de rééducation, une fonction coercitive. Par exemple, des détenus étaient contraints, en hiver, de puiser de l'eau dans un trou dans la glace et de la transporter pour la verser dans un autre trou ou bien de déplacer des bûches d'un endroit à un autre¹².

C'est surtout à partir du milieu des années vingt que le travail a pris un caractère de plus en plus organisé.

De plus, le camp des Solovki a essaimé sur le littoral et les Solovki désigne finalement tout un complexe pénitentiaire formé de toute une série de camps.

Selon le témoignage d'un ancien détenu des Solovki :

« Tous ceux qui arrivaient au camp étaient envoyés à la coupe et au flottage du bois, au ramassage de la tourbe. Seuls les plus forts arrivaient à remplir la norme : couper dix arbres par jour, les débarrasser de leurs branches, et les traîner jusqu'à la route. Si l'on ne remplissait pas la norme, on pouvait être retenu par les gardiens pendant des heures et parfois toute la nuit au milieu de la forêt dans le froid et le gel. Ceux qui refusaient de travailler étaient enfermés en sous-vêtements dans une cellule glacée. En été, on les attachaient nus à un arbre pendant toute une nuit où ils étaient piqués par les moustiques. »¹³

« L'entassement, l'arbitraire sans bornes, le mépris total de la personne humaine et de ses droits, un mensonge permanent et sans limites, le *blat* (le piston et le favoritisme) tout puissant et à chaque instant, la faim, la saleté, les maladies, un

⁹ Ūrij Brodskij, *Solovki*, Izd. Rossijskaâ političeskaâ ênciklopediâ (ROSSPÈN), Moscou, 2002, p. 49.

¹⁰ Zdes' vlast' ne sovetskaâ, a soloveckaâ.

¹¹ Ūrij Brodskij, *Solovki*, op. cit., p. 34.

¹² *Ibid.*, p. 14.

¹³ Boris Širâev, *Neugasimaâ lampada*, Izd. imeni Čehova, New-York, 1954, p. 45-46.

travail au-dessus de vos forces, tout cela était porté aux Solovki jusqu'aux limites du possible. »¹⁴

En France, un livre a paru sur les Solovki en 1927¹⁵. Plusieurs pages sont également consacrées aux Solovki dans le livre du communiste yougoslave Anton Ciliga paru en français en 1938 sous le titre *Au pays du mensonge déconcertant*¹⁶. L'auteur y dresse notamment la liste des prisonniers que l'on y trouvait au tournant des années vingt et trente :

« La population de Solovki comprenait des paysans déportés, des anciens officiers, des membres de sectes et toutes sortes de gens persécutés pour leur foi, puis des « nationalistes » musulmans, surtout ceux d'Asie centrale, et des nationalistes ukrainiens et blanc-russiens. Il y avait aussi à Solovki cinquante ou soixante trotskistes, dont l'un avait été récemment directeur de la *Pravda* de Léninegrad. Il y avait en outre quelques dizaines d'étudiants chinois de l'université Sun-Yat-Sen de Moscou, déportés pour avoir fait de l'opposition. »¹⁷

Figure du mensonge déconcertant, les Solovki le sont également à travers l'image qu'en a voulu donner la propagande soviétique, qui les présentait comme un camp modèle et y fit même tourner un film en 1928.

Un an plus tard, l'écrivain Gorki, très critique à l'égard des bolchéviks au moment de la prise du pouvoir et finalement rallié au régime, participera également à cette entreprise de propagande. La Guépéou lui fit visiter les Solovki selon une de ces mises en scène bien préparées à l'avance. Le célèbre académicien Dimitri Likhatchev, qui fut lui aussi détenu aux Solovki, a raconté dans quelles circonstances on avait montré à Gorki le mitard, installé sur la colline Sékirka, lieu particulièrement redouté des prisonniers.

« On avait installé des tables, étalé des journaux et l'on avait ordonné aux prisonniers de faire semblant de lire pour montrer comment on rééduquait les récalcitrants par la lecture de la presse. Alors les détenus ont mis les journaux à l'envers, Gorki s'en est aperçu s'est approché d'un prisonnier et lui a remis le journal à l'endroit, montrant ainsi qu'il avait compris. »¹⁸

Au cours de la visite, à plusieurs reprises, des détenus, réussissant à échapper à la vigilance des accompagnateurs de l'écrivain, s'approchèrent de Gorki et purent lui expliquer la réalité de la vie aux Solovki. Mais Gorki s'est tu et a cité dans un journal les Solovki comme un modèle de camp de rééducation¹⁹.

Jusqu'à nos jours, les Solovki restent en Russie un des symboles du goulag. Il est significatif que le premier film documentaire consacré au goulag en URSS pendant la perestroïka se soit précisément intitulé *Le pouvoir des Solovki*²⁰. Et, à Moscou, le seul monument existant à la mémoire des victimes du goulag est un bloc de pierre provenant des Solovki et installé sur un square à côté de la Loubianka.

L'année du grand tournant et la création du goulag

¹⁴ *Ibid.*, p. 46-47.

¹⁵ Raymond Dugué, *Un baigne en Russie rouge : Solovki, l'île de la faim, des supplices et de la mort*, Paris, Tallandier, 1927.

¹⁶ Anton Ciliga, *Au pays du mensonge déconcertant*, Paris, Gallimard, 1938. Réédition : collection 10-18, 1977.

¹⁷ Anton Ciliga, *Au pays du mensonge déconcertant*, Paris, Collection 10-18, 1977, p. 143.

¹⁸ Ūrij Brodskij, *Solovki, op. cit.*, p. 326.

¹⁹ *Ibid.*, p. 324-330.

²⁰ Film réalisé par M. Goldovskaâ en 1988.

L'année 1929 marque une nouvelle étape dans l'histoire du système pénitentiaire soviétique comme dans tout le pays. Les dirigeants soviétiques engagent l'URSS dans une politique d'industrialisation à marche forcée et de collectivisation des campagnes. Le gouvernement adopte un décret sur l'utilisation du travail des prisonniers et institue le camp de rééducation par le travail. Ce sera là le nom officiel des camps soviétiques de 1929 jusqu'à la déstalinisation en 1956. Toutefois, les détenus, les *zeks*, l'appellent plutôt la *zone* et une plaisanterie se répandra opposant la « petite zone » (le camp) à la « grande zone » (l'Union soviétique tout entière).

Les camps de rééducation par le travail se voient clairement assigner une fonction économique. Ils ont notamment pour objet la colonisation des régions reculées et quasi-désertiques de l'URSS en vue de l'exploitation de leurs richesses naturelles : exploitation forestière, extraction minière...

En 1930, pour l'administration des camps a été créé le goulag, qui avait le statut d'une direction générale au sein de la Guépéou. Puis, en 1934 la Guépéou ayant fusionné avec le NKVD, presque tous les lieux de détention se sont alors retrouvés dans la juridiction du goulag. De plus, le goulag a également été chargé de la gestion des lieux de relégation. En effet, avec la collectivisation, les autorités soviétiques ont inauguré une nouvelle forme de neutralisation des catégories sociales à éliminer, la déportation. Par trains entiers, au cours de longs et pénibles périples, puis à pied sous escorte, des familles de paysans étaient conduites dans des régions éloignées, puis abandonnées au milieu de la steppe ou de la forêt. On les appelait « personnes déplacées à titre spécial »²¹. Ainsi, d'une part, les camps ont continué à s'étendre et, d'autre part, se sont développées les « colonies spéciales »²². En outre, après avoir purgé leur peine, certains prisonniers n'étaient pas autorisés à rentrer dans les grandes villes, mais condamnés à vivre en relégation. Parfois, les conditions de vie en relégation n'étaient pas plus enviables que celles des camps.

Parmi les grands chantiers confiés au goulag nouvellement créé, le premier a été le chantier de construction du canal de la mer Blanche, qui devait relier la mer Blanche et la mer Baltique par l'intermédiaire des lacs Onéga et Ladoga. Ce chantier a été à son tour exalté par la propagande comme une grande réalisation de l'Union soviétique. Il a fait lui aussi l'objet d'un film et également d'un livre, pour la rédaction duquel ont été mobilisés plus de trente écrivains, parmi les plus célèbres de l'époque, qui ont prêté leur plume à cette entreprise peu glorieuse. Voici ce qu'écrivait Gorki :

« C'est une des plus brillantes victoires de l'énergie humaine organisée collectivement sur les éléments de la sévère nature du Nord. En même temps, c'est une expérience excellemment réussie de transformation massive des anciens ennemis du prolétariat dictateur en collaborateurs qualifiés de la classe ouvrière et même en enthousiastes du travail indispensable à l'Etat. »²³

En 1937, les exemplaires de ce livre ont été retirés de la circulation et détruits²⁴. Toutefois, on en a retrouvé quelques-uns et leur intérêt principal est que

²¹ Specpereselency.

²² Specposeleniâ.

²³ *Belomorsko-Baltijskij Kanal imeni Stalina, istoriâ stroitel'stva*, pod redakciej M. Gor'kogo, L.

Averbaha, S. Firina, OGIZ, 1934, reproduit en 1998 (sans nom d'éditeur), p. 12.

²⁴ Ce retrait s'explique sans doute en partie par la place qu'y occupait Âgoda (Yagoda). Ce dernier était adjoint au chef de la Guépéou lors de la construction du canal, avant d'en prendre la tête, puis de celle du NKVD, pour être finalement limogé et fusillé.

l'on y trouve des photos du goulag, certes des photos officielles, mais il s'agit sans doute d'une des rares traces photographiques du goulag.

Par la suite, la propagande soviétique ne s'est plus jamais livrée à de telles opérations et l'existence des camps a été désormais l'objet d'un black-out absolu.

Cependant que tout un réseau de camps recouvrait le pays pour connaître une extension maximum après la seconde guerre mondiale, quelques témoignages ont paru en Occident²⁵, mais, alors, l'attention de l'opinion publique était surtout focalisée sur les grands procès de Moscou. Aucun vocable spécial n'y était, à cette époque, employé pour désigner les camps soviétiques. On parlait simplement de camps ou de bagne.

Finalité du goulag

On s'est régulièrement posé la question de la finalité des camps. À partir du milieu des années trente, il ne pouvait plus s'agir de neutraliser des catégories particulières de la population. Si une partie des détenus étaient condamnés pour activités contre-révolutionnaires²⁶, il s'agissait de citoyens soviétiques parfaitement loyaux à l'égard du régime. En outre, à diverses époques, ont été adoptées des lois sanctionnant par des peines d'emprisonnement de simples fautes professionnelles, tel qu'un retard au travail ou une absence considérée comme injustifiée. De même, de nombreux paysans ont été condamnés simplement pour avoir ramassé quelques épis de blé abandonnés sur le sol après la moisson.

Toute la structure administrative du goulag en fait une organisation à finalité économique. Toutefois, plusieurs témoins ou auteurs se sont efforcés de montrer l'inefficacité économique du goulag. Il convient de relever que l'économie soviétique elle-même ne poursuivait pas seulement des buts économiques. Les grands chantiers ne procédaient pas uniquement d'une pure rationalité économique, ils avaient également une finalité idéologique, c'étaient les chantiers de construction du socialisme. Ce faisant, le goulag était évidemment avant tout un instrument de contrôle social.

Témoignages sur le goulag après la seconde guerre mondiale

Après la guerre, les témoignages sur le goulag se sont multipliés en Occident.

La guerre a provoqué des contacts entre Occidentaux et Soviétiques faits prisonniers ou déplacés par les Allemands et, à la faveur de ces contacts personnels, des informations sur les camps soviétiques ont circulé. De plus, un certain nombre de Soviétiques ne sont pas rentrés en URSS après la guerre et ont pu témoigner. C'est le cas très célèbre de Victor Kravchenko, un ingénieur soviétique qui, en mission auprès de la représentation de l'URSS à Washington pendant la guerre, décida de ne pas rentrer dans son pays et publia un livre retentissant *J'ai choisi la liberté*²⁷. Il s'agissait d'un témoignage sur la vie soviétique en général, mais divers passages y étaient consacrés aux camps. Le même témoin a décrit les camps de manière plus détaillée dans un autre livre, qui n'a toutefois pas eu le même succès que le précédent²⁸.

²⁵ On citera notamment : Ivan Solonievitch, *Barbelés rouges; trois russes s'évadent des bagnes soviétiques*, Paris, J. Tallandier, 1928.

²⁶ En vertu de l'article 58 du Code pénal de 1926 avec ses amendements successifs.

²⁷ V.-A. Kravchenko, *J'ai choisi la liberté*, Paris, Self, 1947.

²⁸ V.-A. Kravchenko, *L'épée et le serpent*, Paris, Self, 1950.

À la Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine (BDIC)²⁹ à Nanterre, les références aux ouvrages parus dans la période d'après-guerre sur les camps soviétiques remplissent deux tiroirs du catalogue manuel³⁰.

La première étude sur le système pénitentiaire soviétique a été publiée en Italie à la fin de la guerre³¹. Il semble que ce soit dans cet ouvrage que le mot « goulag » soit expliqué pour la première fois.

Après la seconde guerre mondiale, David Rousset, un ancien militant trotskyste rescapé des camps nazis, a lancé dans le *Figaro littéraire* du 12 novembre 1949, un appel à ses anciens compagnons de détention à rassembler des informations sur les camps soviétiques. Lui aussi évoquait le « goulag », mais, à l'époque, l'opinion n'a pas retenu le mot :

« L'administration centrale des camps, le goulag, avec ses multiples services, est un des plus grands trusts économiques de l'URSS. Les contrats que passe la police sont calculés sur la base du coût normal de la main-d'œuvre libre, et, puisque le déporté coûte bien moins cher, la considérable différence est absorbée par la corporation policière. Une fois encore, le concentrationnaire nourrit son gardien. La SS n'était arrivée à cette éminente fonction sociale qu'aux toutes dernières étapes de son existence. »³²

C'est ainsi qu'à l'instigation de David Rousset se constitua une Commission internationale contre le régime concentrationnaire, composée de rescapés des camps nazis et elle entreprit, entre autres, d'enquêter sur les camps soviétiques. Cette enquête aboutit à la rédaction d'un ouvrage très détaillé et documenté, le *Livre blanc sur les camps de concentration soviétiques*³³.

Selon cet ouvrage, les camps soviétiques relevaient bien de l'univers concentrationnaire, dont le concept avait été théorisé par David Rousset, et le rapprochement entre camps soviétiques et camps nazis (à l'exclusion des camps d'extermination) était permis :

« Le parallèle s'impose entre le régime existant dans les camps russes et celui qui existait dans les camps nazis : travail de masse au profit d'une organisation policière constituant un Etat dans l'Etat (Waffen SS et NKVD), détention arbitraire et mélange des catégories de détenus avec soumission des [prisonniers] politiques aux [prisonniers de] droit commun, déshumanisation morale et physique des individus. »³⁴

En France, le contexte politique n'était pas propice à la réception de ces révélations sur les camps et celles-ci provoquèrent de vives polémiques avec le Parti communiste français. L'hebdomadaire du PC, *Les lettres françaises*, ayant accusé Kravchenko de mensonge, celui-ci attaqua le journal en justice et le procès, qui se déroula en mars 1949, dépassa largement un simple procès en diffamation, chacune des deux parties produisant des témoins sur l'URSS et notamment sur les camps.

À la suite de l'appel de David Rousset aux rescapés des camps nazis à recueillir des témoignages sur les camps soviétiques, Pierre Daix, jeune journaliste communiste qui avait été emprisonné à Mauthausen, publia alors un article virulent

²⁹ Site web : <http://www.bdic.fr>.

³⁰ Tiroirs n° 1157 et 1158.

³¹ Sylvestre Mora et Pierre Zwierniak, *La justice soviétique*, Rome, Magi-Spinelli, 1945.

³² Texte reproduit dans *Livre blanc sur les camps de concentration soviétiques*, *op. cit.*, voir note suivante.

³³ *Livre blanc sur les camps de concentration soviétiques*, préparé par la C. I. C. R. C., Paris, Le Pavois, 1951.

³⁴ *Ibid.*

dans *Les lettres françaises*, article édité ensuite sous forme de brochure sous le titre : *Pourquoi M. David Rousset a-t-il inventé les camps soviétiques ?*³⁵

Cette fois, ce fut David Rousset qui attaqua *Les lettres françaises* pour diffamation et à nouveau la question des camps fut au centre du procès et à nouveau des témoins furent appelés à la barre, parfois les mêmes, telle Margarete Buber-Neumann, épouse d'un communiste allemand fusillé en URSS en 1938. Elle-même envoyée dans un camp en Sibérie, elle avait été livrée à l'Allemagne après la signature du pacte germano-soviétique et emprisonnée à Ravensbrück.

À cette époque, Pierre Daix n'hésita pas à écrire :

« Les camps de rééducation de l'Union soviétique sont le parachèvement d'autre chose, de la suppression complète de l'homme par l'homme. La marque décisive de l'effort, par le socialisme vainqueur, d'achever la libération des hommes de cette exploitation en libérant aussi les oppresseurs esclaves de leur oppression même. »

Il convient de préciser que Pierre Daix a eu, par la suite, le courage de reconnaître ses illusions et qu'il s'est fait l'un des défenseurs de l'œuvre de Soljénitsyne et des dissidents³⁶.

La déstalinisation

La mort de Staline, en 1953, et les premières mesures de déstalinisation ont ébranlé le goulag. La grande majorité des détenus furent libérés et le goulag lui-même, en tant que structure centralisée, fut supprimé. Si les camps perdirent leur fonction économique, ils subsistèrent néanmoins et la plupart des tortionnaires restèrent en place. Les détenus continuèrent à être astreints au travail et les conditions de détention y restèrent très dures, ainsi que l'a montré le témoignage d'un ouvrier soviétique sur les camps soviétiques à l'époque de Khrouchtchev, Anatoli Martchenko³⁷. Les camps ont notamment servi à la répression des dissidents et cela jusqu'à la fin de 1986. D'ailleurs, plusieurs dissidents sont morts en camp après l'accession de Gorbatchev en 1985. En particulier, Martchenko lui-même est mort d'une grève de la faim en décembre 1986.

C'est à la faveur de la déstalinisation que Soljénitsyne, un ancien détenu du goulag alors totalement inconnu, put faire paraître *Une journée d'Ivan Denissovitch*³⁸, que l'on peut considérer comme la première œuvre littéraire véridique sur les camps soviétiques publiée en Union soviétique. Cependant, les autorités soviétiques tenaient à contenir la déstalinisation dans des limites précises et, après le limogeage de Khrouchtchev en 1964, il fut mis fin à la dénonciation publique des répressions de l'époque stalinienne. D'autres œuvres majeures sur le goulag ne purent être éditées qu'à l'étranger, d'abord en russe, puis en traduction. Il en fut ainsi, notamment, des récits de la Kolyma, de Varlam Chalamov, ou des mémoires d'Evguénia Guinzbourg. Par ailleurs, certains témoignages passèrent totalement inaperçus. Il en fut ainsi de celui d'Andrée Sentaurens, une Française, fille de paysans landais, qui épousa un diplomate soviétique dans les années vingt et se trouva happée par l'engrenage du goulag³⁹.

³⁵ Pierre Daix, *Pourquoi M. David Rousset a-t-il inventé les camps soviétiques, Une campagne de préparation à la guerre* (1949).

³⁶ Pierre Daix, *J'ai cru au matin*, Paris, Robert Laffont, 1976.

³⁷ Anatoli Martchenko, *Mon témoignage*, Paris, Seuil, 1970.

³⁸ Alexandre Soljénitsyne, *Une journée d'Ivan Denissovitch*, Paris, Julliard, 1963.

³⁹ Andrée Sentaurens, *Dix-Sept Ans dans les Camps Soviétiques*, Gallimard, 1963.

Publication de *L'Archipel du goulag*

Cependant, Soljénitsyne avait entrepris, dans le plus grand secret, la rédaction d'un ouvrage sur les camps soviétiques, de la révolution à l'époque contemporaine. Le KGB en ayant découvert la trace, l'écrivain fut amené à en précipiter la publication : le livre parut en russe en France à la fin de 1973, des traductions suivirent, dans toutes les langues. À la suite de cette publication, les autorités soviétiques, après avoir envisagé d'emprisonner l'auteur, décidèrent finalement de l'expulser d'Union soviétique.

À la différence des ouvrages antérieurs sur le goulag, qui étaient, pour la plupart, restés à la périphérie de l'opinion occidentale, le livre a eu un impact considérable. En France, il a connu une diffusion exceptionnelle, son tirage s'élevant à un million d'exemplaires. On a plus d'une fois fait remarquer qu'il y avait eu bien d'autres témoignages sur le goulag auparavant pour s'interroger sur les raisons de ce succès. D'une part, le contexte politique avait changé, l'Union soviétique avait perdu une partie de son prestige. D'autre part, le livre n'était pas celui d'un réfugié, il n'avait pas été élaboré à l'étranger, il émanait d'un homme témoignant ouvertement de l'intérieur, dans un dramatique combat singulier entre David et Goliath. Enfin et surtout, il tenait au talent de l'écrivain. Il n'avait pas la sécheresse d'un livre blanc. Il n'était pas non plus constitué d'un unique témoignage personnel. Tout en reposant, au contraire, sur de nombreux témoignages et documents, il était porté par la personnalité du narrateur. Se présentant comme un « essai d'enquête littéraire », il était à la fois somme sur le goulag et œuvre littéraire. Le titre lui-même était, par la métaphore et l'assonance qu'il contenait, une trouvaille de l'écrivain : en russe, *Arhipelag goulag*. Ainsi est-ce Soljénitsyne qui a popularisé l'acronyme « goulag » et depuis la publication de son livre que le mot s'est répandu pour désigner l'ensemble du système pénitentiaire soviétique. Et même, encore plus largement, on l'appliquera aux camps des pays communistes et l'on parlera du goulag chinois, vietnamien, nord-coréen, cambodgien ou cubain. Dans un sens plus général encore, on l'emploiera aussi parfois à propos du système communiste dans son ensemble.

La parution de *L'Archipel du goulag* a ouvert la voie à la publication d'autres témoignages. On citera notamment, en France, les livres de Jacques Rossi⁴⁰ : le parcours de ce Français entré très jeune au parti communiste, devenu agent du Komintern et expédié pour vingt ans au goulag est évidemment à mettre en parallèle à celui de Walter Ruge.

En russe, évidemment, c'est seulement dans le *samizdat*, dans les livres circulant sous le manteau, que le terme de « goulag » s'est répandu et il a fallu attendre la fin de la *perestroïka* pour qu'il s'impose à son tour. D'ailleurs, les révélations sur le goulag ont été un des éléments qui ont contribué alors à la délégitimation du système soviétique aux yeux de l'opinion en U.R.S.S.

Ce faisant, la commémoration et l'étude du goulag se sont faites depuis discrètes en Russie. Elles sont essentiellement l'œuvre d'une association, *Mémorial*⁴¹. La Russie est loin d'avoir achevé son travail de mémoire.

⁴⁰ Jacques Rossi, *Spravočnik po Gulagu*. Istoričeskij slovar' sovetskich penitencijarnych institucij i terminov svâzannyh s prinuditel'nym trudom, Londres, Overseas Publications Interchange Ltd, 1987,
- *Le manuel du Goulag*, Paris, Le Cherche Midi, 1997,
- *Fragments de vie. 20 ans dans les camps soviétiques*, Paris, Elikia, 1995.

⁴¹ Pour une présentation de l'association en anglais et en allemand, on peut se reporter à son site web : <http://www.memo.ru>. Elle dispose également d'un site en Allemagne : <http://www.memorial.de>.

Bibliographie

Sur le goulag, outre les ouvrages cités en notes, voir également :

M. B. Smirnov (dir. pub.), *Sistema ispravitel'no-trudovyh lagerej v SSSR*, Moskva, Zven'â, 1998 (article disponible sur le site web de l'association Mémorial : <http://www.memo.ru>)

Paul Barton, *L'institution concentrationnaire en Russie*, Paris, Plon, 1959

David J. Dallin and Boris I. Nicolaevsky, *Forced Labor in Soviet Russia*, New Haven, Yale University Press, 1947

Jean-Jacques Marie, *Le goulag*, Paris, PUF (Collection « Que sais-je ? »), 1999

Pierre Rigoulot, *Des Français au goulag*, Paris, Fayard, 1984

- *Les paupières lourdes*, Les Français face au goulag, Paris, Editions universitaire, 1991

Nicolas Werth, Un Etat contre son peuple. Dans : *Le livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1997, pp. 53-379.

Bruno GROPPPO (CNRS)

L'émigration politique italienne en Union Soviétique et les répressions staliniennes

Introduction

D'après des recherches récentes, effectuées dans les archives russes et soviétiques, entre 1919 et 1951 environ un millier d'Italiens furent victimes de différentes formes de répression en URSS. Sur ce millier de personnes, dont on a pu reconstruire les biographies, 144 furent emprisonnées au goulag et au moins 28 y moururent⁴². Les émigrés politiques, auxquels nous nous intéressons plus spécifiquement dans cette communication, ne constituent qu'une partie de ces victimes. Le nombre des émigrés qui finirent dans les camps soviétiques ou qui furent fusillés n'a pas pu être établi avec exactitude. Certaines évaluations le situent aux alentours de 200⁴³. D'autres estimations parlent de plusieurs centaines de victimes⁴⁴.

On peut distinguer trois groupes d'Italiens en URSS, qui fournirent chacun un contingent de victimes⁴⁵. Le premier est celui des communautés italiennes qui s'étaient établies dans le Sud de la Russie, principalement à Kertch, en Crimée, et à Marioupol, dans la région du Donetz, déjà au cours du XIXe siècle. Cette population, composée essentiellement d'agriculteurs, fut frappée d'abord par la répression déclenchée contre les paysans lors de la collectivisation forcée des campagnes, et plus tard par la déportation. Un deuxième groupe était celui des Italiens qui, établis en Russie avant ou après la Première Guerre mondiale, exerçaient une activité commerciale, artisanale, technique ou artistique dans les villes russes. Le troisième groupe, enfin, était celui des émigrés politiques antifascistes, arrivés en Russie pendant les premières années du régime fasciste pour échapper aux persécutions en Italie, ou au début des années 1930, pour échapper à la crise économique. Il était formé, pour l'essentiel, de militants ou sympathisants du Parti communiste italien⁴⁶, mais il comprenait aussi quelques anarchistes, des socialistes et des personnes n'ayant pas d'affiliation politique particulière. D'après

⁴² Elena Dundovich, Francesca Gori, Emanuela Guercetti, « Italian Emigration in the USSR : History of a Repression », pp. 139-186, in *Reflections on the Gulag. With a documentary appendix on the Italian victims of repression in the USSR*, ed. by Elena Dundovich, Francesca Gori, Emanuela Guercetti, Milan, Feltrinelli, (Annali Feltrinelli, 37), 2003, p. 139.

⁴³ Ainsi Romolo Caccavale, *Comunisti italiani in Unione Sovietica*, Milan, Mursia, 1995, p. 10. Non moins de 200, selon Aldo Agosti et Lorenzo Brunelli, « I comunisti italiani nell'URSS. 1919-1943 », in *Il Partito comunista italiano. Struttura e storia dell'organizzazione*, Milan, Feltrinelle (Annali Feltrinelli, 21), 1981, p. 1024.

⁴⁴ Ainsi Dante Corneli, *Elenco delle vittime italiane dello stalinismo (dalla lettera A alla lettera L)*, Tivoli, s.e., 1981 ; Id., *Elenco delle vittime italiane dello stalinismo (dalla lettera M alla lettera Z)*, Tivoli, s.e., 1982.

⁴⁵ Je reprends ici la distinction proposée par E. Dundovich et al., *art. cit.*

⁴⁶ A l'époque le parti s'appelait Parti communiste d'Italie (PcdI), alors qu'après la Seconde Guerre mondiale il devint le Parti communiste italien (PCI). Pour simplifier, je n'utiliserai que la dernière appellation.

différentes estimations, la communauté italienne⁴⁷, formée par ces trois groupes, comptait, au début des années 1930, quelques milliers de personnes⁴⁸. Ne figure pas dans ce tableau, en raison de ses caractéristiques particulières, un autre groupe d'Italiens : les prisonniers de guerre capturés pendant la Deuxième Guerre mondiale, appartenant au corps d'expédition italien envoyé en URSS pour appuyer l'invasion nazie.

La répression frappa non seulement les émigrés politiques, mais aussi les autres groupes, avec des temps et des modalités variables selon chaque groupe, comme l'ont montré plusieurs études récentes, en particulier celles impulsées par la Fondation Feltrinelli de Milan en collaboration avec l'association Mémorial (basée à Moscou, mais ayant des ramifications dans toute la Russie). Pendant longtemps l'attention des chercheurs, ainsi que de l'opinion publique en Italie, s'est concentrée surtout sur le cas des communistes italiens qui furent victimes du stalinisme en URSS, alors que les autres victimes italiennes étaient pratiquement ignorées. La plupart des travaux publiés encore récemment continuent de privilégier la répression des émigrés communistes, qui est incontestablement l'aspect le plus déconcertant de la terreur stalinienne, mais un certain nombre d'entre eux ont commencé à s'intéresser aussi aux autres catégories de victimes. L'attention portée à la persécution subie par les communistes s'explique en grande partie par les implications politiques de ce thème, qui permet de présenter une image particulièrement sombre de l'histoire du communisme italien et de mettre sous accusation le PCI et son secrétaire Palmiro Togliatti. C'est donc un thème qui, au-delà de son intérêt proprement historique, a été et reste au centre de vives polémiques politiques en Italie. Mais il y a eu aussi un autre facteur non négligeable : la volonté des familles ou des amis de ces victimes communistes de connaître la vérité sur leur sort et de réhabiliter leur mémoire. Il faut rappeler, en effet, que ces communistes et autres antifascistes furent envoyés au goulag ou fusillés sur la base d'accusations diffamatoires pour leur honneur politique et qui étaient, dans la quasi totalité des cas, complètement fausses.

L'émigration antifasciste italienne

L'arrivée au pouvoir du fascisme en Italie obligea de très nombreux Italiens à chercher refuge à l'étranger, principalement en France. L'exode avait commencé dès 1921, lorsque la vague révolutionnaire du "biennio rosso" (les deux « années rouges » 1919-1920) avait commencé à refluer, tandis que la violence organisée des escouades fascistes se généralisait, en particulier dans le Nord et le Centre de la Péninsule. Il s'intensifia après l'arrivée de Mussolini au pouvoir en 1922 et avec l'instauration de la dictature, qui s'effectua en plusieurs étapes entre 1922 et 1926⁴⁹.

⁴⁷ Ce terme est utilisé ici dans un sens général, et générique, pour désigner les personnes ayant un lien direct avec l'Italie. Certaines avaient toujours la nationalité italienne, d'autres avaient pris la nationalité russe ou soviétique, d'autres encore étaient apatrides.

⁴⁸ Dante Corneli en estime le nombre entre 4000 et 5000 (*Elenco delle vittime M-Z*, p. 158), dont 2000 à Kertch et dans d'autres villes de Crimée, 600 à Moscou, 100 à Leningrad. Giuliano Pajetta estime à un millier les Italiens à Kertch en 1934 (*Russia 1932-1934*, Rome, Editori Riuniti, 1985, p. 71) ; Robotti à environ 2000 en 1933 (*La prova*, Bari, Leonardo da Vinci, 1965, pp. 53-57).

⁴⁹ Dans l'historiographie italienne on distingue en général trois vagues principales de l'exode antifasciste, la première allant de 1921 au printemps de 1923, la seconde de l'automne 1924 à 1926, la troisième de novembre 1926 (après la promulgation des lois d'exception) jusqu'à la fin de 1927. Cf. Aldo Garosci, *Storia dei fuorusciti*, Bari, Laterza, 1953 ; S. Tombaccini, *Storia dei fuorusciti in Francia*, Milan, Mursia, 1988.

La dissolution de tous les partis politiques à l'exception du parti fasciste ne fut proclamée qu'en 1926, mais déjà auparavant l'activité politique des partis d'opposition était sérieusement entravée par la multiplication des arrestations, des violences et des assassinats. Le Parti communiste fut une cible privilégiée de la violence fasciste. Ainsi, plusieurs dizaines de milliers d'antifascistes - que le régime qualifia, avec mépris, de "fuorusciti" (litt. "ceux qui sont sortis du pays") – durent se réfugier à l'étranger pour échapper aux violences et sauver leur vie : ils le firent en plusieurs vagues, qui correspondaient à l'évolution, ou plus exactement à la détérioration, de la situation politique en Italie. La France fut la principale destination de ces réfugiés. Elle exerçait une attraction puissante, pour des raisons à la fois économiques et politiques, sans parler de la proximité géographique et culturelle. Sur le plan économique, la pénurie de main-d'œuvre dans la France des années 1920 permettait aux réfugiés de trouver assez facilement du travail, grâce aussi à l'accord franco-italien de 1919 sur l'immigration, et par ailleurs la présence d'une nombreuse colonie italienne, avec ses réseaux de solidarité, rendait plus aisée l'insertion dans la société française et dans le monde du travail. Sur le plan politique, la France incarnait pour beaucoup de réfugiés les valeurs démocratiques et révolutionnaires, sans compter qu'elle avait déjà été une terre d'asile pour de nombreux démocrates, socialistes et anarchistes italiens tout au long du XIXe siècle. D'autre part, la présence d'une nombreuse colonie italienne signifiait aussi une possibilité de continuer la lutte contre le fascisme en milieu italien même à l'étranger.

La plupart des réfugiés politiques italiens étaient des militants issus des différents courants (socialiste - réformiste et maximaliste -, communiste, anarchiste, chrétien) du mouvement ouvrier, cible privilégiée des violences fascistes. C'étaient des syndicalistes, des activistes politiques, des membres des ligues paysannes, des représentants des coopératives et des sociétés mutualistes, des élus locaux, bref, les cadres du mouvement ouvrier italien. Ouvriers pour la plupart, les réfugiés provenaient surtout des régions septentrionales et centrales de l'Italie, dans lesquelles le mouvement ouvrier était le plus implanté et où la répression fasciste était la plus dure. Une partie d'entre eux avait émigré légalement, mais la plupart avaient dû franchir clandestinement la frontière. En France, ils s'étaient dirigés surtout vers les zones de forte concentration de l'immigration "économique" italienne, où ils pouvaient espérer trouver plus facilement du travail. En réalité, les deux types d'immigration - économique et politique - étaient étroitement mêlés et il était souvent impossible de faire la distinction entre les deux (sauf dans le cas des personnalités les plus connues - journalistes, parlementaires, dirigeants politiques ou syndicaux - de l'exil antifasciste). Cela rend difficile toute évaluation précise du nombre des réfugiés italiens, d'autant plus que ceux-ci ne jouissaient d'aucun statut particulier, contrairement à d'autres catégories de réfugiés (comme par exemple ceux de l'ex-empire russe ou encore les Arméniens). Les estimations varient considérablement, entre 200.000 et quelques dizaines de milliers, ce dernier chiffre apparaissant comme le plus proche de la réalité. Les réfugiés politiques constituaient donc, à la fois, une minorité restreinte par rapport à l'ensemble de l'immigration italienne et un phénomène d'ampleur considérable, sans commune mesure, par exemple, avec les dimensions beaucoup plus limitées de l'exil italien en France avant 1914. Ils étaient, en tout cas, une minorité fortement politisée au sein d'une masse d'immigrés qui, dans l'ensemble, se tenait plutôt à l'écart de la politique.

L'émigration communiste

Au sein de l'émigration antifasciste, les militants communistes étaient particulièrement nombreux. Dans une première phase, allant de 1921 à 1923, l'émigration communiste italienne vers la France fut une émigration spontanée, résultat de décisions individuelles de militants qui se sentaient particulièrement menacés. Le Parti communiste italien, né en janvier 1921 d'une scission du Parti socialiste, se trouva immédiatement dans une situation difficile et vit le nombre de ses militants chuter rapidement : de 40.022 en 1921 ils passèrent à 24.568 en 1922 pour se réduire à 8.696 l'année suivante⁵⁰. Parallèlement, le nombre des communistes italiens réfugiés à l'étranger, c'est-à-dire essentiellement en France, augmenta dans des proportions considérables : comme par un phénomène de vases communicants, le parti se vidait peu à peu de ses forces en Italie, tandis qu'elles s'accroissaient à l'étranger. D'après Loris Castellani, "on peut estimer que 6000 à 7000 militants communistes italiens émigrèrent de 1921, date de fondation du parti, à la fin de l'année 1923"⁵¹.

L'émigration de ces militants fut d'abord un phénomène spontané et individuel, que le parti essaya d'enrayer, mais sans succès. Obligés de quitter leur lieu de résidence et de travail habituel, ils cherchaient souvent refuge d'abord dans l'anonymat des grandes villes italiennes, où ils pouvaient espérer passer inaperçus ; mais ce refuge provisoire ne fut, le plus souvent, qu'une étape sur le chemin de l'exil vers la France ou d'autres pays. Les militants considéraient l'exil comme une solution provisoire, dictée par la nécessité de se mettre temporairement à l'abri, mais qui n'était pas destinée à se prolonger. Ils étaient convaincus, en effet, que le régime fasciste ne durerait pas et que la révolution était proche. Dans leur quasi totalité, c'étaient des ouvriers jeunes, célibataires, très mobiles, résolus à poursuivre à l'étranger la lutte politique. Ils s'inscrivaient en partie dans une tradition militante qui avait vu déjà au XIXe siècle de nombreux anarchistes, socialistes et républicains italiens s'expatrier pour continuer la lutte dans d'autres pays, en Europe comme dans les Amériques. Les Statuts de 1921 du PCI tenaient compte de cette tradition et de la présence de nombreux travailleurs italiens à l'étranger et faisaient obligation aux communistes émigrés de militer dans les sections du parti constituées à l'étranger. Ceux approuvés au deuxième congrès national, en mars 1922, contenaient une nouveauté importante, conforme au nouvel esprit du mouvement communiste, puisqu'ils prévoyaient l'obligation, pour le militant émigré, de s'inscrire auprès de la section du Komintern du pays d'accueil⁵².

Le PCI et l'émigration politique

Le PCI ne pouvait évidemment pas voir d'un œil favorable l'émigration de ses militants, qui diminuait sans cesse ses forces en Italie, et il s'efforça par conséquent de la

⁵⁰ Loris Castellani, *L'émigration communiste italienne en France 1921-1928. Organisation et politique*, Thèse de doctorat de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, 1988, dact., p. 113.

⁵¹ *Ibid.*, pp. 124-125.

⁵² Cf. Loris Castellani, "Un aspect de l'émigration communiste italienne en France: les Groupes de langue italienne au sein du PCF", in *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, sous la dir. de Pierre Milza, Rome, Ecole Française de Rome, 1986, p. 202, note 14.

freiner, en la limitant à ceux qui étaient menacés de lourdes peines de prison en raison de leur activité politique. Pour émigrer, le militant communiste devait, en principe, demander (et obtenir) l'autorisation de son parti, mais dans la pratique cette procédure était souvent impossible à respecter, ou bien parce que les militants menacés devaient partir de toute urgence ou bien parce que la structure communiste de telle ou telle localité avait déjà été complètement désorganisée par la terreur fasciste et qu'il n'y avait plus personne à qui demander l'autorisation d'émigrer. À partir de 1923 le PCI chercha à mieux contrôler ce processus de départs spontanés et à regrouper ses forces en orientant vers la France les militants qui s'étaient réfugiés dans d'autres pays, comme l'Autriche ou l'Allemagne. La France devint ainsi entre les deux guerres le principal centre de regroupement de l'émigration communiste, comme d'ailleurs des autres courants de l'émigration antifasciste italienne. En novembre 1922, le IV^e congrès du Komintern décida la suppression des fédérations communistes de langue étrangère organisées dans les pays d'immigration : leurs membres devaient désormais adhérer directement aux partis communistes des pays d'accueil, au sein desquels ils seraient organisés en groupes de langue.

Si,

pour les raisons déjà évoquées, la France fut le principal pays de refuge des émigrés communistes (et de l'émigration antifasciste en général), d'autres pays les accueillirent également, dans une mesure plus limitée : la Belgique, le Luxembourg, la Suisse, l'Autriche et l'Union Soviétique. L'émigration communiste italienne dans ce dernier pays ne peut être étudiée sans prendre en compte simultanément la France, où se trouvaient le Centro estero (Centre étranger) du PCI et ses principaux dirigeants. Entre les communistes italiens en France et ceux installés en URSS il existait des contacts permanents, et c'était le plus souvent de France que les communistes italiens arrivaient dans la « patrie du socialisme ».

Emigrer en URSS

Pouvoir s'établir en URSS n'était pas chose facile. Dans le cas des militants communistes, cela se faisait par l'intermédiaire du PCI, du Secours Rouge (MOPR)⁵³ ou encore de l'Internationale Syndicale Rouge⁵⁴. Il s'agissait, en d'autres termes, d'une émigration autorisée par le parti et organisée, sur laquelle le PCI entendait maintenir à tout moment son contrôle. Le parti, en effet, « ne voulait pas que la Russie soviétique devienne un refuge privilégié pour les Italiens qui cherchaient un lieu sûr à l'étranger »⁵⁵. Dans une lettre de mars 1923 adressée à Anselmo Marabini, qui se trouvait alors en Russie pour le compte du parti, le Comité Exécutif du PCI soulignait que les émigrés, s'ils parvenaient à gagner leur vie en Russie, voudraient sûrement s'y installer et seraient alors perdus pour la lutte révolutionnaire, et qu'il était donc préférable qu'ils s'installent dans les pays capitalistes⁵⁶.

L'URSS, pour sa part, n'était pas prête à accueillir tous les réfugiés communistes qui auraient voulu s'y installer. D'une manière générale, l'URSS ne fut

⁵³ Le Secours Rouge (MOPR) avait été créé fin 1922, suite à une décision du IV^e congrès de l'Internationale communiste, pour venir en aide aux révolutionnaires victimes de persécutions.

⁵⁴ Créée en 1921, l'Internationale syndicale rouge (Profintern) réunissait les centrales syndicales communistes et les minorités communistes des centrales syndicales réformistes.

⁵⁵ Dundovich et al., *art. cit.*, p. 152.

⁵⁶ "Lettera del Partito Comunista d'Italia (Comitato esecutivo) a Marabini, 28 marzo 1923", RGASPI, f. 513, op. 2, d. 205, cit. in Dundovich E., *art. cit.*, pp. 151-152.

à aucun moment un pays d'accueil pour les réfugiés politiques, comme put l'être, par exemple, la France de l'entre-deux-guerres. En dehors des communistes ou des sympathisants communistes, rares étaient les exilés qui aspiraient à s'établir au pays des Soviets. À certains moments, en particulier au moment du premier plan quinquennal, les besoins de main-d'œuvre qualifiée créés par l'industrialisation accélérée attirèrent en URSS un nombre important d'étrangers, qui trouvaient dans ce pays un emploi qu'ils n'avaient plus dans leurs pays d'origine, affectés par la crise économique mondiale. Dans ce cas, toutefois, il ne s'agissait pas d'une émigration politique, mais plutôt d'une émigration de travail. Il convient d'ailleurs de rappeler que les travailleurs étrangers en URSS bénéficiaient d'une situation relativement privilégiée par rapport aux travailleurs soviétiques. Dans les années 1930 l'évolution de la situation internationale, d'une part, et de la politique intérieure soviétique, de l'autre, provoqua en URSS une méfiance croissante à l'égard des étrangers, que les autorités soviétiques s'employèrent à renvoyer dans leurs pays d'origine. Quant aux réfugiés communistes, eux-aussi suspects en tant qu'étrangers, ils ne furent accueillis qu'avec parcimonie, comme ce fut le cas, par exemple, pour les exilés communistes allemands. En même temps, l'URSS devenait, surtout à partir de 1934, un lieu dangereux pour les émigrés politiques communistes qui avaient cru y trouver un refuge sûr et qui furent frappés par la répression comme le reste de la population soviétique. Paradoxalement, le fait de n'avoir pas été admis en URSS et d'avoir dû se réfugier dans d'autres pays permit à beaucoup d'exilés communistes d'échapper à la terreur stalinienne et de survivre.

Les émigrés politiques représentaient pour le PCI un capital politique dont il voulait continuer à disposer. En règle générale, les militants autorisés à émigrer en Russie étaient pris en charge par le Secours Rouge, qui s'occupait notamment de leur trouver un logement et un travail, et ils devaient prendre contact avec le représentant du PCI à Moscou. Ils étaient tenus de participer aux activités du « Club international des émigrés politiques » à Moscou ou d'institutions analogues dans les autres villes soviétiques où ils résidaient. De cette manière, ils se trouvaient constamment soumis au contrôle de différentes instances : leur propre parti, le Secours Rouge, le Club, le bureau des cadres du Comité Exécutif du Komintern (IKKI), et en dernière instance le Ministère de l'Intérieur (NKVD) soviétique. Le principal instrument à travers lequel s'exerçait ce contrôle était la « biographie » ou le questionnaire biographique (« anketa ») que chaque émigré devait rédiger, en indiquant en détail son parcours politique et en fournissant une longue série d'autres renseignements. Ces notes biographiques, de plus en plus détaillées, étaient ensuite évaluées par les différents organes cités plus haut, qui pouvaient ainsi avoir, à tout moment, une vision d'ensemble de l'émigration politique et des personnes qui en faisaient partie. Constamment tenus à jour, ces dossiers individuels furent utilisés par le NKVD, surtout pendant la Grande Terreur (1937-1938), pour organiser la persécution contre ces personnes. Pour l'historien, ils sont aujourd'hui une source particulièrement précieuse pour reconstruire l'itinéraire de ces militants et pour comprendre leur univers mental et leur culture politique

Parmi les émigrés politiques communistes il existait une grande diversité de situations. Il y avait, tout d'abord, les cadres du PCI qui se trouvaient en Russie comme représentants de leur parti ou qui exerçaient des fonctions au sein du Komintern, du Profintern ou d'autres organisations du mouvement communiste. Il y avait ensuite les élèves des écoles du parti (Ecole léniniste, Zapada, KUNZ) et autres institutions soviétiques (notamment militaires), qui, après une période de formation, rentraient parfois clandestinement en Italie ou étaient envoyés en France, Belgique

ou d'autres pays pour faire du travail politique parmi les émigrés italiens. Il s'agissait le plus souvent de jeunes militants que le parti voulait mettre à l'abri des persécutions fascistes et former aux fonctions de cadre. Etre envoyé en Russie à l'une de ces écoles équivalait alors à une promotion. Plus tard, surtout à partir de 1925-1926, on commença à envoyer aussi des militants ou des cadres tombés en disgrâce et qu'on souhaitait écarter ou « neutraliser » pendant une certaine période. Pour certains émigrés, qui avaient été condamnés en Italie à de lourdes peines de prison et qui étaient recherchés par la justice italienne, l'URSS servait de refuge, en attendant qu'une éventuelle amnistie leur permette de rentrer en Italie. Au début des années 1930 la forte demande de main-d'œuvre suscitée par l'industrialisation accélérée de l'URSS, ainsi que le chômage provoqué par la crise économique mondiale, attirèrent en URSS de nombreux ouvriers, parmi lesquels des émigrés italiens provenant de France ou de Belgique. Les émigrés communistes italiens étaient généralement des ouvriers, et c'est comme ouvriers que la plupart d'entre eux furent embauchés et gagnèrent leur vie dans des usines, à Moscou ou dans d'autres villes soviétiques.

Comme nous l'avons indiqué, depuis 1922 le Komintern faisait obligation aux communistes émigrés de militer dans le parti communiste du pays d'accueil. Conformément à cette disposition, un certain nombre d'émigrés communistes italiens furent admis au sein du PC soviétique. L'admission, toutefois, n'avait rien d'automatique et ne constituait pas une simple formalité. Elle impliquait, en effet, une série de vérifications biographiques et de contrôles politiques supplémentaires. Pendant les vagues de répression des années 30, le fait d'appartenir au PCUS ne constitua nullement une garantie d'être à l'abri des persécutions. En revanche, le fait d'en avoir été exclu, pour une raison ou pour une autre, devint une circonstance aggravante.

Parmi les émigrés politiques, il y en avait aussi qui étaient arrivés en Russie de leur propre initiative, sans passer par le PCI ou le Secours Rouge, par exemple en tant que matelots embarqués sur des bateaux italiens (ou d'autres pays) faisant escale dans des ports soviétiques : une fois débarqués, ils décidaient de rester et cherchaient ensuite à régulariser leur situation auprès des autorités soviétiques. Certains arrivèrent en Russie dans le cadre de voyages touristiques organisés et décidèrent de rester, comme ce fut le cas pour Emilio Guarnaschelli. Les « irréguliers », qui n'avaient pas suivi la filière normale, rencontraient naturellement plus de difficultés que ceux qui arrivaient avec l'aval du parti. Ces derniers étaient généralement reconnus par les autorités soviétiques comme émigrés politiques et bénéficiaient à ce titre d'un statut particulier qui leur attribuait certains privilèges en matière de logement et d'approvisionnement.

Les années 1930

Pendant les années 1920 les émigrés politiques et plus en général les étrangers établis en URSS avaient pu vivre dans des conditions relativement normales (par rapport aux standards soviétiques). Dans la décennie suivante, par contre, leur situation devint de plus en plus difficile, et souvent dramatique, dans un contexte politique caractérisé par une méfiance croissante du pouvoir soviétique vis-à-vis des étrangers en tant que tels. En janvier 1932 les autorités soviétiques décidèrent que les étrangers ne

disposant pas d'un passeport régulier délivré par leur pays d'origine devaient désormais prendre la nationalité soviétique. Cette disposition affectait directement les émigrés politiques, qui en général ne disposaient pas de ce document. Un an plus tard les autorités soviétiques décidèrent que tous les réfugiés politiques étrangers entrés en URSS après janvier 1933 devaient, sans exception, prendre la nationalité soviétique⁵⁷. Ils perdaient ainsi la possibilité de pouvoir rentrer un jour dans leur pays et se trouvaient entièrement à la merci de l'administration soviétique. Privés du statut de réfugiés politiques, et des quelques privilèges qui l'accompagnaient, ils devenaient des citoyens soviétiques ordinaires, au moment où une vague de répression d'une ampleur exceptionnelle allait s'abattre sur la population. En 1933 commencèrent aussi les premières purges au sein du PC soviétique. Conçue originellement comme un moyen pour faire le point sur la situation du parti, qui avait été profondément modifiée par l'arrivée dans les villes d'énormes masses paysannes attirées par l'industrialisation, la vérification des cartes, et donc de la situation individuelle de chaque membre du parti, se transforma rapidement en un mécanisme d'exclusion qui ouvrait la voie à la répression. Celle-ci, en effet, visa particulièrement les personnes qui venaient d'être exclues du parti et qui étaient donc considérées désormais comme des suspects. Un nombre considérable de communistes italiens qui avaient été admis dans le parti russe se trouvèrent dans ce cas de figure. Fin 1932, l'introduction d'un passeport intérieur et de l'obligation, pour l'ensemble de la population, de se faire enregistrer auprès de la police afin d'obtenir le permis de résidence et le permis de travail signifia pratiquement que les étrangers qui n'étaient pas des émigrés politiques ne furent plus autorisés à vivre dans les grands centres urbains⁵⁸. Mais ce fut surtout l'arrivée au pouvoir d'Hitler en Allemagne en 1933 qui modifia profondément le climat politique en URSS, où le pouvoir stalinien se montra de plus en plus obsédé par la perspective d'une guerre sur deux fronts et par l'idée de la vulnérabilité du pays face aux menaces extérieures et de sa propre vulnérabilité politique. Une lourde atmosphère de xénophobie, dans laquelle tout étranger devenait automatiquement suspect, s'installa dans le pays. On commença à « découvrir » une série de complots d'espionnage dans lesquels étaient prétendument impliqués différents groupes d'étrangers. À partir de 1934 les arrestations d'étrangers se multiplièrent⁵⁹. Les Italiens figurèrent, à côté d'autres groupes nationaux, parmi les premières victimes de ces vagues de répression. Entre 1934 et 1935 furent arrêtés 33 Italiens, en particulier parmi ceux qui venaient d'être expulsés du PC soviétique. Neuf furent arrêtés en 1936, et ensuite la répression s'intensifia pendant la « Grande Terreur » de 1937-1938. Dans cette dernière période, qui marqua le paroxysme des persécutions contre la population soviétique en général et contre les étrangers, on procéda à des « opérations nationales », qui visaient les ressortissants d'un pays déterminé, et dont les principales furent celle contre les Allemands et celle contre les Polonais. L'« opération allemande » fut mise en route par une note de Staline du 20 juillet 1937 ordonnant l'arrestation de tous les Allemands travaillant dans des installations militaires, semi-militaires, chimiques et électriques : les arrestations commencèrent 10 jours plus tard, et en l'espace d'un mois elles frappèrent 472 personnes. Entre 1937 et 1938 furent arrêtés entre 750 et 820 ressortissants allemands, ce qui correspondait à environ 20% des Allemands

⁵⁷ Dundovich, *Tra esilio e castigo. Il Komintern, il PCI e la repressione degli antifascisti italiani in URSS (1936-38)*, Rome, Carocci, 1998, p. 131.

⁵⁸ Dundovich et al., *art. cit.*, p. 157.

⁵⁹ Sur la répression contre les étrangers voir Pavel Pollian, « Soviet Repression of Foreigners : The Great Terror, the Gulag, Deportations », in *Reflections on the Gulag, op. cit.*, pp. 61-103.

résidant en URSS⁶⁰. L'«opération polonaise», ordonnée le 11 août 1937 et lancée le 15 août, conduit rapidement à l'arrestation et à l'exécution de milliers de personnes. D'autres opérations nationales du même type furent lancées, toujours en 1937, contre les Roumains, les Finlandais, les Lituanais, les Estoniens, les Grecs, les Chinois, les Iraniens, les Bulgares, les Macédoniens, les Coréens⁶¹. Les Italiens – même si n'a pas retrouvé jusqu'à présent, dans les archives soviétiques, un ordre spécifique les concernant – furent victimes eux aussi d'une opération de ce type. Entre 1937 et 1938, en effet, 199 Italiens furent arrêtés et 104 furent exécutés (26 en 1937 et 78 en 1938)⁶². Les 42 Italiens qui avaient été arrêtés entre 1934 et 1936 et qui purgeaient leur peine furent jugés de nouveau : 11 furent exécutés et les autres furent condamnés à de longues peines supplémentaires. Presque tous les Italiens arrêtés étaient accusés de trotskisme, voire de bordiguisme (c'est-à-dire, d'être des partisans d'Amadeo Bordiga, qui avait été le premier secrétaire du PCI), ou d'appartenir à des organisations d'espionnage. Qu'il s'agît d'espionnage ou de trotskisme, les accusations n'avaient en général aucun fondement, comme cela fut reconnu après la mort de Staline par les autorités soviétiques, qui réhabilitèrent les personnes concernées. Souvent, elles s'appuyaient simplement sur des opinions que les accusés avaient pu exprimer à certains moments de leur vie et qui étaient soigneusement notées dans leur fascicule personnel. La seule « preuve » était constituée par les aveux, extorqués sous la torture, des accusés.

Dans les années 1930 de nombreux techniciens et ingénieurs étrangers, qui n'avaient rien à voir avec le mouvement communiste, travaillaient en URSS, alors en voie d'industrialisation accélérée, dans le cadre d'accords ou de contrats établis avec les autorités soviétiques. On estime par exemple que au moins 70.000 étrangers travaillèrent à l'industrialisation du pays dans les années 1920 et 1930⁶³. Des spécialistes italiens de l'entreprise RIV (groupe Fiat) installèrent une usine de roulements à billes près de Moscou, et d'autres travaillaient dans des usines aéronautiques à la fabrication de dirigeables. Dans ces usines travaillaient aussi des émigrés politiques italiens, qui inévitablement eurent des contacts professionnels avec ces spécialistes. Cela suffit, en 1937-1938, pour les transformer automatiquement en suspects d'espionnage, et presque tous furent arrêtés.

La méthode couramment employée par le NKVD était celle des arrestations groupées. On arrêtait un groupe de « suspects » et ensuite, par la torture ou d'autres moyens de pression, on obtenait qu'ils s'accusent les uns les autres, et on tenait ainsi la matière d'un « complot ». Une autre règle générale, codifiée en 1937, consistait à arrêter également les femmes ou les compagnes des accusés et à confier leurs enfants à des orphelinats.

À partir surtout d'août 1937, les étrangers se trouvèrent, en tant que tels, en première ligne et firent l'objet d'une répression spécifique et particulièrement intense, dans le cadre de la vague de terreur qui frappait à ce moment-là l'ensemble de la population soviétique. Le climat du moment est bien résumé par une circulaire du NKVD du 22 août 1937 « Sur les étrangers », où il est dit que « l'écrasante majorité des étrangers vivant en URSS est engagée dans des activités d'espionnage

⁶⁰ Pollian, *art. cit.*, pp. 64-65.

⁶¹ Oleg Chlevnjuk, « The Influence of the Foreign Context on the Mechanism of Terror », in *Russia in the Age of Wars (1914-1945)*, actes du colloque de Cortona, oct. 1997, cit. in Dundovich, *op. cit.*, p; 132.

⁶² Dundovich et al., *art. cit.*, p. 164.

⁶³ A. Sutto, *Western Technologies and Soviet Economic Development*, 2 vol., Stanford, 1968, 1971

et de diversion »⁶⁴. L'objectif, par conséquent, était de les contraindre à quitter l'URSS (par des mesures administratives, comme le non renouvellement du permis de séjour, ou les expulsions directes), ou bien de les confiner dans le goulag ou les éliminer physiquement.

Le contrôle exercé par la police soviétique sur les émigrés politiques devint de plus en plus étroit et étouffant. À partir de 1936 la section des cadres du Komintern, avec l'aide des représentants en URSS des PC étrangers, « mi(ren)t en œuvre un recensement systématique des communautés étrangères en URSS, en examinant et en évaluant soigneusement la qualité politique de leurs membres. (...) Chaque section du Komintern apporta sa contribution spécifique à cette œuvre de collaboration avec la police soviétique, en participant ainsi activement à l'œuvre de répression qui se réalisait pendant ces années-là. La section italienne du Komintern se plia elle-aussi rapidement aux nouvelles mœurs »⁶⁵.

L'enquête de 1936 sur l'émigration italienne en URSS

L'enquête générale sur l'émigration italienne en URSS fut décidée par la section des cadres du Komintern au début de l'année 1936 et dura jusqu'au mois de juin⁶⁶. Elle fut réalisée par une commission composée de Domenico Ciufoli (« Battista »), Antonio Roasio (« Edo »), Paolo Robotti (qui avait présidé le Club international des émigrés politiques à Moscou), Ilio Barontini (« Fanti »), Bonetti. Le résultat fut l'établissement de plusieurs listes de noms, appelées « listes de contrôle », qui comprenaient, pour chaque nom, une brève biographie, une série de renseignements sur le comportement de la personne concernée depuis l'arrivée en URSS, ses fréquentations, etc., et enfin un jugement formulé par le responsable politique du PCI. Sur la base de ces listes et des informations détaillées qu'elles contenaient, les autorités soviétiques purent disposer d'un tableau général de l'émigration italienne. Ces informations étaient transmises, via les fonctionnaires soviétiques de la section des cadres du Komintern, au NKVD et servirent de base à l'action répressive mise en œuvre par ce dernier, surtout en 1937-1938. Elena Dundovich note à propos des auteurs de ces listes et de ceux qui collaborèrent avec eux : « Conscients de la tragédie qui frappait leurs compatriotes, ils n'hésitèrent pas à transmettre des informations et à formuler des jugements souvent défavorables même sur des personnes dont on savait déjà qu'elles faisaient l'objet d'une attention spéciale de la part de la police soviétique. De cette manière ils facilitèrent l'acquisition de « preuves » qui pouvaient être utilisées plus tard au cours des enquêtes judiciaires et des procès »⁶⁷.

À partir du travail effectué par la commission italienne, la section des cadres du Komintern commença en août 1936 une évaluation de la communauté italienne dans le but, cette fois-ci, d'identifier tous ceux qui, pour une raison ou une autre, apparaissaient suspects. Des enquêtes détaillées furent alors menées sur de nombreux Italiens. À partir de là, les arrestations se multiplièrent en 1937-1938, le plus souvent sous l'accusation de complot trotskiste-bordiguiste ou d'espionnage.

⁶⁴ Pollian, *art. cit.*, p. 67.

⁶⁵ Dundovich, *op. cit.*, pp. 131-132. Sur le cas du PC suisse, voir Brigitte Studer, *Un parti sous influence. Le Parti Communiste Suisse, une section de l'Internationale, 1931 à 1939*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1994, p. 263.

⁶⁶ Voir Dundovich, *op. cit.*, pp. 133-143.

⁶⁷ Dundovich E., *op. cit.*, p. 133.

Le cas de l'émigration communiste italienne se singularise par rapport à d'autres cas nationaux par le fait que la répression ne toucha pratiquement pas le groupe dirigeant⁶⁸, mais frappa presque exclusivement les militants de base du parti, ainsi d'ailleurs que des militants d'autres tendances (anarchistes, socialistes) et des sans parti. On n'a pas réussi, jusqu'à présent, à expliquer de façon convaincante pourquoi les dirigeants italiens furent épargnés, alors que de nombreux dirigeants d'autres partis communistes furent parmi les victimes de la répression en URSS. Togliatti, secrétaire du Komintern, réussit-il à protéger les autres dirigeants ? On sait qu'il n'intervint ni en faveur de son beau-frère Paolo Robotti, quand ce dernier fut arrêté, ni d'autres militants de moindre importance. Les dirigeants du parti réussirent-ils à maintenir une unité qui empêcha les organes soviétiques de les « jouer » les uns contre les autres ? Rien n'est moins sûr. Il est certain, en revanche, que Togliatti et les responsables du PCI qui vécurent en URSS dans les années 1930 et pendant la Seconde Guerre mondiale ont une part importante de responsabilité dans la tragédie qui frappa les militants italiens victimes de la répression : d'une part, parce que les informations qu'ils rassemblèrent sur chacun d'eux et qu'ils transmirent à la section des cadres du Komintern (et, par cet intermédiaire, à la police soviétique) fournirent des éléments que la police et la justice soviétiques utilisèrent dans leur action répressive ; d'autre part, parce qu'il les abandonnèrent à leur sort, tout en les sachant innocents, sans essayer de les sauver quand cela était peut-être possible ; et enfin, parce qu'il maintinrent pendant longtemps le silence sur cet épisode tragique.

La guerre et l'après-guerre

La Grande Terreur se termina à la mi novembre 1938, lorsqu'une résolution du Politbureau du PCUS interdit toute nouvelle opération d'arrestations en masse. À une moindre échelle, toutefois, les arrestations continuèrent. En 1940, par exemple, d'autres Italiens furent arrêtés. Il s'agissait, cette fois, d'ex-combattants des brigades internationales pendant la guerre d'Espagne, qui avaient été accueillis en URSS. Il semble bien que dans la période du pacte germano-soviétique les ex-brigadistes – qui incarnaient l'antifascisme communiste – aient été considérés par les autorités soviétiques comme des témoins gênants et par conséquent comme des personnes suspectes. Il faudrait toutefois vérifier si les ex-volontaires d'autres nationalités réfugiés en URSS furent également la cible d'une répression spécifique.

Le début de la guerre en URSS donna lieu immédiatement à une directive (du 22 juin 1941) du NKVD qui suspendait la libération de tous les détenus qui terminaient de purger leur peine. Les détenus italiens étaient concernés de manière générale, mais aussi de manière spécifique, en tant que ressortissants d'un pays en guerre contre l'URSS. Pendant la guerre il y eut d'autres arrestations parmi les Italiens : 14 en 1941, 10 en 1942, 2 en 1943, 5 (tous fusillés) en 1945⁶⁹. Mais le groupe le plus frappé par la répression pendant la guerre fut la population italienne (ou d'origine italienne) de la Crimée, et en particulier de Kertch. La Crimée, d'où la population d'origine allemande avait été déportée déjà au début de la guerre, fut occupée par les Allemands en septembre 1941, reprise fin décembre par les

⁶⁸ Parmi les cadres importants du PCI, le seul à être arrêté fut Paolo Robotti, en 1938, mais il fut relâché en 1939.

⁶⁹ Dundovich et al., *art. cit.*, p. 183.

Soviétiques, réoccupée par les Allemands en mai 1942, et reprise plus tard par les Soviétiques. Lorsque les Soviétiques la reprirent pour la première fois, tous les habitants d'origine italienne furent considérés suspects de collaboration et déportés par le NKVD fin janvier 1942 : les femmes furent envoyées travailler dans les kolkhozes du Kazakhstan et les hommes dans les mines de la zone de Tcheliabinsk. Les familles ne purent se réunir qu'après la fin de la guerre et seulement une partie d'entre elles put se réinstaller à Kertch.

D'autres Italiens vivant en URSS furent mobilisés de force et envoyés dans des camps de travail du NKVD conformément à une décision prise le 14 octobre 1942 par les autorités soviétiques et qui concernait tous les ressortissants de pays en guerre contre l'URSS. Après la fin de la guerre, il y eut de nouvelles vagues de répression, notamment en 1948-1949, au cours desquelles des Italiens qui avaient été libérés furent de nouveau arrêtés et renvoyés au goulag. Ce dernier accueillit au lendemain de la guerre une autre catégorie d'Italiens : ceux qui, faisant partie de la population soviétique, avaient été déportés d'URSS par les Allemands pour travailler en Allemagne et qui, la guerre terminée, décidèrent de rentrer en URSS, où ils se retrouvèrent immédiatement dans ces camps.

Même après la guerre, donc, le goulag « accueillit » un certain nombre d'Italiens ou de personnes d'origine italienne. Rares, parmi ces détenus, furent ceux qui plus tard, comme Dante Corneli, purent rentrer en Italie.

Après 1945 le phénomène de l'émigration politique italienne en URSS prend fin. Les dirigeants et cadres communistes qui se trouvaient en URSS rentrèrent en Italie, où Togliatti les avait précédés en 1944.

Un problème politique et historiographique

Le problème des victimes italiennes des répressions en Union Soviétique a été entouré pendant longtemps d'un profond silence. Il faut noter, tout d'abord, que certaines catégories de victimes ont été pratiquement ignorées jusqu'à une date récente. C'est le cas, en particulier, des communautés italiennes installées en Russie dès le XIXe siècle, qui payèrent elles aussi un lourd tribut à la terreur stalinienne. L'attention, lorsqu'elle commença à se manifester, se concentra essentiellement sur les victimes appartenant à l'émigration politique, c'est-à-dire essentiellement aux victimes communistes. Sur ce point, le PCI lui-même maintint pendant longtemps un silence obstiné. On sait qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale Paolo Robotti fut chargé par Palmiro Togliatti de dresser une liste des communistes italiens qui avaient été victimes des répressions en URSS, mais, suite aux pressions soviétiques, la liste ne fut jamais publiée⁷⁰. Il faut noter également qu'au lendemain de la guerre les émigrés politiques italiens en URSS considérés comme susceptibles de diffuser des informations défavorables sur ce pays ne furent pas autorisés à rentrer en Italie. Le PCI appuya le retour de ceux qui étaient considérés comme « sûrs », mais ne s'occupa pas des autres⁷¹. Dans le climat politique de la guerre froide, le thème des victimes italiennes du stalinisme devint tabou. Le choix du silence continua à prévaloir même après la dénonciation par Khrouchtchev des crimes de Staline au XXe congrès du PCUS en 1956 et après que plusieurs des victimes italiennes avaient été officiellement réhabilitées en URSS. Il fallut attendre 1961

⁷⁰ Cf. Paolo Robotti, *Scelto dalla vita*, Rome, Napoleone, 1980.

⁷¹

pour que le Comité Central du PCI admette publiquement que des douzaines de communistes et antifascistes italiens avaient été victimes du stalinisme. Même après cette date, toutefois, le parti évita d'aborder ce problème. À partir des années 1960, toutefois, des publications non communistes traitant de ce thème commencèrent à voir le jour. L'une des premières fut le livre de Guelfo Zaccaria⁷², publié en 1964, qui signalait que deux cents communistes italiens avaient été victimes du stalinisme. Dans les années 1970 et 1980, Dante Corneli, un ex-communiste italien qui avait passé presque vingt ans au goulag et qui avait pu rentrer en Italie en 1970, publia - à compte d'auteur - une série de brochures⁷³ sur son expérience en URSS et sur les victimes italiennes du stalinisme. Du côté communiste, le silence commença à être rompu par des historiens, notamment par Paolo Spriano⁷⁴, auteur d'une importante histoire du parti communiste italien, et par Aldo Agosti⁷⁵. Un communiste critique, Alfonso Leonetti, évoqua lui aussi ce thème dans les années 1970 dans une revue indépendante de gauche⁷⁶. Par contre, les mémoires publiées par des communistes italiens ayant vécu en URSS n'abordaient pas, en général, ce thème, ou n'y faisaient allusion que de manière marginale⁷⁷. Un moment significatif fut la publication des lettres envoyées d'URSS par Emilio Guarnaschelli⁷⁸, un jeune communiste italien mort au goulag en 1938.

C'est surtout l'ouverture des archives soviétiques à partir de 1992, après la disparition de l'URSS, qui permit d'avancer considérablement dans la connaissance de ce thème. Parmi les travaux effectués à partir de ces archives il faut signaler surtout ceux, déjà cités, d'Elena Dundovich, Francesca Gori et Emanuela Guercetti⁷⁹. Le travail édité par ces trois chercheuses est le résultat d'une vaste recherche réalisée dans les archives soviétiques et italiennes à l'initiative de la Fondation Feltrinelli de Milan et en collaboration avec l'association russe Mémorial. Le livre contient, entre autre, un certain nombre de courtes biographies de victimes italiennes et une série de documents (lettres, procès verbaux d'interrogatoires, etc.) issus des archives soviétiques et concernant la répression contre les Italiens en URSS⁸⁰. Parmi les autres travaux, récents ou moins récents, parus en Italie on peut

⁷² Guelfo Zaccaria, *Duecento comunisti italiani fra le vittime dello stalinismo*, Milan, Edizioni Azione Comune, 1964. Le livre fut réédité en 1983 sous le titre *A Mosca senza ritorno. Duecento comunisti italiani fra le vittime dello stalinismo* (Milan, SugarCo, 1983).

⁷³ Dante Corneli, *50 anni in Russia*, Tivoli, s.e., 1975 ; Id., *Rappresentanti del Comintern, dirigenti e funzionari. Persecutori e vittime*, Tivoli, s.e., 1979 ; *Il dramma dell'emigrazione italiana in Unione Sovietica*, Tivoli, s.e., 1980 ; Id., *Elenco delle vittime italiane dello stalinismo (dalla lettera A alla lettera L)*, Tivoli, s.e., 1981 ; Id., *Elenco delle vittime italiane dello stalinismo (dalla lettera M alla lettera Z)*, Tivoli, s.e., 1982 ; Id., *Vivere in URSS (1922-1970). Frammenti e ricordi*, Tivoli, s.e., 1989 ; Id., *Stalin visto da una sua vittima italiana*, Tivoli, s.e., s.d. L'un de ses livres fut publié par un éditeur : Dante Corneli, *Il redivivo tiburtino*, Milan, La Pietra, 1977.

⁷⁴ Paolo Spriano, *Storia del Partito comunista italiano*, vol. III, *I fronti popolari, Stalin, la guerra*, Turin, Einaudi, 1970 ; Id., *Intervista sulla storia del PCI*, a cura di Simona Colarizi, Rome-Bari, Laterza, 1977 ; Id., *Togliatti segretario dell'Internazionale*, Milan, Mondadori, 1988.

⁷⁵ Aldo Agosti, Lorenzo Brunelli, « I comunisti italiani nell'URSS. 1919-1943 », *art. cit.*

⁷⁶ Alfonso Leonetti, « Italiani vittime dello stalinismo in URSS », *Il Ponte*, n.2-3, 1976, pp. 198-201. Leonetti publia une série de biographies de victimes italiennes sous le titre *Vittime italiane dello stalinismo in URSS*, Milan, La Salamandra, 1978.

⁷⁷ Cf. par exemple Antonio Roasio, *Figlio della classe operaia*, Milan, Vangelista, 1977.

⁷⁸ Emilio Guarnaschelli, *Una piccola pietra*, Milan, Garzanti, 1982. Le livre fut publié originairement en français en 1979 (*Une petite pierre*, Paris, Maspero, 1979).

⁷⁹ *Reflections on the Gulag.*, *op. cit.*

⁸⁰ Le site web www.gulag-italia.it contient les biographies de plus de 1000 victimes italiennes des répressions en Union Soviétique.

signaler ceux de Romolo Caccavale⁸¹, Francesco Bigazzi et Giancarlo Lehner⁸², Giorgio Sacchetti⁸³, Giorgio Fabre⁸⁴, Didi Gnocchi⁸⁵. Le statut et la qualité scientifique de ces ouvrages sont très divers. Certains sont lourdement marqués par un paradigme interprétatif de caractère très idéologique, qui voit dans le communisme en général une aventure criminelle et dans le PCI une force politique essentiellement antidémocratique. La polémique, qui concerne également le rôle des communistes dans l'antifascisme, la résistance, la reconstruction de l'Italie après 1945, et qui s'étend aux successeurs du PCI, continue de faire rage dans les journaux et dans l'audiovisuel. Sans entrer ici dans le détail de cette polémique, je me limiterai à signaler que les travaux réalisés à l'initiative de la Fondation Feltrinelli sont certainement les plus solides et les moins marqués par l'esprit de croisade qui fait rage dans les médias de la Péninsule.

Conclusion

Les travaux cités ci-dessus permettent d'avoir une vision plus claire, mais encore incomplète, de la situation des Italiens, et en particulier des émigrés politiques, en URSS entre 1917 et la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils montrent que la répression concernait l'ensemble de la communauté italienne : aussi bien la population agricole installée en Russie depuis le XIXe siècle que les Italiens venus travailler en Russie (avant ou après 1917) ou les émigrés politiques proprement dits, qui commencèrent à arriver au début des années 1920. Ils montrent aussi que les modalités de la répression furent différentes d'un groupe à l'autre et selon les époques. Les agriculteurs furent d'abord réprimés en tant que « koulaks », dans le cadre de la collectivisation de l'agriculture (qui fut en réalité une véritable guerre du pouvoir soviétique contre les paysans), et ensuite déportés en 1942 parce que soupçonnés de collaboration avec les Allemands ; les Italiens appartenant à des groupes considérés socialement et politiquement hostiles par le pouvoir soviétique (commerçants, ingénieurs, professions libérales, artisans, etc.) devinrent une cible de la répression, pour des raisons de classe, dès la guerre civile. Les émigrés politiques furent objet de la répression surtout dans les années 1930, le plus souvent sous l'accusation de trotskisme, bordiguisme, espionnage et autres activités anti-soviétiques.

L'accès aux archives soviétiques a permis d'établir que les dirigeants du PCI en URSS furent en partie responsables de la répression qui s'abattit sur de nombreux militants de base de leur parti qui avaient cru trouver un refuge sûr dans la « patrie du socialisme ». Les raisons qui permirent au groupe dirigeant du PCI d'échapper aux répressions stalinienne restent peu claires, même à la lumière des études plus récentes. Il faut signaler également que, alors que de nombreux antifascistes allemands et autrichiens réfugiés en URSS furent livrés directement à la Gestapo par

⁸¹ Romolo Cavaccale, *Comunisti italiani in Unione Sovietica*, Milan, Mursia, 1995.

⁸² Francesco Bigazzi, Giancarlo Lehner, ed., *Dialoghi del terrore. I processi ai comunisti italiani in Unione Sovietica 1930-1940*, Florence, Ponte alle Grazie, 1991 ; Giancarlo Lehner, *La tragedia dei comunisti italiani. Le vittime del PCI in Unione Sovietica*, Milan, Mondadori, 2001.

⁸³ Giorgio Sacchetti, *Otello Gaggi vittima del fascismo e dello stalinismo*, Pise, Biblioteca F. Serantini Edizioni/Associazione Pierluca Pontrandolfo, 1992.

⁸⁴ Giorgio Fabre, *Roma a Mosca. Lo spionaggio fascista in URSS e il caso Guarnaschelli*, Bari, Dedalo, 1990.

⁸⁵ Didi Gnocchi, *Odissea rossa. La storia dimenticata di uno dei fondatori del Pci*, Turin, Einaudi, 2001.

la police soviétique⁸⁶, rien de pareil ne se passa avec les émigrés communistes italiens, en dépit des bonnes relations que l'URSS entretenait avec l'Italie fasciste.

Les études publiées récemment ont permis de reconstruire l'itinéraire politique et humain de nombreux militants italiens qui perdirent leur vie dans les répressions staliniennes. Ces hommes avaient voulu apporter, comme Emilio Guarnaschelli, leur petite pierre à la construction du socialisme : un socialisme qu'ils imaginaient différent de celui qu'il rencontrèrent réellement en URSS. Leur histoire personnelle résume quelques unes des contradictions qui caractérisèrent l'ensemble du mouvement communiste de l'époque : solidarité et délation, espoir et terreur, esprit de sacrifice et violence totalitaire, aveuglement et clairvoyance, s'y mêlent de manière inextricable. À travers les documents retrouvés dans les archives soviétiques, une mémoire qu'on pouvait croire oubliée s'est imposée de nouveau à l'attention de la société italienne. Beaucoup de victimes ont retrouvé ainsi un nom et un visage. Cette restitution d'une identité individuelle aux victimes du stalinisme constitue l'un des apports les plus significatifs de l'historiographie italienne récente sur ce thème.

⁸⁶ Cf. Hans Schafranek, *Zwischen NKWD und Gestapo. Die Auslieferung deutscher und österreichischer Antifaschisten aus der Sowjetunion an Nazideutschland 1937-1941*, Francfort, ISP-Verlag, 1990.

Goulag : la mémoire tardive des Allemands de l'Est

L'ère Gorbatchev et la Chute du Mur ont permis l'étude approfondie d'un chapitre des relations germano-soviétiques assez peu analysé auparavant par les historiens : la détention, la déportation et parfois l'exécution de millions d'Allemands dans les camps de travail staliniens en URSS à partir du milieu des années trente et jusqu'au début des années cinquante. Les faits étaient certes connus, mais tant que les archives soviétiques étaient fermées et celles du SED peu accessibles, il n'était pas possible de se faire une image précise de l'ampleur historique de ce désastre, en particulier pour le Parti Communiste Allemand, qui s'est vu ainsi privé de l'essentiel de ses forces vives et de sa richesse intellectuelle.

Des documents nouveaux ont vu le jour au cours des années 1990 et ont permis de mieux cerner un phénomène de destruction politique et culturelle qui ne pouvait être abordé de façon suffisamment objective pendant toute la durée de la Guerre Froide. Les historiens occidentaux n'avaient pas accès aux sources nécessaires à l'étude du sujet, les historiens de l'Est acceptaient de conserver à ce chapitre son statut de tabou. En Europe de l'Ouest, les sources d'information étaient essentiellement constituées par des témoignages détaillés, des autobiographies qui préfiguraient l'œuvre de Soljenitsyne (*Une journée d'Ivan Denissovitch* est paru dès 1962, pendant le Dégel, mais l'*Archipel du goulag* n'a été publié à l'étranger qu'en 1973). Elles étaient le fait d'anciens détenus d'origine très variée : anciens soldats de la Wehrmacht faits prisonniers⁸⁷, Polonais pris entre deux fronts, populations baltes, communistes allemands ayant choisi de vivre en RFA après leur réhabilitation dans les années 50⁸⁸, tels Susanne Leonhard⁸⁹ ou Josef Scholmer⁹⁰, ou encore Allemands de la Volga ; ceux-ci, considérés par Staline comme Allemands au même titre que ceux du Reich, subirent à ce titre un sort analogue (déportation, camp de travail, exécution). Sur un million de Russes allemands, 300 000 auraient trouvé la mort à l'époque de Staline.

⁸⁷ On trouvera en particulier leurs témoignages dans : *Ihr verreckt hier bei ehrlicher Arbeit ! Deutsche im Gulag 1936-1956*. Leopold Stocker Verlag, Graz Stuttgart, 2000. Hrsg : Eva Donda-Sylvester, Günter Czernetzky, Hildegard Toma. 367 p. Il faut cependant citer avec précaution cet ouvrage (paru chez un éditeur aux sympathies ouvertement extrémistes) qui présente des récits sur le Goulag publiés en 1941 par le NSDAP, mis sur le même plan que d'autres témoignages parus après guerre.

⁸⁸ Le sort des communistes de la Ruhr partis travailler en URSS avant 1933 est évoqué dans l'ouvrage : Wilhelm Mensing, *Von der Ruhr in den GULag, Opfer des Stalinschen Massenterrors aus dem Ruhrgebiet*, Klartext, Essen, 2000, 396 p.

⁸⁹ *Gestohlenes Leben : Schicksal einer politischen Emigrantin in der Sowjetunion*, Francfort, Europäische Verl. Anstalt 1959.

⁹⁰ *Die Toten kehren zurück, Bericht aus einem sowjetischen Straflager*, Cologne/Berlin, Kiepenheuer und Witsch, 1954. Scholmer avait été arrêté en 1949 en zone soviétique d'occupation. Trad. : *La grève de Vorkouta*, Paris, Amiot/Dumont, 1954.

En ce qui concerne les communistes renégats avant 1989, on se reportera avec profit à la thèse de Hermann Kuhn, *Bruch mit dem Kommunismus, Über autobiographische Schriften von Ex-Kommunisten im geteilten Deutschland*, Verlag Westfälisches Dampfboot, Münster, 1990. Elle comporte en particulier un chapitre sur les récits de camp

Rappelons les grands traits de l'histoire des Allemands émigrés présents en URSS dans les années 1930⁹¹. On peut les diviser en deux groupes, d'une part les émigrés économiques et d'autre part les émigrés politiques, sans oublier que les motivations pour quitter l'Allemagne nazie pouvaient se superposer. Leur sort fut assez semblable, et la sympathie pour l'URSS naissante leur est commune, cependant leurs motivations pour émigrer et venir s'installer en URSS divergent en partie. La crise économique des pays occidentaux après 1929 et l'espoir suscité par l'apparition d'un nouveau pays porteur d'idéaux égalitaires ont poussé des milliers de citoyens allemands à s'exiler en URSS, encouragés en cela par des campagnes soviétiques de recrutement incitant les ouvriers spécialisés, les techniciens, les ingénieurs allemands, détenteurs du savoir d'une grande nation industrielle, à venir vivre des jours meilleurs sous le signe de l'Etoile rouge. L'ampleur de ce type d'émigration est aujourd'hui encore difficile à évaluer, parce qu'elle fut en partie illégale et qu'il n'existait pas de système centralisé d'enregistrement des émigrés, alors que l'organisation rigoureuse du KPD⁹² permet d'avoir une approche plus précise du nombre d'exilés politiques.

Entre 1929 et 1932, c'est l'émigration de type économique qui prévalut, alors qu'après l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933, des milliers de membres de l'appareil du KPD cherchèrent refuge en URSS. Malgré des déclarations soviétiques officielles de soutien aux combattants de la révolution dans le monde entier, les possibilités d'émigration en URSS furent de plus en plus limitées pour les communistes allemands à partir de 1936.

Dans le même temps où l'émigration allemande ralentissait en URSS, la répression envers les Allemands s'intensifiait à l'intérieur de ce pays, au fur et à mesure que s'amplifiait le climat de paranoïa entretenu par les discours de Staline et les campagnes de délation⁹³. De 1934 à 1936, les opérations de « purification » prirent d'abord pour cible les hérétiques du Parti communiste allemand. En 1934, des membres de la rédaction de la *Deutsche Zentral-Zeitung*, journal publié en URSS en allemand, furent arrêtés et condamnés aux travaux forcés ou exécutés sous le motif d'« activités fascistes contre-révolutionnaires ». En 1936, des éléments dits trotskistes, souvent d'origine juive, furent à leur tour arrêtés et parfois fusillés. Mais la campagne d'épuration atteignit son point culminant pendant les années 1937 et 1938, lorsque la répression ne fut plus seulement de nature politique, mais toucha tous les Allemands, y compris les Allemands de la Volga. En 1937 et 1938, environ 70 000 Allemands, toutes catégories confondues, furent arrêtés en application de l'ordre 00439 du NKVD, la police politique ; la plupart d'entre eux furent envoyés en camps de travail ou à la mort en tant qu'« agents de la Gestapo », « espions » ou « terroristes » en vertu de l'article 58 du code pénal. On peut estimer qu'en mars 1938, 70 % des membres du KPD se trouvant en URSS avaient été arrêtés. Les 267 communistes allemands condamnés à mort entre août et novembre 1938 furent exécutés et enterrés dans des fosses communes à Boutovo près de Moscou alors que les membres dirigeants du KPD sortirent en général indemnes de la période de répression.

⁹¹ Voir Oleg Dehl (Simone Barck, Natalia Mussienko, Ulla Plener), *Verratene Ideale, Zur Geschichte deutscher Emigranten in der Sowjetunion in den 30er Jahren*, Berlin, Trafo Verlag, 2000.

⁹² Les communistes étaient répertoriés de façon très précise et leur « fiche », le questionnaire autobiographique les concernant les avait suivis à Moscou.

⁹³ Une description détaillée de la répression des émigrés politiques allemands est donnée dans Reinhard Müller, « Wir kommen alle dran ». Säuberungen unter den deutschen Politemigranten in der Sowjetunion (1934-1938), in : *Terror : stalinistische Parteisäuberungen 1936-1953*, Hermann Weber/Ulrich Mähler (Hrsg.), Paderborn, Schöningh, 1998, p. 121-166.

Certains Allemands furent réhabilités dans les années cinquante, pendant la période de Dégel (parfois même avant le XXème congrès du PCUS), mais ce processus fut interrompu sous Brejnev et ne reprit qu'avec Gorbatchev. La mémoire du goulag des communistes allemands était un enjeu historique pour la RDA ; en effet, beaucoup de survivants des camps qui n'avaient paradoxalement pas renié leurs convictions ont choisi, après leur réhabilitation, de vivre en RDA, où ils sont arrivés dans les années cinquante, souvent après une vingtaine d'années d'absence du sol allemand. Ils ont trouvé à leur retour un SED dirigé en grande partie par des responsables communistes qui s'étaient exilés en URSS pendant la période nazie (les « émigrés de l'Ouest » ayant été écartés) et qui avaient eu pleine connaissance de la disparition en 1937 et 1938 de milliers de membres du KPD, mais qui avaient eux-mêmes été épargnés par les purges stalinienne. Ils avaient fermé les yeux, n'avaient pu, ou voulu (selon les interprétations, certains accusant Walter Ulbricht, d'autres disculpant Wilhelm Pieck⁹⁴) intervenir en faveur de leurs camarades dont certains réapparaissaient après en général dix ans passés en camp, puis une période de relégation administrative dans des régions reculées de l'URSS, en particulier la Sibérie, les contrées proches du cercle polaire et l'Asie centrale. Ces rapatriés d'un genre particulier furent bien reçus d'un point de vue matériel, on leur trouva un emploi, un logement, mais on ne leur offrit pas de soutien psychologique⁹⁵. A leur arrivée, on les priaient de rédiger un récit de leurs années passées en URSS, dans la veine du questionnaire biographique du Parti. Ils ne devaient pas réellement décrire ces années, mais par exemple leur « participation à la construction du socialisme en Union Soviétique »⁹⁶, leur dossier était classé et on leur demandait de ne plus évoquer cette période de leur vie de façon précise : « *Officiellement, c'était tabou. On peut le comprendre. Car les survivants de la direction avaient tous les mains couvertes de sang, ils avaient sauvé leur vie en URSS en signant tout ce qu'on les obligeait à signer pour livrer des membres du Parti aux organes de sécurité* », dit Nathan Steinberger⁹⁷. Le refoulement de la mémoire ne résultait cependant pas seulement d'une injonction politique. Il correspondait aussi chez les victimes à un immense désir de revivre et d'oublier les années de camp, ainsi qu'à l'incapacité de raconter l'innommable⁹⁸. Interrogé sur son attitude pendant ces années-là, un rescapé répond : « *C'est si monstrueux que celui qui n'a pas vécu cela ne peut le comprendre. Et chaque homme, chaque homme civilisé finit par se poser la question : pourquoi ? Si tu commences à raconter que c'était pour rien, pour rien du tout, cela semble totalement irrationnel. Ma propre mère m'a demandé : Pourquoi es-tu allé en camp ? Juste parce qu'elle voulait savoir quel fils elle avait élevé. Et je crois que lorsqu'on a été plongé là-dedans, on ne peut en parler, comme nous l'avons fait, qu'avec des gens en qui on a une grande confiance. C'est un traumatisme de l'âme, on n'en parle pas avec n'importe qui.* »⁹⁹

⁹⁴ Nathan Steinberger dit de Wilhelm Pieck : « *Plus tard, lorsqu'il revint en Allemagne, il a fait tout son possible pour libérer les survivants du massacre, à la différence d'Ulbricht, qui n'a pas bougé le petit doigt* », in : Nathan Steinberger, *Berlin, Moskau, Kolyma und zurück. Ein biographisches Gespräch über Stalinismus und Antisemitismus mit Barbara Broggin*, Edition ID-Archiv, Berlin-Amsterdam, 1996, p.22-23..

⁹⁵ Cette détresse psychologique et l'absence de liens sociaux est particulièrement soulignée dans la contribution de Meinhard Stark à ce même volume.

⁹⁶ Détail fourni par l'historienne Ulla Plener, lettre à l'auteur, Berlin, mai 2002.

⁹⁷ Steinberger, *Op. cit.*, p. 103

⁹⁸ Leona Toker rappelle dans sa contribution qu'une partie des survivants refoule le traumatisme, alors que certains autres ne peuvent cesser d'en parler et rendent la survie normale impossible.

⁹⁹ Entretien avec Walter Ruge, le 18 février 2000, à Potsdam.

En RFA, quelques témoignages sur le goulag avaient paru, tel celui de Margarete Buber-Neumann, *Als Gefangene bei Stalin und Hitler*, paru à Munich en 1949¹⁰⁰ ou celui de Josef Scholmer. L'affaire Kravtchenko¹⁰¹ joua un rôle important en France pour faire connaître l'existence du goulag au public. Au fur et à mesure que d'anciens détenus non-russes étaient réhabilités, ils écrivaient leur témoignage¹⁰². Karlo Stajner, communiste autrichien ayant survécu aux camps et vivant par la suite en Yougoslavie, put publier le sien en 1971 avec le soutien de Tito ; l'ouvrage, d'abord paru en serbo-croate, fut publié en allemand à Vienne en 1975¹⁰³.

En RDA, ce sujet était officiellement tabou dans les publications. Trude Richter, plus que fidèle au régime de la RDA, eut cependant la possibilité de faire des lectures de son œuvre autobiographique devant un public dès le début des années 1970, sans pouvoir toutefois publier¹⁰⁴. En URSS, la perestroïka a permis à de nombreuses publications de voir le jour. Les premiers signes d'ouverture concernant ce chapitre de l'histoire furent plus timides et plus tardifs en RDA, tels la publication, dans la revue intellectuelle *Sinn und Form* d'extraits du récit autobiographique de Trude Richer en 1988¹⁰⁵ puis d'extraits de celui d'Helmut Damerius en 1989¹⁰⁶. Celui-ci, décédé en 1985, y raconte sans détours les 18 années passées au goulag. Quant à l'ouvrage de Trude Richter, *Totgesagt*¹⁰⁷, il constitue une charnière dans le traitement de ce thème : rédigé en 1964 déjà, il reçut une autorisation de publication fin 1988, mais ne parut qu'en 1990, alors que l'auteur décédait en janvier 1989. Le fait que l'ouvrage ait figuré dès la fin des années 1980 sur un programme éditorial est-allemand montre une libéralisation en ce domaine, à la veille de la disparition de la RDA. La collection Aurora où il parut était consacrée à des récits (auto)biographiques d'intellectuels communistes du début du XXème siècle. Mais cette ouverture fut toute relative car ce témoignage a la particularité d'être le produit d'une très forte autocensure. Le récit de Helmut Damerius, rédigé entre 1977 et 1982 et remis par l'auteur aux archives de l'Académie des Sciences de la RDA en 1983¹⁰⁸, fut lui aussi publié intégralement en 1990. Un hommage a par la suite été rendu à toutes les victimes allemandes du stalinisme dans l'ouvrage *In den Fängen des NKWD, Deutsche Opfer des stalinistischen Terrors in der UdSSR*¹⁰⁹, qui donne la liste et une courte biographie de plus de 1100 victimes.

Les ouvrages de Trude Richter et Helmut Damerius sont cependant des exceptions, et témoignent d'une mémoire « retardée », décalée par rapport à la

¹⁰⁰ Traduit en partie en français, *Déportée en Sibérie*, Neuchâtel, Editions de la Baconnière, Paris, Seuil, 1949

¹⁰¹ Victor Kravchenko, un apparatchik soviétique passé à l'Ouest, après avoir publié en 1946 son livre *J'ai choisi la liberté*, fit un procès retentissant aux Lettres françaises et à travers elles aux intellectuels communistes qui ne parlaient pas de l'existence du Goulag.

¹⁰² On trouvera une bibliographie assez importante concernant les témoignages sur le Goulag à la fin de l'ouvrage de Leona Toker, *Return from the Archipelago : narratives of Gulag survivors*, Bloomington (USA), 2000. L'auteur trace, entre autres, une histoire des écrits sur le Goulag et en établit une typologie selon leur période de publication.

¹⁰³ Et traduit en français en 1983 lorsqu'il parut au Seuil sous le titre *7000 jours en Sibérie*.

¹⁰⁴ Renseignement fourni par Manfred Jendryschik, co-éditeur de son autobiographie en 1990.

¹⁰⁵ *Sinn und Form*, 1988, II, p. 498-528. « Station Kilometer Sieben »

¹⁰⁶ *Sinn und Form*, 1989, VI, S. 1287-1314, « Neun Kapitel über Lebensverlauf und Geschichtsverlauf »

¹⁰⁷ Trude Richter, *Totgesagt, Erinnerungen*, Mitteldeutscher Verlag, Halle/leipzig, 1990, 485 p.

¹⁰⁸ Helmut Damerius, *Unter falscher Anschuldigung, 18 Jahre in Taiga und Steppe*, Aufbau, Berlin, 1990,

366 p.

¹⁰⁹ Dietz, Berlin, 1991.

l'époque où elle est proposée à un public. Leurs auteurs souhaitaient qu'ils paraissent en RDA. Les autres témoignages aujourd'hui disponibles sont parus ou ont été rassemblés après la réunification allemande. Rares sont les véritables autobiographies en bonne et due forme, conçues comme telles. La disparition progressive, biologique, des témoins de cette époque a poussé des chercheurs et écrivains à fixer leurs témoignages, dans un contexte où ils pouvaient enfin évoquer leur destin à cœur ouvert. Plusieurs ouvrages consistent en des récits de vie assez courts résultant d'entretiens oraux. Citons ici ceux de Brüning, Stark, Steinberger¹¹⁰. Les textes inédits d'un autre témoin, Walter Ruge, ont été publiés en France¹¹¹.

Ces témoignages, malgré leur diversité, permettent de dégager certaines caractéristiques communes.

Ils ont tout d'abord tous été rédigés très longtemps après les faits relatés, ce qui est en général un présupposé du genre autobiographique. Mais alors que la plupart du temps, la décision de rédiger une autobiographie ou de livrer un récit de vie est dictée par l'âge, d'autres facteurs s'y ajoutent dans le cas présent. En effet, pendant la période d'existence de la RDA, l'autocensure et parfois la mauvaise conscience ont prévalu. Si les victimes du goulag disent toutes avoir évoqué leur destin en privé, à leur famille ou à leurs amis (et même si elles n'ont parfois rien raconté à leurs propres enfants pendant une longue période), elles ne se sont pas prononcées publiquement sur ce sujet et ne pouvaient envisager de publier des textes autobiographiques portant sur cette période. Le cas de Trude Richter et d'Helmut Damerius est exemplaire à cet égard : revenue d'URSS en 1957, Trude Richter a publié dès 1972 un récit sur sa jeunesse et ses engagements politiques sous la République de Weimar¹¹², alors que son récit sur les années de camp consigné par écrit en 1964 ne parut qu'en 1990. De même, Damerius a publié en 1977 un récit de son engagement politique avant 1933¹¹³. Cela ne signifiait pas que leurs témoignages étaient inconnus des cercles politiques et intellectuels en RDA. A Leipzig, des exemplaires samizdat des mémoires de Trude Richter concernant les années passées en URSS circulaient à la fin des années 1980¹¹⁴ dans certains milieux proches de l'Institut de littérature Johannes R. Becher où elle avait enseigné. L'exercice de mémoire des années 1990 porte, à la différence de ces deux témoignages, sur des événements qui se sont déroulés une cinquantaine d'années auparavant, et alors que la réunification allemande a déjà eu lieu. Ils ne représentent plus le même enjeu qu'à l'époque de la RDA, car les faits sont entre-temps connus. Le sentiment d'injustice face à l'oubli ou au refoulement de leur destin à l'époque de la RDA fait souvent place à un sentiment d'inutilité de cette entreprise de mémoire face à la nouvelle situation politique. Une victime, interrogée par Elfriede Brüning en mai 1989, refusa ainsi la publication de cet entretien en 1990 en tenant les propos suivants : « *Dans la situation actuelle, ces terribles souvenirs de l'époque du stalinisme, qui remontent*

¹¹⁰ Elfriede Brüning, *Lästige Zeugen ? Tonbandgespräche mit Opfern der Stalinzeit*, Mitteldeutscher Verlag, Halle/Leipzig, 1990. Meinhard Stark (Hrsg.) « *Wenn Du willst deine Ruhe haben, schweige* ». *Deutsche Frauenbiographien des Stalinismus*, Klartext Verlag, Essen, 1991. Nathan Steinberger, *Op. cit.*.

¹¹¹ *Prisonnier n°8403, De la montée du nazisme aux goulags*, Paris, Editions Nicolas Philippe, 2004. Texte établi, traduit et annoté par A.M. Pailhès. L'auteur, réticent face à la nouvelle Allemagne, n'envisageait pas de publier son autobiographie. Cette publication a été rendue possible grâce au détour par la France.

¹¹² *Die Plakette. Vom grossen und kleinen Werden*, Mitteldeutscher Verlag, Halle/Leipzig, 1972

¹¹³ *Über zehn Meere zum Mittelpunkt der Welt : Erinnerungen an die Kolonne Links*, Henschelverlag, Berlin, 1977.

¹¹⁴ J'en avais lu un, prêté à Leipzig en 1988 par l'écrivain Harry Kampling et j'en avais d'ailleurs publié des extraits dans mon mémoire de DEA portant sur l'Institut de littérature Johannes R. Becher, soutenu en 1988 à l'Université Paris VIII, dirigé par Jean Mortier.

déjà à plus d'un demi-siècle, ne sont certes pas oubliés dans ma vie personnelle, mais ils n'ont plus d'importance aujourd'hui et ne feraient qu'embrouiller les esprits »¹¹⁵. Le même témoignage fut cependant publié par Meinhard Stark en mai 1990¹¹⁶.

Les autobiographies de Trude Richter de Helmut Damerius doivent donc être classées dans une catégorie à part. Même si elles n'ont été publiées qu'en 1990 et 1991, elles avaient été remises à des archives bien auparavant et le recoupement de sources historiques laisse apparaître des trous, des blancs dans ces récits. A travers ces écrits, c'est une mémoire « retardée » qui parvient au lecteur. H. Damerius n'évoque par exemple jamais le fait, prouvé par l'ouverture des archives du NKVD, qu'il avait lui-même travaillé pendant un certain temps pour le NKVD avant d'en devenir la victime¹¹⁷. Né en 1905, il a été le fondateur d'un groupe d'agit-prop communiste de la République de Weimar, la « Kolonne Links » ; parti en 1931 en tournée en Union Soviétique, il y resta après 1933. En 1938, il fut arrêté et condamné pour activités contre-révolutionnaires. Il ne revint en RDA qu'en 1956. Cependant, chez lui, l'écriture entraîne un travail sur la mémoire, une condamnation du stalinisme qui ne pouvait être publiée dans la RDA du début des années 1980. Il écrit : « Aujourd'hui, en écrivant ces lignes en 1980, alors que je connais les révélations de Khrouchtchev des XXème et XXIIème congrès, je ne comprends pas comment, après presque deux décennies de prison, de camp et de bannissement j'ai pu croire en Staline sans douter et pourquoi sa mort m'a bouleversé »¹¹⁸. Ce constat s'accompagne d'une amnésie, aussi liée à l'âge, aux souffrances endurées, au mécanisme naturel du refoulement de certains épisodes : Damerius reconnaît volontiers qu'il a oublié certains détails. Walter Ruge souligne aussi que la monotonie désespérante de certaines périodes de sa vie a annulé chez lui la notion de leur durée et jusqu'à leur souvenir. Trude Richter, quant à elle, fait preuve d'un refoulement poussé à l'extrême qui lui permet de ne jamais remettre en cause ses principes politiques et dans une moindre mesure, l'essence même du stalinisme. Jamais il ne lui échappe une parole de doute à cet égard. Membre actif du *Bund proletarisch-revolutionärer Schriftsteller* et compagne de l'écrivain Hans Günther, elle fut contrainte à l'exil en 1934 à Moscou. En 1937, Hans Günther et elle furent arrêtés et condamnés aux travaux forcés. Hans Günther n'y survécut pas, il mourut d'épuisement dès 1938. Trude Richter fut envoyée dans la région de Magadan où elle participa aux travaux agricoles. Libérée après guerre, elle fut à nouveau emprisonnée, puis réhabilitée. Elle rejoignit la RDA en 1957. Dans son récit, elle souligne en permanence le sens éducatif du goulag, en l'opposant aux conditions de détention dans les prisons nazies à la même époque : « Nous, à l'inverse, nous étions intégrés dans la vie économique de la région et finalement nous travaillions pour la construction socialiste. Cela jouait un rôle non négligeable dans la conscience de beaucoup de femmes, même à cette époque. »¹¹⁹ A l'annonce de l'entrée en guerre de l'Allemagne contre l'URSS, elle ressentit le besoin de faire ses preuves en travaillant encore plus : « J'avais alors plus que jamais l'occasion de faire mes preuves. Je me porterais volontaire dès le lendemain pour les travaux les plus dangereux. Et si je mourrais, ce serait une mort sensée ».¹²⁰ De même que

¹¹⁵ Brüning, *Op. cit.*, p. 154.

¹¹⁶ *Op. cit.*

¹¹⁷ Selon l'historien Reinhard Müller, p. 151 de l'article cité.

¹¹⁸ *Op. cit.* p. 298

¹¹⁹ *Op. cit.*, p. 333

¹²⁰ *Idem*, p. 337.

Damerius n'évoque pas ses relations personnelles avec le NKVD, Trude Richter reste très discrète sur son rôle à l'institut de littérature Becher, où les étudiants pensaient qu'elle les dénonçait à la Stasi. Elle aurait ainsi participé activement à l'exclusion de certains d'entre eux en 1965, après le XI^{ème} plénum du SED qui marqua le coup d'arrêt de la libéralisation dans le domaine culturel¹²¹.

Les autres victimes, qui se sont exprimées dans des entretiens, justifient leur silence passé par la censure qui leur était imposée. Leurs propos se contredisent : certains invoquent une obligation de silence imposée par le SED, d'autres parlent plutôt d'autocensure, de désir d'oublier et de commencer une nouvelle vie. Elfriede Brüning, alors jeune journaliste, fit en 1948 un reportage sur des femmes qui revenaient de Sibérie : « Ai-je menti dans mon reportage ? Non, ces femmes, à moitié intimidées, qui se trouvaient face à moi dans leurs grosses vestes ouatées et leurs bottes de feutre, ne m'ont vraiment rien raconté de plus sur les expériences qu'elles venaient juste de faire [...]Elles mêmes se taisaient à ce sujet comme se sont également toutes celles qui sont arrivées plus tard d'URSS, dans les années cinquante. Elle devaient se taire, témoins de l'injustice effroyable qui s'était produite à l'époque stalinienne. Et nous les antifascistes qui avions vécu dans l'Allemagne nazie, nous ne savions rien »¹²². Nathan Steinberger, arrêté en 1936 pour trotskisme, assure dans une série d'entretiens : « Nous ne pouvions pas parler de notre passé. Il nous était défendu de parler en public de notre expérience en URSS. Je n'ai jamais respecté cette interdiction, mais il y a des gens qui l'ont fait »¹²³. De même, Ruth T. décrit l'obligation de silence à Elfriede Brüning : « Est-ce qu'on t'a demandé de passer sous silence tes années en URSS ? – Oui, je ne devais pas en parler. Mais je n'ai jamais pris des gants. Lorsque l'occasion se présentait, je n'ai pas caché la vérité. C'était mes expériences. Elles ont été suffisamment mauvaises. Mais je ne veux pas dénigrer l'URSS, vraiment pas »¹²⁴. Anni Sauer, interrogée elle aussi par E. Brüning, dit même qu'elle n'a eu le droit d'exercer aucune profession à son retour pour ne pas entrer en contact avec d'autres personnes à qui elle aurait raconté son destin. On essaya même de l'envoyer vivre dans un village éloigné, une mesure qu'elle réussit à contrecarrer¹²⁵.

Il ressort de ces propos qu'un immense sentiment de culpabilité pesait encore sur les rescapés des camps : pendant dix ou vingt ans, ils avaient vécu en URSS une vie de paria au fin fond de la Sibérie, à cause d'une faute dont ils étaient les seuls à croire qu'ils ne l'avaient pas commise. Trude Richter traduit ce sentiment de culpabilité par les termes de « *Makel* » (tare)¹²⁶ et « *Kainszeichen* »(tache de

¹²¹ Entretien avec Harry Kampling, reproduit dans le mémoire de DEA cité (A.M. Pailhès, *L'Institut de littérature Johannes R. Becher*, 1988, Université Paris VIII).

¹²² Brüning, *Op. cit.*, p. 9

¹²³ Steinberger, *Op. cit.*, p. 102.

¹²⁴ Brüning, *Op. cit.*, p. 103

¹²⁵ C'est aussi la situation décrite dans le roman de Karl-Heinz Jakobs, *Leben und Sterben der Rubina*, Berlin, Verlag Das Neue Berlin, 1999. A partir de faits réels et de récits biographiques, l'auteur y raconte la vie d'une communiste allemande exilée à Moscou, puis victime de la répression stalinienne, envoyée en camp et revenant en RDA. Elle souhaite alors rester à Berlin, mais on l'oblige à aller habiter Dresde où elle ne connaît personne. Karl-Heinz Jakobs, qui a quitté la RDA en 1981, portait ce roman en lui depuis longtemps. Il avait fait la connaissance du modèle de Rubina, Dorothea Garai, une ancienne communiste, à la fin des années 1970 et le récit qu'elle lui avait fait de la vie au Goulag avait accéléré sa rupture avec le régime de la RDA. Le désir de préserver les récits de D. Garai (qu'il nomme Mädi), de témoigner pour elle et d'obtenir sa réhabilitation aurait pour lui été une motivation suffisante pour quitter la RDA. En effet, il publia en 1983 en RFA son ouvrage *Das endlose Jahr. Begegnungen mit Mädi.*, Düsseldorf, Claasen. Voir Hermann Kuhn, *Op. cit.*, p. 272-275.

¹²⁶ *Op. cit.*, p. 338

Caïn)¹²⁷. Il reste pour elle toujours une faute dont elle doit être lavée. Elle refuse de quitter l'URSS sans être officiellement réhabilitée avec Hans Günther. Helmut Damerius emploie lui l'expression « *den Fleck abwaschen* » (laver la tache)¹²⁸. De retour en RDA, les victimes devaient justifier leur disparition pendant deux décennies, devant leurs proches aussi, sans remettre en cause la construction du socialisme à laquelle ils adhéraient encore. Dans cette logique, ils ne furent en rien choqués qu'on leur accordât aussitôt le statut de « Victime du fascisme » : en effet, c'était bien le nazisme qui les avaient obligés à fuir l'Allemagne des années 30. Et il n'existait pas en RDA, malgré des réhabilitations en URSS pendant la courte période de Dégel, de statut de victime du stalinisme. Walter Ruge écrit : « *Comme j'avais quitté l'Allemagne nazie pour des raisons politiques, j'obtins le statut de « Persécuté par le régime nazi » [...] J'avais accepté sans me douter qu'un jour, il deviendrait celui d'un « privilégié du Parti ». De retour en Allemagne, je voulus bien porter cette prétendue « marque d'infamie ». Avoir été « persécuté par le régime nazi », et me différencier de tous les Allemands qui étaient restés sur place de 1933 à 1945* »¹²⁹.

Après vingt ans d'absence, ces « rapatriés » d'un genre particulier ont un rapport spécifique à l'Allemagne. L'URSS est parée sous leur plume de toutes les vertus, surtout pendant la guerre, et tous soulignent, même après leur retour en RDA, leur attachement à la population russe. Leur antifascisme viscéral, l'espoir de vaincre Hitler l'emporte sur le désespoir personnel. Historiens¹³⁰ et témoins eux-mêmes soulignent que beaucoup de déportés ont longtemps cru à une erreur concernant leur arrestation et leur condamnation. Pour eux, Staline ignorait tout des crimes commis en son nom. Helmut Damerius raconte comment il a pleuré le jour de la mort de Staline : « *Il m'était difficile d'obliger mes mains à travailler, j'avais les larmes aux yeux. Staline était mort, Staline, le généralissime à qui nous devons toutes les victoires et les succès remportés par le peuple soviétique* »¹³¹. Trude Richer dit elle aussi n'avoir vu auparavant en Staline que le génial homme d'Etat. A la nouvelle de sa mort, elle lui dessine cependant un immense monument, un sarcophage dédié à l'absence de tout droit¹³². La période de détention au goulag, de dix ans en général, était suivie d'une période de relégation administrative, souvent de 25 ans. Les ex-détenus étaient alors assignés à résidence, dans une région qu'ils n'avaient pas le droit de quitter et devaient signaler régulièrement leur présence à la milice. Pendant la relégation, il ne leur venait pas à l'esprit qu'ils pourraient rentrer en Allemagne. Leur rapport à leur pays d'origine est resté profondément ambigu. En général, les détenus communistes allemands avaient des relations difficiles avec les autres Allemands à l'horizon idéologique différent. Trude Richter souligne le peu d'affinités qu'elle avait avec les femmes allemandes partageant sa baraque. Walter Ruge raconte sa liaison avec une Allemande de la Volga (ils ne parlaient pas allemand entre eux) dont il découvrit finalement l'objectif ultime : revenir dans son village avec un véritable enfant allemand. Trude Richter raconte, par exemple, qu'elle n'a pas voulu lire un seul livre en allemand pendant vingt ans. Pendant sa détention, elle vécut son origine comme un fardeau : « *Ma « germanité » resta un*

¹²⁷ *Idem*, p. 372

¹²⁸ *Op. cit.* p. 323

¹²⁹ *Op. cit.*, p 267,268.

¹³⁰ Voir R. Müller, art. cit.

¹³¹ *Op. cit.* p. 298

¹³² *Op. cit.* p. 418

fardeau dont j'eus souvent à souffrir »¹³³. Walter Ruge a mis plusieurs années avant de prendre la décision de vivre à nouveau en Allemagne (réhabilité en 1955, il n'est rentré en RDA qu'en 1958).

La RDA fut sans doute pour certains rescapés communistes du goulag un relatif havre de paix et de sécurité en comparaison avec les années qu'ils venaient de vivre. Mais le régime de la RDA bloqua le travail de mémoire et de deuil sur cette période. Les ouvrages parus depuis 1990 révèlent tous les écueils liés à ce travail encore inachevé. Si les survivants allemands communistes du goulag ont presque tous disparu, la mémoire allemande du goulag qui s'exprime actuellement est celle des Allemands de l'Est arrêtés entre 1945 et 1953 en zone soviétique d'occupation puis en RDA et envoyés par les autorités soviétiques en camps de travail¹³⁴.

Cet article est une version actualisée de : «La mémoire du goulag dans les récits d'Allemands de l'Est depuis l'unification », in : *La Mémoire : Actes de 35^{ème} congrès de l'AGES*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2003, pp.283-93.

¹³³ *Op. cit.* , p. 348.

¹³⁴ Une brochure répertorie de nombreux ouvrages autobiographiques de ce type : *Erinnerungen politischer Häftlinge an den GULAG – Eine kommentierte Bibliographie*, Siegfried Jenkner, Hannah-Arendt-Institut, 2003, p.32-41. Dans l'esprit de la « comparaison des dictatures » qui est celui de l'Institut Hannah Arendt, l'auteur présente et commente brièvement les différents ouvrages en ne faisant aucune différence quant aux motifs d'incarcération de leurs auteurs, qu'ils aient été d'anciens officiers de la Wehrmacht ou de simples citoyens est-allemands opposés au régime de la RDA.

Meinhard Stark
Université de Bonn

Les entretiens avec des survivants du goulag.

Expériences, méthodes, problèmes.

Une dame que je connaissais bien me reçut à la porte et m'amena dans l'appartement. Quelques instants plus tard, Klara me rejoignit. Une petite femme à l'air épuisé, au visage ouvert et amical. Ses cheveux gris étaient plats, peignés vers l'arrière. Elle donnait l'impression d'être calme. Je me présentai et lui racontai mon projet : un ouvrage sur les femmes qui avaient été au goulag. Quelques jours auparavant, on lui avait donné le livre « Dans les filets du NKVD », qui contient plus de 1000 biographies d'exilés et d'ouvriers spécialisés allemands. Tous ont été exécutés en Union Soviétique pendant les grandes purges de 1936 à 1938 ou plus tard, ou bien ont été envoyés pour des années au goulag, comme Klara. Elle connaissait beaucoup de noms, me dit-elle. En le feuilletant, elle me montre sans cesse les noms de gens qu'elle connaissait et dont elle n'avait plus jamais entendu parler depuis sa propre arrestation le 7 février 1938.

Je demande à cette vieille dame de me raconter sa vie. Ensuite, je lui poserai des questions. À peine avais-je posé mon micro que Klara commença à raconter ses souvenirs, avant tout sur sa petite enfance, sa jeunesse, les années passées à Moscou, et peu de choses sur la détention et le camp. Cette femme, née en 1903, parle sans s'arrêter. Elle ne regarde personne en parlant. C'est comme si je n'étais pas là. Le film de la mémoire se déroule sans cesse devant elle, que ce soit à ce moment précis ou au cours de ses innombrables insomnies que Klara mentionne au passage. Parfois, elle rit brièvement, joyeusement ou avec sarcasme. Puis elle lève parfois la tête pour me regarder, mais c'est rare.

Au bout de trois heures et demi, Klara s'interrompt et dit : « La suite, les autres femmes l'ont sûrement déjà racontée ». Elle avait peur, très peur de raconter la suite de sa biographie. Je lui demandai de continuer, de me raconter sa détention au camp puis l'époque où elle fut assignée à résidence. Klara se tut, puis elle commença par ces mots : « À côté de cela, les Bas-fonds de Maxime Gorki étaient une partie de plaisir ». Puis vinrent les terribles souvenirs sur la détention préventive et le camp. S'ensuivirent ses souvenirs traumatisants de l'interrogatoire qui avait duré cinq nuits de suite et au cours duquel elle avait été torturée. Elle ne donna pas les détails. Klara n'en avait encore jamais parlé auparavant et ne pouvait pas le faire pour moi non plus.

Lors de notre deuxième rencontre, quatre semaines plus tard, la vieille femme me raconta son agitation après notre premier entretien. Les souvenirs qui étaient remontés à la surface l'avaient préoccupée pendant plusieurs jours et plusieurs nuits. « Ce n'est pas agréable d'avoir cela en tête », me dit-elle. Klara vivait une vie retirée dans une grande ville de Thuringe, en RDA. Après huit ans de goulag et neuf ans d'assignation en résidence en Sibérie, elle avait eu le droit de quitter la Sibérie en 1956. Elle avait alors 53 ans. Elle s'était éloignée de ses frères et sœurs. Il était difficile, presque impossible de trouver de nouveaux amis. « À Pâques, je n'ai pas dit un mot pendant trois jours. Personne ne m'a rendu visite ». Avec qui parler ? Des parents, des enfants, des amis, il n'y en a pas, à part celle qui m'a ouvert la porte.

Klara avait l'habitude de se débrouiller seule. Et officiellement, personne ne devait apprendre l'histoire de son chemin de croix en Union Soviétique.

Klara a partagé son petit appartement d'une pièce en deux, à l'aide de trois armoires. Les meubles sont assez vieux ; bricolés. Simple et modeste, presque pauvre à notre époque. Une télévision couleur semble être la seule richesse matérielle. Des photos de Danzig, importantes pour elle : c'est sa ville natale, où elle a pu retourner dans les années 70 pour la première fois depuis l'enfance. À côté, il y a un petit portrait du poète russe Lermontov. Quelques livres de RDA garnissent les étagères. Klara ne possède pas de photos personnelles, pas de sa mère, ni de ses frères et sœurs, ni d'elle-même. Le peu de choses qu'elle possédait, les soldats du NKVD les lui ont prises comme « preuves » lors de son arrestation.

Lors de notre seconde rencontre, Klara insista sans détour pour que l'interview continuât. « Commençons tout de suite ! ». Il fallait que je lui rappelle où nous en étions. À nouveau, le flot ininterrompu du récit commença. Lorsque Klara avait trouvé le fil de ses souvenirs, elle fixait un point de la table, et restait immobile en parlant. De temps en temps, elle mimait des actions ou des mouvements du corps. Mais son regard restait fixe. Pendant presque cinq heures, Klara me raconta presque sans interruption sa vie et ses peines. Puis je lui posai des questions. Alors la vieille femme me regarda, parla avec moi, suivit mes questions et replongea dans ses souvenirs.

C'était pendant l'été 1991. Klara était la onzième personne que j'interrogeais sur le goulag, sur sa vie d'avant et d'après. Au cours des ans, j'ai pu parler avec 60 anciens détenus, en Russie, au Kazakhstan, en Tatarie et en Allemagne. Il y avait parmi eux des hommes et des femmes russes, des Ukrainiens et des Ukrainiennes, des Juives, des Allemands, une Finlandaise, un Letton.

Cet entretien de douze heures avec Klara, réparti en trois fois, attire notre attention sur certaines expériences importantes lors des interviews. Le souvenir du traumatisme de l'arrestation inattendue et des longues années cruelles de camp est resté presque intact jusqu'à aujourd'hui. Le passé n'est pas oublié, il est sans cesse présent. Cela concerne avant tout les hommes et les femmes qui n'ont pas eu la chance après le camp de fonder un couple, d'avoir des enfants et de pouvoir communiquer au sujet de ce qu'ils avaient souffert. Mais la famille n'était pas dans tous les cas la garantie que l'on se comprendrait. Tous les époux ou épouses ne voulaient pas ou ne pouvaient pas s'ouvrir aux souvenirs de camp et participer aux peines et aux blessures de l'autre. La situation était beaucoup plus favorable pour les prisonniers du goulag qui, après leur libération, prirent un partenaire dans la même situation. Non seulement, ils se comprenaient mieux en raison d'expériences similaires, parfois même sans parler, mais aussi ils pouvaient parler sans crainte de ce qu'ils avaient vécu, apaiser leurs douleurs morales et un peu mieux assumer leur passé personnel.

Dans le cas de Klara, qui vivait seule, comme dans celui de beaucoup d'autres, un blocage du récit s'était peu à peu institué. Renforcé par l'interdiction de raconter plus ou moins officielle émanant du SED, le parti dirigeant de la RDA. Ce blocage n'a pu être levé qu'après la fin de la révolution pacifique en RDA. Cela concerne la plupart des victimes d'Europe de l'Est.

La Russe croyante Anna Kandalina a aussi dû attendre des décennies avant de pouvoir raconter ses souvenirs de détention à quelqu'un. « Je veux que l'on sache la vérité et qu'on en parle ouvertement, et ce n'est pas pour moi que je veux le faire », m'a-t-elle déclaré, « Les gens doivent savoir ce que le pouvoir soviétique a fait au peuple ». À l'époque de la perestroïka, à la fin des années 80, beaucoup de journaux

de l'Union Soviétique ont parlé des victimes de la terreur d'Etat. Mais pourquoi ne parlait-on que des « personnes importantes », des militaires, des savants et des membres du Comité Central du Parti, se plaignait Sinaida Gribina-Kaverina, pourquoi y avait-il si peu de choses sur les gens simples ? En plus de ce fait avéré, il en existe un autre à mes yeux : peu de chercheurs se sont mis au cours des dernières années à la recherche des derniers survivants du goulag, très âgés maintenant, si bien que beaucoup d'histoires de vie sont perdues à tout jamais pour notre mémoire culturelle. C'est la disparition inéluctable d'indications biographiques sur ceux qui ne rédigent en général pas de mémoires, dont la forme de communication privilégiée n'est pas l'écrit, mais le récit, et qui ont constitué la masse des détenus dans les camps : les ouvriers et les ouvrières, les paysannes et les paysans, les croyants de différentes confessions, les employés, c'est à dire les fameux « gens simples ».

Il s'agit là sans doute du problème le plus important : on n'a pas interrogé et on interroge trop peu les survivants du goulag.

Il n'existe pas à ma connaissance de programme d'interviews soutenu par l'Etat pour conserver les souvenirs des détenus politiques en Russie ou au Kazakhstan. L'Etat ne montre d'ailleurs que peu d'intérêt. À la différence du Kazakhstan, il n'y a pas aujourd'hui en Russie de monument national à la mémoire des millions de victimes de la dictature communiste. Et il faudra encore attendre pour cela, car même des députés élus démocratiquement disent : « Pendant la transition démocratique, nous avons trop souillé notre passé ». Cependant, des collaborateurs en général bénévoles de MEMORIAL, association internationale des droits de l'homme et de recherches historiques, réalisent des entretiens avec d'anciens détenus dans toutes les régions de Russie. Parfois, ils manquent de méthode et n'ont aucun matériel pour enregistrer. Sur les lieux de l'ancien camp de Perm, il existe aussi un projet du musée soutenu par MEMORIAL, mais qui ne bénéficie pas d'un grand soutien de l'Etat. Dans ce cadre, 300 interviews ont été réalisées à ce jour avec des victimes et des témoins des répressions politiques.

Il serait certainement intéressant d'apprendre dans la discussion quelles sont les expériences faites ici en Europe de l'Ouest. Par exemple ici en France ou en Espagne, d'où une partie des militaires républicains ont émigré en URSS à la fin des années 1930. Ils y furent arrêtés et expulsés plus tard vers l'Espagne de Franco.

Malgré le blocage cité et le besoin de raconter son histoire à quelqu'un, Klara n'était pas la seule à avoir peur de raconter ce qui s'était profondément imprimé dans sa mémoire et qui avait été totalement refoulé au fil des ans : les expériences qui tendaient à détruire la propre dignité humaine et l'intégrité personnelle. À Tchistopol, dans la république du Tatarstan, un Etat ayant succédé à l'URSS, je rencontre les sœurs croyantes Serafima et Alexandra. Avant de commencer son récit, la sœur aînée pria et fit le signe de croix. Après des souvenirs de leur enfance et de leur jeunesse dans les années 20 et 30, elle en vint rapidement à parler de leur arrestation et du temps passé en camp. Sans cesse, le flot de ses paroles s'arrêtait, elle cherchait ses mots. « Ce n'est pas que j'aie tout oublié, dit Alexandra pour s'excuser, mais je suis trop émue lorsque j'en parle. Mes mains et mes pieds commencent à trembler ». Au bout de 30 minutes, cette femme, âgée de 79 ans, interrompt son récit. Trop d'émotion l'empêche de continuer. « Survivre n'a pas été une partie de plaisir », dit-elle pour conclure.

Autre remarque qui ne concerne pas seulement Klara : la plupart des survivants âgés, ceux que j'ai rencontrés du temps de la RDA ou en RFA aujourd'hui, et surtout, plus récemment au Kazakhstan, ont mené après le camp une vie discrète et modeste. Leur habitation était pratique et meublée simplement. Les souhaits matériels des

survivants ont eu longtemps comme référence la situation de pénurie des camps et restaient modestes. Ils ont cherché à éviter les conflits avec des supérieurs ou les instances de l'Etat. En revanche, ils se sont engagés beaucoup plus que la moyenne dans le domaine social. Les hommes et les femmes qui avaient une trentaine d'années lors de leur libération avaient de plus fortes ambitions matérielles et professionnelles. Ils ont plutôt essayé de faire des études par des voies inhabituelles et d'avoir des carrières d'ingénieurs, d'enseignants ou d'artisans de grande compétence.

Les archives administratives des « camps de redressement » nous apprennent aussi quelque chose sur les détenus, mais du point de vue des persécuteurs. Seules les expériences des détenus retracées par écrit ou par oral permettent d'avoir une image complète de la vie et des souffrances dans le camp et de la vie après le camp ; même si les souvenirs, oraux ou écrits, ne représentent pas un passé réel, mais seulement une approche de ce passé. Mais c'est l'unique moyen d'apprendre quelque chose sur la détention au goulag et la vie qui a suivi par l'intermédiaire de ceux qui ont souffert derrière les barbelés. Lutz Niethammer nous incite à « mettre en valeur la pratique historique de la masse des sujets ». Il donne pertinemment à cette catégorie le nom de « histoire de l'expérience » : elle s'intéresse à la « transformation de perceptions anciennes qui préstructurent les perceptions futures ». Les récits de vie ne servent pas à la reconstruction d'événements historiques, mais à la condensation de perceptions, d'expériences et de schémas d'action collectifs ainsi que des histoires individuelles.

En Allemagne, j'ai trouvé la plupart des anciens détenus du goulag (parmi lesquels beaucoup d'Allemands de Russie qui avaient quitté l'Union soviétique depuis la fin des années 1980) en mettant des annonces dans les journaux appropriés. Des personnes interrogées m'ont mis en relation avec d'autres. En Russie, MEMORIAL m'a aidé à chercher des survivants, et au Kazakhstan, l'association analogue ADILET a fait de même. Mes partenaires de discussion ont tous été persécutés et emprisonnés en raison de soi-disant délits politiques. Dans la région de Karaganda, où se trouvait de 1931 à 1957 un camp de redressement par le travail, d'anciens détenus vivent encore aujourd'hui. J'ai rencontré ces hommes et ces femmes lors de voyages sur les lieux des anciens camps, qui sont aujourd'hui en général de petits villages. Je n'y ai pas rencontré seulement des détenus politiques condamnés selon le paragraphe 58, mais aussi pour détournement de la propriété de l'Etat, avortement ou meurtre. Il va de soi que les souvenirs personnels des personnes condamnées selon le code criminel font partie intégrante de la vie des camps. Non seulement parce qu'une partie des soi-disant criminels était innocente lors de son arrestation et parce que leurs actions ont été criminalisées, comme le montrent les dossiers d'archive, mais aussi parce que ce groupe de détenus a peu pris la parole. Selon moi, il n'y a pas beaucoup de différence dans leur façon de raconter par rapport aux détenus politiques. En revanche, les différences sont plus marquées entre les hommes et les femmes. Ces derniers sont plus réservés dans leur récit personnel. Mais ils essaient en même temps de styliser leur récit de vie dans un certain sens et de l'intégrer à l'évolution historique de la société. Les femmes, en revanche, collent plus à leur propre biographie, racontent plus de choses et sont plus attachées aux récits d'expériences.

Les entretiens narratifs posent des questions sur toute la biographie des persécutés. Les récits commencent par une incitation à raconter son histoire. Celui qui interroge n'interrompt pas le récit. Ce récit peut être plus ou moins long et peut parfois durer des heures. Il livre des informations importantes sur le déroulement de la vie, mais

suscite aussi de nouvelles questions. Dans une seconde partie (interactive) de la discussion, ces questions sont posées, ainsi que d'autres, à partir d'un schéma élaboré pour ce projet et concernant toutes les périodes de la vie.

Dans le cas idéal, cette méthode d'interview est mise en application. Mais certaines circonstances obligent à en utiliser une version abrégée. Par exemple la difficulté de l'interviewé à se concentrer ou à raconter, des difficultés linguistiques lors d'entretiens avec des interprètes ou le temps disponible lors de discussions en des lieux éloignés. Pourtant, ces courtes discussions ont aussi un contenu intéressant lorsqu'elles conservent leur caractère narratif. Après l'entretien, je note dans un compte-rendu des données sur la durée de la rencontre, son organisation et je décris la situation de discussion, le cadre de la discussion ainsi que l'essentiel du contenu et les particularités biographiques. Une fiche standard rassemblera plus tard les données biographiques les plus importantes et permettra une représentation nuancée du groupe entier des personnes interrogées, selon leur origine, leur formation, la durée de leur détention et d'autres aspects.

Celui qui mène l'interview doit posséder une série de qualités obligatoires : les connaissances historiques et la capacité d'empathie, une capacité d'écoute longue et attentive, savoir envoyer les signaux non-verbaux qui indiquent l'intérêt de l'auditeur, supporter les pauses du récit, le silence et les larmes, poser des questions poliment, mais pertinentes et utiles pour la biographie, sans éviter les points sensibles ; revenir au « fil conducteur » du récit de vie, et surtout être patient et avoir le temps.

Faut-il garder des contacts avec les partenaires de discussion après l'interview ? Les avis sont partagés. Certains refusent complètement, pour ne pas être influencés dans leur analyse, disent-ils. À l'inverse, j'entretiens des contacts plus ou moins étroits avec les gens que j'interroge, même si je cours ensuite le danger de recevoir ce genre de lettre : « Quand je pense que (...) depuis sept mois, avec de petites interruptions, je vis sans cesse en souvenir avec les événements tragiques de l'émigration (9 ans de camp et presque 10 ans d'assignation à résidence, M.S.), j'aurais plutôt dû suivre le conseil de ma fille et renoncer à ce projet ». Jusqu'ici, cette réaction est la seule de ce genre à m'être parvenue. Je ne considère pas que ma liberté d'analyse est contrariée lorsque j'informe mes partenaires de discussion sur l'avancée et les résultats de ma recherche. Au contraire, cela augmente mon sentiment de responsabilité face aux récits biographiques qui me sont confiés.

Les interviews que je transcris presque toujours moi-même, complètement ou en partie, sont classés selon différents aspects de leur contenu. Pour mon livre « Les femmes au goulag. Vie quotidienne et survie. 1936 à 1956 », j'ai défini onze rubriques : transport au camp, topographie du camp et adaptation, administration du camp et régime de détention, travail forcé, famine quotidienne, détenus, isolement-solidarité-résistance, traitement des malades, mortalité des détenus, sexualité et liaisons au camp, survie et libération. Chaque rubrique est détaillée en plusieurs points. La rubrique « sexualité et liaisons au camp » par exemple répond aux questions suivantes :

- rôle et signification des vêtements féminins
- improvisation individuelle de vêtements féminins et d'autres symboles de statut
- besoins et possibilité d'hygiène
- perception et déchéance de la propre sexualité
- attitude face à sa propre sexualité
- sexe et flirt comme moyen délibérément choisi d'améliorer sa situation dans le camp
- amitiés entre femmes, échange de tendresse, amour et sexualité

- rêves sexuels, détresse sexuelle
- soumission sexuelle face aux hommes, selon qu'il s'agissait de détenus politiques, criminels ou ayant une position au camp, ou qu'il s'agissait du personnel du NKVD
- les « mariages de camp », unions d'amour ou d'amitié ou alliances pragmatiques de protection, d'aide et de consommation
- relations sexuelles comme contrainte, viol, prostitution volontaire ou imposée

Cette diversité de contenus augmente la palette des questions pendant l'interview et stimule la capacité des interviewés à se souvenir. Le résultat, c'est un riche fonds de récits d'expériences qui permet aussi bien une analyse exhaustive que des possibilités précises de différenciation. Toutes les séquences de récit que les femmes interrogées consacrent au sujet « Sexualité et relations de camp » sont rangées dans cette rubrique ou dans ses différents aspects. Ces textes sélectionnés de souvenir sont ensuite soumis à une analyse transversale herméneutique de contenu : les séquences individuelles de récit sont examinées et comparées. À partir de nombreuses expériences diverses, on obtient pratiquement un type de comportement collectif, sans pour autant ignorer des écarts essentiels par rapport au canon du comportement.

Les limites et le mode de fonctionnement de la mémoire ainsi que la naissance et la présentation des souvenirs en tant que construction actuelle du passé biographique exigent une démarche critique par rapport aux sources que sont les témoignages subjectifs. Pourtant, à ce qu'il me semble, il y a de bonnes raisons pour que les témoignages soient crédibles. Le fait que ces autobiographies soient formulées pour la première fois sont la raison la plus importante. Les personnes originaires des pays de l'Est n'avaient encore jamais auparavant parlé de leur vie, ou du moins jamais de façon approfondie. Le silence obligatoire et l'interdiction d'aborder le sujet en public avaient un effet totalement déprimant sur les personnes concernées et avaient refoulé un grand savoir biographique. Maintenant, celui-ci peut être reproduit de façon relativement sereine. Certes, il y a des biographies qui sont aussi des bilans, mais pas autant que chez les intellectuels.

L'âge avancé des personnes interrogées devrait aussi rendre inutiles l'idéalisation et la stylisation et donner une grande authenticité au récit de vie. Les persécutés ne sont pas obligés de se faire un nom et n'ont pas besoin de rentrer dans le cadre d'une légende sur les victimes. L'ouverture inhabituelle dont font preuve les personnes interrogées quand il s'agit des questions sociales, privées et parfois tout à fait intimes renforce l'hypothèse de leur véracité et de leur fiabilité.

Les entretiens visant à produire des récits de vie sont non seulement un défi historique, culturel et éthique face au grand âge des derniers survivants du goulag, mais ils rendent aussi aux persécutés une partie de leur dignité humaine perdue. Il faut cependant aussi être attentifs aux sentiments de ces personnes. Nora Pfeffer, qui a passé neuf ans en camp, a résumé ses pensées dans un poème, au moment, au début des années 1990, où la campagne sur les victimes du stalinisme battait son plein (elle est maintenant finie depuis longtemps). Dans ce poème, écrit à Moscou, intitulé « Objets vivants à exposer », elle dit :

« Aujourd'hui, nous sommes très à la mode. Nous, et tous les morts. Et les rares objets vivants qui ont l'avantage de pouvoir être questionnés. Et on nous pose beaucoup de questions, par pure curiosité, par sympathie momentanée.

Et nous racontons aussi de temps en temps des choses sur cette vie pour ne pas être impolis et aussi pour que ne se reproduise pas le Golgotha de millions de personnes. Et il y en a aussi parmi vous, dont le cœur se tourne de douleur dans la poitrine. Et

il y en a aussi parmi vous qui ont des larmes qui coulent sur les joues quand nous racontons.

Mais s'il vous plait, pensez bien qu'en faisant cela nous sentons nos blessures, que nous fouillons dans les entrailles de notre âme et que nous évoquons des ombres cruelles que nous ressuscitons presque.

Mais s'il vous plait n'oubliez pas que vos questions curieuses et débordantes de pitié, nous les payons par les affres de la solitude de nuits blanches et par la rage de puissances démoniaques dans nos cauchemars. »

Traduction : Anne-Marie Pailhès

Leona Toker / Université hébraïque, Jérusalem

Les mémoires tardifs du goulag ou l'amendement de contextes historiques

Comme la plupart des œuvres littéraires, les mémoires remplissent de multiples fonctions. En dehors de la simple fonction esthétique, ils peuvent en effet avoir une fonction thérapeutique, phatique, commémorative, testimoniale et pédagogique. Je mettrai ici l'accent sur les deux dernières, autrement dit sur la fonction testimoniale et la fonction pédagogique de mémoires que je qualifie de 'tardifs'.

Quelques éléments de définitions

Quelques définitions pour commencer. Je considère comme 'tardifs' les mémoires ayant été écrits ou publiés, ou les deux à la fois, à un moment où la plus grande partie du travail de témoignage, en l'occurrence sur l'expérience du goulag, avait déjà été accompli. Cela fait que ces mémoires visent un contexte qui existe et viennent s'ajouter à lui. Ces sortes de mémoires peuvent -- selon la manière dont elles interagissent ou n'interagissent pas avec ce contexte -- être répartis en plusieurs sous-catégories. Ils peuvent contester ce contexte, ou le compléter ou, d'une façon plus générale, chercher à l'amender; ou bien alors ils peuvent l'ignorer ou s'adresser à un public qui, lui, l'ignore. Vers la fin de mon exposé je m'attarderai sur trois exemples de mémoires qui illustrent certains de ces cas de figures: les mémoires d'Anatoli Jigouline, de Lev Razgon et de Janusz Bardach.

Le contenu des mémoires ressortit d'habitude à trois sphères différentes : au domaine public, au domaine privé et au domaine que j'appelle d'accès restreint, ces trois termes n'étant pas à envisager dans leur sens juridique. En venant s'inscrire dans un contexte préexistant, les mémoires tardifs viennent le corriger par des informations historiques d'intérêt général et, le plus souvent, vérifiables. Ces informations relèvent du *domaine public*. Ces mémoires peuvent également constituer un témoignage 'privilegié' sur des détails plus ou moins vérifiables et peu susceptibles d'être confirmés par des tiers. Ce sont les informations relevant d'un domaine que nous appelons *d'accès restreint*. Enfin, les mémoires peuvent apporter un certain nombre d'informations fondées sur des expériences personnelles d'ordre émotionnel ou intellectuel relevant, elles, du *domaine privé*.

À partir de quand pourra-t-on considérer un contexte comme 'codifié' ? Je crois que ce dernier atteint une 'masse critique' si deux critères sont satisfaits : (1) le contexte peut être envisagé de telle manière que les phénomènes se présentent, au-delà du vécu individuel, sous forme de *systèmes sémiotiques* ; (2) ce contexte comporte des témoignages susceptibles d'influer sur la mémoire collective.

Le contexte

La première vague de mémoires sur les camps soviétiques, celle des années vingt et des années trente (Bezsonov, Doubasoff, Malsagov, Zaitsev¹³⁵) n'obéissait à de tels critères. Leurs auteurs n'étaient pas en mesure de décrire le camp de concentration en tant que *système sémiotique* -- parce que ce dernier n'était pas encore codifié. Même si le système répressif soviétique était, dès cette époque, un phénomène connu, sa gestion était encore tout sauf systématique et son évolution aléatoire et expérimentale. On peut ici émettre l'hypothèse que les camps nazis ont fait l'économie de ce stade initial après avoir mis à profit l'expérience russe (et Sud-Africaine).¹³⁶ Cependant le large emploi qu'ils feront de la violence 'gratuite' n'est pas sans rappeler les excès de ce stade initial de l'histoire du goulag, alors que l'idée d'une exploitation systématique de la force de travail des prisonniers ne s'était pas encore imposée. Le livre le plus impressionnant de cette période est *Rossiâ v konclagere (La Russie en camp de concentration)* d'Ivan Solonevich,¹³⁷ même s'il pêche par une fictionalisation excessive et que son auteur, devenu l'un des plus violents zéloteurs du régime national-socialiste, a fini par perdre sa crédibilité.

Dans un livre récent intitulé *Gulag: A History (Goulag: Une Histoire)*,¹³⁸ Anne Appelbaum écrit que, contrairement à l'opinion communément admise, pendant les années vingt et trente l'existence des camps et la violence du système répressif soviétique étaient largement connus à l'Ouest. Les membres des différents partis socialistes européens dont les camarades se trouvaient victimes des persécutions staliniennes s'étaient chargés de faire connaître largement le phénomène. Un relevé systématique de ces données avait d'ailleurs été établi par Raymond Duguet dans un livre paru en 1927.¹³⁹ Les mémoires de la première vague auraient certainement pu avoir un impact fort

¹³⁵ Voir Ū. Bezsonov, *Dvadcat' šest' tûrem i pobeg s Solovkov* (Paris, Imprimerie de Navarre, 1928; *My Twenty-Six Prisons and My Escape from Solovki*, Londres, Jonathan Cape, 1929), traduit en français : *Mes 26 prisons et mon évasion de Solovki*, Paris, Payot, 193, trad. E. Semenoff ; Irene Doubasoff, *Ten Months in Bolshevik Prisons* (Edinburgh, Blackwood, 1926) ; S. A. Malsagoff, *An Island Hell: A Soviet Prison in the Far North*, trans. F. H. Lyon (Londres, A. M. Philpot, 1926) ; I. M. Zajcev, *Kommunističeskaâ katorga ili mesto pytok i smerti [Un bagne communiste ou un lieu de torture et de mort]*(Shangai, Slovo, 1931) et *Četyre goda v strane smerti [Quatre ans au pays de la mort]* (Shanghai, Far-East Division of the Russian Nationalist Party, 1936). Un mémoire d'après-guerre de Vladimir Petrov, *It Happens in Russia: Seven Years Forced Labour in the Siberian Goldfields* (Londres, Eyre and Spottiswoode, 1951), publié aussi sous le titre *Escape from the Future: The Incredible Adventures of a Young Russian* (Bloomington, Indiana University Press, 1973) et dans d'autres éditions. Il a les mêmes qualités, mais ressemble à un roman d'aventures. Par contre, le témoignage de Vladimir Thernavin, *I Speak for the Silent: Prisoners of the Soviets*, trad. Nicholas M. Oushakoff (Londres, Hamish Hamilton, 1935), donne l'impression d'être parfaitement crédible.

¹³⁶ Voir Joël Kotek et Pierre Rigoulot, *Le Siècle des camps : Détention, concentration, extermination ; Cents ans de mal radical* (Paris, JC Lattès, 2000), pp. 62- 79 ; Anne Appelbaum, *Gulag : A History* (New York, Doubleday, 2003), pp. xxxiv-xxxv.

¹³⁷ La troisième édition de ce livre (1938) fut publiée par l'imprimerie Golos Rossii, établie par Solonevich en Bulgarie. Le livre est d'abord paru comme feuilletton en 1936 dans le journal russe parisien *Poslednie novosti*. Il est paru en français sous le titre *Barbelés rouges. Trois Russes s'échappent des bagnes soviétiques* (Paris, Editions de France, 1938, adapté du russe par Pierre Brégy et P.A. Cousteau).

¹³⁸ pp. 58-59.

¹³⁹ *Un Bagne en Russie rouge: Solovki, l'île de la faim, des supplices, de la mort* (Paris, J. Tallandier, 1927).

sur l'opinion publique s'ils avaient reposé sur une étude systématique. Rappelons cependant que les tenants du bolchevisme ou autres mouvements d'extrême gauche refusaient largement ces récits sur le goulag, issus, selon eux, de rancœurs personnelles et donc forcément peu fiables.

La situation changea complètement après la Deuxième Guerre mondiale. Dans les années quarante et cinquante, de nombreux témoignages systématiques sur le goulag parurent, le décrivant à un stade avancé de sa formation, et mettant au jour sa sémiotique complexe. Mais d'un autre côté, il y avait un problème de réception¹⁴⁰. Sous l'influence du rôle héroïque tenu par la Russie pendant la Deuxième Guerre mondiale, pendant la Guerre froide les milieux intellectuels dans leur grande majorité étaient moins réceptifs à ces informations.¹⁴¹ Aussi la guerre semblait-elle avoir effacé les souvenirs des précédents témoignages.

Nombre de ces mémorialistes auraient pu reprendre à leur compte les mots du messager dans le Livre de Job : « Moi seul, j'en ai réchappé et suis venu te l'annoncer » - c'est du moins ce qui appert à la lecture de leurs titres: *Tell the West (Raconte à l'Ouest)* de Jerzy Gliksman¹⁴² (autrement dit : si, survivant, tu retournes en Pologne, raconte notre souffrance aux Occidentaux et dis-leur que le peuple russe est foncièrement bon) ; *Vanished without Trace (Evanouis sans laisser de traces)* d'Antoni Ekart¹⁴³ (les journaux nous apprennent qu'en Union Soviétique des personnes, parfois influentes, disparaissent subitement, sans laisser de trace ; voilà ce qui leur arrive); *One of the Fifteen Millions (Un parmi quinze millions)* de Nicholas Prychodko¹⁴⁴ (les prisonniers dans les camps soviétiques et autres lieux de répression sont quinze millions ; un seul a réussi à s'échapper - voici son histoire). Parmi les autres livres importants de cette époque il y a aussi: *Onze ans dans les bagnes soviétiques*, d'Elinor Lipper,¹⁴⁵ *Déportée en Sibérie* de Margarete Buber-Neumann,¹⁴⁶ *La Condition inhumaine : Cinq ans dans les camps de concentration soviétiques* de Julius Margolin,¹⁴⁷ ainsi que El Campesino, dirigeant communiste populaire, héros de la Guerre Civile espagnole réfugié en Russie à la prise de pouvoir de

¹⁴⁰ Dont il est question dans l'essai d'Yves Hamant dans ce même ouvrage.

¹⁴¹

Voir William L. O'Neill, *A Better*

World. The Great Schism: Stalinism and the American Intellectuals (New York, Simon and Schuster, 1982) ; Claude Lefort, *Un Homme en trop: Réflexions sur "L'Archipel du Goulag"* (Paris, Seuil, 1976), pp. 9-43 ; Pierre Rigoulot, *Les Paupières lourdes : Les Français face au goulag, aveuglements et indignations* (Paris, Editions Universitaires, 1991) ; Martin Amis, *Koba the Dread: Laughter and the Twenty Millions* (New York, Hyperion, 2002).

¹⁴² New York, Gresham, 1948.

¹⁴³ *Echappé de Russie*, Paris, Hachette, 1949, trad. Michel Vaudreix.

¹⁴⁴ Boston, Little, Brown, 1952.

¹⁴⁵ Genève, Zurich, Oprecht, 1950 ; une traduction en anglais, par Richard et Clara Winston (*Eleven Years in Soviet Prison Camps* fut publiée à Chicago en 1951, par Henry Regnery, une imprimerie connue comme anti-communiste.

¹⁴⁶ Neuchâtel, Editions de la Baconnière, Paris, Seuil, 1949. L'ensemble de l'autobiographie n'est parue en français qu'en 1988 sous le titre *Prisonnière de Staline et d'Hitler* (Paris, Seuil, trad. Anise Postel-Vidal et Alain Brossart). L'original était paru pour la première fois en 1949 à Munich : *Als Gefangene bei Stalin und Hitler* (Munich, Verlag der Zwölf, 1949).

¹⁴⁷ Paris, Calmann-Lévy, 1949. C'est la traduction, par Nina Berberova et Mina Journot, de *Putešestvie v stranu ze/ka* (c'est-à-dire, *Voyage au pays des zeks*), qui n'a paru dans le texte original qu'en 1952 (New York, The Chekhov Publishing House).

Franco, et tombé dans les rouages de la machine soviétique.¹⁴⁸ La majorité de ces mémoires, notamment ceux de Gliksman, Buber et Margolin, donnent un compte-rendu détaillé non seulement des épreuves endurées dans les camps mais aussi des différents modes de survie développés par les prisonniers. Les mémoires de la plupart de ces personnes sont pour une bonne part aussi le récit d'une conversion à rebours, de la désillusion quant à l'idéal communiste, ou, du moins, sa pratique en URSS.¹⁴⁹

J'ai retracé dans mon livre *Return from the Archipelago (Retour de l'archipel goulag)* l'historique de ces différentes vagues de mémoires¹⁵⁰ et j'ai tenté de rappeler comment certains de ces auteurs furent cités comme témoins au procès du transfuge Kravchenko, et au procès de David Rousset¹⁵¹, écrivain et combattant français de la Résistance. Même si bon nombre de ces ouvrages, et notamment celui de Lipper, furent lus et mis à profit par Soljenitsyne, cette seconde vague de mémoires, comme la précédente, quoique pour des raisons inverses, ne réussit pas davantage à élaborer une forme canonique de témoignage. Pourtant, la représentation du camp soviétique était systématique et cohérente d'un point de vue sémiotique, les auteurs se servaient tous des mêmes paramètres, la réalité décrite ayant largement cessé d'évoluer. Mais, à quelques exceptions près, l'essentiel de l'opinion publique n'était pas assez mûre pour accueillir ce type de témoignages et pour les prendre pleinement en considération. Il est vrai aussi qu'aucun n'était d'une qualité littéraire propre à influencer sur les esprits et à refaçonner la mémoire collective.

Les œuvres de Soljenitsyne, en revanche, attestaient d'une réelle qualité littéraire propre à toucher un large public. *Une journée d'Ivan Denissovitch* parut en novembre 1962 alors que les révélations du XXII^e congrès du Parti Communiste avaient déjà préparé le terrain dans les esprits. On pouvait désormais plus facilement accepter une histoire qui montrait 'à quoi la vie dans les camps ressemblait pour de bon', comme on s'ouvrait plus largement à l'idée même de camps comme phénomènes caractéristiques du système soviétique, notamment sous Staline. Le succès de cette œuvre majeure s'explique aussi par la description du camp comme d'un univers de signes, un monde à part avec ses codes et ses thématiques propres. Il faut également souligner que l'œuvre fut publiée dans la plus importante revue littéraire d'Union Soviétique et qu'elle acquit ainsi une forte crédibilité. Le succès de l'ouvrage reposait aussi largement sur la combinaison réussie de différents procédés formels : au lieu d'ennuyer le lecteur avec la description habituelle du décor du camp, Soljenitsyne lui laissait le soin de dresser lui-même ce décor à l'aide de détails liés aux événements narrés. En outre, il alternait l'explication discursive des codes du camp - cette discursivité se trouvant comme filtrée par la conscience du protagoniste -, avec des références incitant

¹⁴⁸ Voir Valentin Gonzalez and Julian Gorkin, *El Campesino: Life and Death in Soviet Russia*, trans. Ilsa Barea (New York, G. P. Putnam's Sons, 1952) et Valentin Gonzalez, avec Maurice Padiou, *El Campesino: Jusqu'à la mort* (Paris, Albin Michel, 1978).

¹⁴⁹ Le recueil de Richard Crossmann *The God That Failed [Le Dieu qui faillit]* (New York, Harper and Brothers, 1949) développe particulièrement ce dernier aspect.

¹⁵⁰ *Return from the Archipelago: Narratives of Gulag Survivors* (Bloomington, Indiana University Press, 2000), pp. 28-72.

¹⁵¹ Il s'agit des procès en diffamation, ayant eu lieu à Paris en 1949 et en 1950-1951, contre le journal *Les Lettres Françaises*, qui avaient accusé Kravchenko puis Rousset d'avoir calomnié l'Union Soviétique.

les lecteurs à trouver eux-mêmes le sens de ces différents signes. Des variantes de cette technique narrative sont à la base du *Premier cercle* et du *Pavillon des cancéreux*, qui durent être publiés en dehors de l'Union Soviétique.

L'œuvre de Soljenitsyne, et surtout *L'Archipel du goulag*, son « Essai d'Investigation Littéraire » en trois épais volumes, basés sur 227 récits, oraux et écrits, d'anciens prisonniers ainsi que sur la propre expérience de l'auteur, eut pour effet d'attester rétrospectivement de l'authenticité de la plupart des précédents mémoires du goulag. Mais cette œuvre n'est pas la seule à avoir parfait la codification du contexte spécifique du goulag. Ce fut aussi le cas des histoires de Varlam Chalamov qui, après avoir circulé en samizdat, furent publiées partiellement dans le *Novyi žurnal*¹⁵² de New York avant de paraître à Londres sous forme de livre. Il faudrait également citer les mémoires d'autres personnes libérées des camps dans les années cinquante, comme celles d'Evguenia Guinzbourg¹⁵³ ou d'Ekaterina Olitskaïa¹⁵⁴, membre du PCUS. Cependant, la césure eut bien lieu avec les œuvres de Soljenitsyne et de Chalamov au point que l'on distingue désormais entre les témoignages parus avant et ceux publiés après ces deux œuvres majeures.

Après Soljenitsyne et Chalamov

Les témoignages parus après les œuvres de Soljenitsyne et Chalamov s'y référaient, et, le plus souvent, confirmaient ou complétaient leurs données. C'est le cas notamment des mémoires de Dimitri Panine¹⁵⁵ et de Lev Kopelev,¹⁵⁶ ayant eux-mêmes servi de modèles aux personnages de Sologdine et de Rubine dans *Le premier cercle* de Soljenitsyne. Mais cela vaut également

¹⁵² *Kolymskie rasskazy*, ed. Mihail Geller (Londres, Overseas Publications Interchange, 1978). Le livre fut republié aussi par YMCA-Press à Paris. Plusieurs publications récentes en Russie ont été faites par I. P. Sirotinskaïa. En France le livre est paru en trois traductions partielles par Catherine Fournier, *Kolyma I*, *Kolyma II*, et *Kolyma III* (Paris, Maspero 1980, 1981, et 1982), et puis ensemble, comme *Récit de Kolyma* (Paris, La Découverte/Fayard, 1986). Une nouvelle traduction par Luba Jurgenson (auteur de *L'Expérience concentrationnaire est-elle indicible ?* Paris, Éditions du Rocher, 2003) a paru à l'automne 2003.

¹⁵³ Le premier volume de *Krutoj Maršrut [Un itinéraire difficile]* d'Evgeniâ Ginzburg est paru à Munich en 1967 ; le deuxième fut publié par Arnoldo Mondadori (Milan) en 1979. En France, le premier volume de ce mémoire a paru sous le titre *Le Vertige* (Paris, Seuil, 1967, trad. Geneviève Johannet), le second volume s'intitulant *Le ciel de la Kolyma* (Paris, Seuil, 1979, Geneviève Johannet).

¹⁵⁴ E.L. Olickjaâ, *Moi vospominaniâ* (Francfort, Possev, 1971). Trad. française : *Le sablier*, Paris, Deux Temps Tierce, 1991, trad. Francine Andreieff et Hélène Chatelain.

¹⁵⁵ Voir D.M. Panin, *Zapiski Sologdina* (Francfort, Possev, 1973). Le livre fut publié en Russie après la *glasnost* sous le titre qui ne fait pas allusion au roman de Soljenitsyne : *Loubânka-Èkibastuz: Lagernye zapiski (Loubianka-Ekibastuz : Mémoires des camps*, Moscou, Skify, 1991). Traduction française : *Mémoires de Sologdine*, Paris, Flammarion, 1975.

¹⁵⁶ Sur quatre livres de mémoires de Kopelev, il est question des camps dans deux d'entre eux : *Hranit' večno* (Ann Arbor, Ardis, 1975) et *Utoli moi pečcali* (Ann Arbor, Ardis, 1981). Traduction en français du premier : *A conserver pour l'éternité*, Paris, Stock, 1976. Ces deux livres sont parus (avec des coupures) en anglais sous le titre *To Be Preserved Forever*, trans. Anthony Austin (Philadelphia, J. B. Lippincott, 1977, et Londres, Secher and Warburg, 1977, où le titre est *No Jail for Thought*) et *Ease My Sorrows: A Memoir*, trans. Antonina W. Bois (New York, Random House, 1983).

pour l'œuvre du citoyen américain Alexander Dolgun¹⁵⁷ (qui figure dans *L'archipel du goulag* en tant qu'Alexandre D.) et même pour celle de Lev Konson,¹⁵⁸ qui rappelle sa prétendue incapacité à atteindre la force littéraire de Chalamov, tout en emmenant le lecteur dans des lieux terribles auxquels Chalamov avait échappé. Konson affirme à son tour avoir connu Gleb Sluchnekov dont Soljenytsine évoquait l'attitude héroïque lors du soulèvement du camp, mais qui prend chez Konson les traits d'un criminel. Même s'il inscrit son travail dans un contexte préexistant, Konson le corrige sur la base d'informations relevant de son *domaine d'accès restreint* personnel.

Les tribunaux sollicitent les témoignages quand les faits sont douteux ; pour les lecteurs des mémoires tardifs, le goulag en tant que crime aux proportions gigantesques n'était plus — comme c'était encore le cas pour les premiers témoins — un fait douteux. Désormais les auteurs de mémoires confirmaient la justesse générale du témoignage de leurs principaux précurseurs, même s'ils en contestaient éventuellement l'exhaustivité et, sur des détails d'importance (relativement) moindre, l'exactitude.

Au temps de la *glasnost* et de la *perestroïka*, journaux et maisons d'édition furent submergés par un véritable torrent de mémoires 'tardifs' et 'différés' qui attendaient leur heure dans un tiroir. Mais la levée de la censure n'expliquait qu'en partie ce phénomène. Il est en effet courant que des témoignages relatant des faits traumatiques surgissent vingt-cinq à trente ans plus tard, quand les traumatismes sont partiellement guéris et qu'une nouvelle génération n'ayant pas connu la période douloureuse forme un nouveau lectorat et accède ainsi à la mémoire collective. Avec la chute du communisme en Union Soviétique et en Europe de l'Est, plusieurs survivants du goulag ont eu l'occasion, auparavant toujours repoussée, de présenter un récit de leur expérience non censurée, ou faisant preuve de moins d'autocensure.¹⁵⁹ Des circonstances nouvelles appelaient des récits sur la formation de l'identité communiste, comme c'est le cas dans les mémoires de Walter Ruge,¹⁶⁰ qui a apparemment conservé son attitude communiste idéaliste (qui contraste avec le dogme de la ligne du part) malgré les épreuves traversées. Le leitmotiv de cet ouvrage est un immense amour de la vie, rendu possible du fait que l'auteur a été épargné par les pires excès de l'expérience des camps¹⁶¹ ; le récit est cependant tempéré par des touches lucides d'auto-ironie.

¹⁵⁷ Alexander Dolgun, with Patrick Watson, *Alexander Dolgun's Story : An American in the Gulag* (New York, Knopf, 1975). Traduction française : *Histoire de Alexander Dolgun : un Américain dans le Goulag*, Paris, Albin Michel, 1976, trad. Gilles Garnet.

¹⁵⁸ *Kratkie povesti* (Paris, La Presse Libre, 1983).

¹⁵⁹ Voir Anne-Marie Pailhès, «La mémoire du Goulag dans les récits d'Allemands de l'Est depuis l'unification », *La Mémoire : Actes de 35^{ème} congrès de l'AGES*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2003, pp.283-93.

¹⁶⁰ Voir *Prisonnier n° 8403 : De la montée du nazisme aux goulags*, traduit et annoté par Anne-Marie Pailhès (Paris, Nicolas Philippe, 2004).

¹⁶¹ Ruge ne nie pas les récits de camp beaucoup plus durs écrits par des survivants moins chanceux ; on ne peut l'assimiler aux écrivains qui ont tenté de suggérer qu'après tout, les camps n'étaient pas si terribles. On note une attitude semblable chez I.Z. Serman, un célèbre érudit russe, dont les brefs mémoires sur les camps, *Vremiâ i pamât* (« Le temps et la mémoire ») a été publié dans la revue *Zvezda* #12 (2002): 178-93. Serman admet de façon explicite qu'il a eu la chance relative de ne pas avoir été envoyé dans les pires des camps.

La forme que prennent les mémoires tardifs dépend en grande partie des motivations de leurs auteurs. Il faut donc prendre en compte ce qui les poussa à les écrire à *ce moment précis*. Quelques remarques s'imposent sur leur silence antérieur.

Selon un jugement courant, non dénué d'un certain cynisme, les survivants d'atrocités se répartiraient en deux groupes (on souligne ici la généralisation abusive) : il y aurait d'un côté ceux qui sont incapables d'en parler et de l'autre, ceux qui sont incapables de cesser d'en parler.¹⁶² Il existerait, grosso modo, deux sortes d'attitudes après le goulag. Alors que certains parmi les survivants s'efforcent, après l'hiatus du goulag, de reprendre une vie normale, d'autres estiment qu'au nom des millions de prisonniers des camps, leur premier devoir est de témoigner des souffrances, de promouvoir la prise de conscience publique, de lutter pour le rétablissement du droit. En Union Soviétique, la première de ces deux attitudes, beaucoup plus confortable pour l'entourage immédiat du survivant, impliquait habituellement de multiples démarches afin d'obtenir la réhabilitation personnelle et aussi la réadmission au sein du parti même si le camp avait le plus souvent signifié l'effondrement complet des croyances communistes. Sa réadmission évitait au survivant d'avoir à mentionner son exclusion antérieure dans les questionnaires sans nombre qu'il devait remplir pour trouver un emploi. Le survivant soviétique se voyait en quelque sorte proposer un marché : sa libération et la réhabilitation contre son silence.¹⁶³ Parfois explicite, cette transaction s'effectuait le plus souvent par accord tacite. Pour conforter cette observance, le régime s'employait à diffuser dans la population des formules comme « laissons derrière ce qui est derrière nous », ou « pourquoi penser tout le temps au passé ? » Le silence des survivants reposait aussi sur l'illusion, délibérément entretenue par les méthodes khrouchtchéviennes de déstalinisation partielle, que les camps de travail et les prisons inhumaines étaient du passé, que les temps difficiles étaient révolus et les 'principes de gouvernement léninistes véritables' rétablis. En lisant, par exemple, les mémoires de Guinzbourg, on a du mal à s'imaginer qu'après sa libération, quelques centaines de milliers de prisonniers continuaient à subir le martyre, qu'il y eut dans les camps des grèves et des soulèvements suivis de sévères répressions, que l'on mourut encore d'irradiation dans les mines d'uranium rattachées aux camps. L'auteur paraît sincèrement l'ignorer. Dans *Le pavillon des cancéreux*, Soljenitsyne évoque le cas du mari de la concierge qui, après une deuxième condamnation, purge encore sa peine ; cette simple évocation aurait dû suffire à interdire la publication du roman. Dans pareil contexte, il fallait beaucoup de courage à des gens comme Chalamov, Guinzbourg, Olitskaïa, Kopelev et Konson pour essayer, tout en continuant à vivre à portée du KGB, de publier leurs textes ou encore d'accepter qu'ils circulent en samizdat. Il leur fallait un haut degré d'engagement ou une confiance solide dans la valeur artistique de leurs mémoires pour mettre leur relatif bien-être en jeu en allant à la rencontre du public avec tous les moyens à leur disposition.

¹⁶² Voir Mark Kurlansky, *The Chosen Few: The Resurrection of European Jewry* (Reading, MA, Addison-Wesley, 1995), p. 123 ; Nanci Adler, *The Gulag Survivor: Beyond the Soviet System* (New Brunswick, Transaction, 2002), p. 39.

¹⁶³ Voir Adler, *The Gulag Survivor*, pp. 53, 183.

Les survivants étrangers du goulag, rapatriés dans leurs pays en Europe de l'Ouest ou aux Etats-Unis, ne paraissaient pas être aussi directement menacés que les citoyens du bloc socialiste restés en Europe de l'Est. De fait, beaucoup d'entre eux écrivirent et publièrent leurs livres. Leur travail est d'une grande utilité par sa valeur documentaire et pour les aperçus psychologiques qu'il offre de la vie du camp. La position d'*outsiders* de leurs auteurs leur permit de voir ce que les intellectuels soviétiques ne percevaient pas ou n'arrivaient pas à bien comprendre : les mémoires de l'Allemand Joseph Scholmer, ou des Français Jean Nicolas, Armand Maloumian, et Andrée Sentaurens¹⁶⁴. Les survivants qui se retrouvèrent finalement en dehors de l'URSS, mais à l'intérieur du bloc socialiste mirent plus de temps à écrire ou à publier leurs mémoires. Ainsi, Michael Solomon a passé de longues années dans une prison roumaine après son retour de Russie¹⁶⁵; les mémoires de Karlo Stajner, en Yougoslavie, ont attendu 1971 pour être publiés, en raison de la loyauté de l'auteur envers Tito¹⁶⁶ et Jacques Rossi publia son inestimable *Manuel du goulag*, fruit de longues années d'un labeur scrupuleux, en 1987 seulement, deux ans après son retour de Pologne en France¹⁶⁷. Ce livre fut suivi par un mémoire, au titre révélateur de cette littérature de la désillusion, *Qu'elle était belle cette utopie: Chroniques du goulag*, écrit avec la collaboration de Sophie Benech¹⁶⁸.

Toutefois bon nombre des auteurs rapatriés en dehors de l'Europe de l'Est étaient tenus à une certaine réserve par leur contrat explicite ou implicite avec le KGB, ayant obtenu leur libération et leur rapatriement en échange de leur silence. Le KGB pensait que les personnes libérées et rapatriées étaient parmi celles qui, dans le camp, faisaient profil bas et semblaient peu susceptibles, une fois relâchées, d'attaquer l'Union Soviétique¹⁶⁹. Dans l'évaluation des caractères, il était cependant loin d'être un juge infallible. Dans son livre, *Les Français au goulag* Pierre Rigoulot faisait encore état de personnes qui par crainte du 'bras long' du KGB refusaient d'être nommément cités comme témoins du camp.¹⁷⁰ Il est tout à fait possible que cette crainte n'ait pas été injustifiée. Eleanor Lipper a disparu alors qu'elle assistait à une rencontre anticommuniste à Berlin en 1955. On ignore encore aujourd'hui ce qu'elle est devenue.¹⁷¹ Solonevich est mort en Uruguay en 1953, officiellement des suites d'une opération de l'estomac, mais dans des circonstances que ses partisans

¹⁶⁴ Voir J. Scholmer, *La grève de Vorkuta* (Paris, Amiot-Dumont, 1954, trad. Henri Thies) ; Jean Nicolas, *Onze ans au paradis* (Paris, Fayard, 1958) ; Armand Maloumian, *Le fils du Goulag* (Paris, Presses de la Cité, 1976) et Andrée Sentaurens, *Dix-sept ans dans les camps soviétiques* (Paris, Gallimard, 1963).

¹⁶⁵ Voir Michael Solomon, *Magadan* (Princeton, Auerbach, 1971).

¹⁶⁶ Voir Karlo Stajner, *7000 jours en Sibérie* (Paris, Seuil, 1983, trad. Barbara Panchaud-Mantey et Michel Panchaud).

¹⁶⁷ Publié d'abord en russe, *Spravočnik po Gulagu* (Londres, Overseas Publications Interchange, 1987), ce livre parut en français en 1997.

¹⁶⁸ Paris, Le Cherche Midi, 2000.

¹⁶⁹ C'est une impression donnée, en particulier, par le livre de Georgii Tregubov, un citoyen allemand, *Vosem' let vo vlasti Lubânki [Huit ans entre les mains de la Loubianka]*, Francfort, Possev, 1957).

¹⁷⁰ Pierre Rigoulot avec Geoffroi Crunelle, *Les Français au Goulag (1917-1984)* (Paris, Fayard, 1984), p. 206.

¹⁷¹ Voir Donald T. Critchlow and Agnieszka Critchlow, eds. *Enemies of the State: Personal Stories from the Gulag* (Chicago, Ivan R. Dee, 2002), p. 20.

considèrent comme suspects¹⁷². Quand Nikolai Krasnov (citoyen yougoslave bien que petit-fils du général cosaque Petr Krasnov, pendu par Staline pour avoir commandé les troupes cosaques au service de Hitler), auteur du livre *Nezabyvaemoe:1945-1956*,¹⁷³ mourut subitement en Californie en 1960, on a supposé qu'il avait été empoisonné par les soviétiques. Kravtchenko s'est suicidé en 1966. Les dettes qu'il avait contractées et la dépression dont il souffrait n'étaient certainement pas étrangères à cet acte désespéré, mais on suspecta là encore le KGB d'y être mêlé, un fait de plus en plus plausible quand on sait que Kravchenko avait été pris en chasse par des agents du KGB aux Etats-Unis en 1956 encore. Nous ne saurons probablement jamais si une partie ou l'ensemble de ces décès était imputable au KGB, une chose est en revanche certaine : il ne lui déplaisait certainement pas d'être considéré comme assez puissant pour exercer à distance un contrôle par la terreur de ses anciennes victimes.

En dehors de la peur pure et simple, il pouvait encore y avoir, à l'intérieur de l'Union Soviétique comme à l'étranger, d'autres raisons pour ne pas écrire ses mémoires tout de suite. J'en nommerai quatre.

1. L'économie des forces. La réadaptation à la vie après les camps constituait un processus très douloureux. Il est intéressant de noter que Soljenitsyne et Chalamov ont réduit en ce sens leurs efforts au minimum et se sont satisfaits d'une qualité de vie quotidienne médiocre qui ne s'améliora que lentement dans le cas de Soljenitsyne et resta très insuffisante chez Chalamov. Mais c'est là une question qui relèverait d'une étude proprement psychologique et sociologique.

2. Les exigences des familles et de l'entourage immédiat. Chalamov se sépara de sa femme très peu de temps après son retour du camp. Celle-ci le poussait à oublier le passé et à vivre une nouvelle vie au lieu d'écrire sur l'ancienne. Parmi les personnes de son entourage, certaines disent que Chalamov était plutôt difficile à supporter au quotidien, car il était littéralement obsédé par les camps et la littérature s'y rapportant. Il est intéressant de rapprocher son cas de celui de Yechiel Dinur, mieux connu sous le nom de Katzetnik, un Israélien témoignant sur l'Holocauste. Partager sa vie, c'était vivre, dit-on, dans une sorte d'officine du souvenir. Ce qui tendrait à confirmer que s'adapter à la vie après le camp et en témoigner, requiert à chaque fois un engagement différent, aux exigences en grande partie contradictoires.

3. Confusion, défaut d'élaboration de l'expérience. Les exemples des documents recueillis par l'association Mémorial que cite Nanci Adler montrent que beaucoup de personnes sont en proie à une grande confusion des valeurs et font le récit de leurs souffrances dans la langue de la propagande soviétique. Il est difficile de savoir si des personnes comme l'écrivain Boris Diakov¹⁷⁴,

¹⁷² Voir l'avant-propos de son livre posthume *Dve sily: roman iz sovetskji žizni* [*Les Deux Forces: Un Roman de la vie soviétique*] , Newark, Free Press, 1968, pp. 5-7.

¹⁷³ (San Francisco, Russian Life, 1957) ; traduit en anglais sous le titre *The Hidden Russia : My Ten Years as a Slave Laborer* (New York, Henry Holt, 1960).

¹⁷⁴ C'est le cas de l'écrivain Boris D'akov dont *Povest' o perežitom* (Moscou, Sovetskaâ Rossiâ, 1966) est édulcoré d'une façon assez insupportable.

moins ouvertement lucides et réduisant arbitrairement leur champ visuel par élimination des facteurs dérangement, ont moins souffert ou si, au contraire, ne connaissant pas l'amère satisfaction que procure la clairvoyance, ils ne souffraient pas davantage. Pourtant, leur témoignage est, culturellement sinon historiquement, tout aussi important. On pourrait à ce propos rappeler l'expression tirée de la Bible : "Ha'mesiah lfi tumo" qui évoque littéralement 'celui qui parle innocemment, sans prendre conscience de l'importance de son témoignage'.¹⁷⁵ Elle souligne l'importance du témoignage fourni à l'insu du locuteur.

4. Les survivants n'étaient pas forcément fiers de leur comportement dans les camps, ou même avant l'internement, et tous n'étaient pas dotés du courage moral quasi religieux de Soljenitsyne pour regarder cette question en face. Le simple fait d'avoir survécu au camp inscrivait les faits et gestes du prisonnier dans une vaste zone grise, comprise entre l'idéal d'une conduite scrupuleuse et des procédés carrément abjects. Peu de prisonniers purent éviter de transiger avec leurs principes, sinon avec ceux de l'éthique traditionnelle. Certains survivants avaient, à un moment ou à un autre, mal agi, et ils avaient, une fois libérés, de bonnes raisons de craindre la confrontation avec d'autres. Cela pouvait suffire pour leur ôter toute envie de témoigner. Il semblerait toutefois qu'il y ait un mode de prescription extinctive, non écrit, pour les faits relevant de cette 'zone grise'. Trente ans après, ils se sont effacés de la mémoire, ou on s'en est accommodé à la suite de l'un des nombreux processus psychologiques ou idéologiques qui opèrent en pareil cas.

C'est ainsi qu'environ trente ans après avoir été libérées, des personnes qui s'étaient tuées pour l'une ou l'autre des raisons mentionnées, s'aperçurent que ces raisons étaient devenues inopérantes. Providentiellement, un cadre susceptible d'accueillir leurs récits s'était mis en place au même moment. C'est en grande partie ce qui explique la grande vague de nouveaux matériaux sur le goulag qui déferla à la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix. Presque tous les périodiques, y compris *Nauka i žizn'*, l'équivalent russe du *Scientific American*, s'y mirent et il devint difficile d'imaginer un journal sans compte rendu ou rapports sur les répressions staliniennes. Des personnes dénuées de talent littéraire se tournèrent vers l'association Mémorial, où leurs récits furent écoutés ou lus et classés dans des dossiers d'archives. Nanci Adler¹⁷⁶, qui a travaillé sur ce phénomène, écrit qu'après leur silence prolongé, les survivants découvraient la valeur thérapeutique du témoignage et leur besoin pressant de s'y livrer, en libérant leur parole si longtemps contenue. Je ne crois pas que cette finalité thérapeutique motivait les actes narratifs *précoces* des survivants des camps rouges ou bruns. Pour des auteurs tels que Chalamov, Soljenitsyne, Olitskaïa, Lipper, Buber-Neumann, Wiesel, Katzetnik, ou même Primo Levi¹⁷⁷, écrire sur les camps signifiait rouvrir de vieilles plaies, revivre sa souffrance. Leur

¹⁷⁵ C'est d'ailleurs le titre du livre de Yehiel Szeintuch sur ses entretiens téléphonique avec Katzetnik (Jérusalem, *Beit Lohamei Getaot/Mahon Dov Sadan*, 2003).

¹⁷⁶ Voir Adler, *The Gulag Survivor*, pp. 110-118.

¹⁷⁷ Alvin H. Rosenfeld discute de ce phénomène dans le cas de Primo Levi dans « Primo Levi : The Survivor as Victim », in James S. Pacy et Alan P. Wertheimer, éd., *Perspectives on the Holocaust : Essays in Honour of Raul Hilberg* (Boulder, Westview Press, 1995), pp. 123-144.

détermination à témoigner au plus vite les a aidés à survivre dans les camps. Leurs écrits sont la conséquence directe de leur expérience. Chalamov écrit ses histoires dans sa tête avant de les coucher par écrit. Il les composait alors qu'il marchait, criait et pleurait dans sa chambre. Katzetnik écrivait en s'enfermant dans une petite pièce, ses habits rayés d'Auschwitz ostensiblement accrochés aux murs. Le suicide de Primo Levi fit réfléchir tous ceux qui pensaient qu'il était le seul survivant à avoir réussi à surmonter son expérience en l'écrivant.¹⁷⁸

Il est probable qu'un pourcentage élevé des personnes ayant consigné leur témoignage, oral ou écrit, au Mémorial, ne se rendait pas compte que leur pratique intervenait sur le fond d'un hypertexte *ready-made*. J'ai moi-même pu observer au cours des années soixante-dix que de larges secteurs de la population soviétique n'écoutaient pas les radios étrangères et évitaient comme poison les matériaux comme les samizdat ou les tamizdat.¹⁷⁹ Aussi fallait-il s'attendre à ce que des personnes dont la réinsertion dans la vie 'normale' avait été le principal souci ne connaissent qu'une faible partie de la littérature sur les camps disponible à la fin des années quatre-vingts. Il n'était donc pas étonnant que leurs récits produisent l'effet cumulatif d'une redite inlassable et contribuent de ce fait à la saturation que l'on commença à ressentir en Russie au début des années quatre-vingt-dix: «Pitié, ne parlez plus des camps!» A cet égard, ces récits ressemblaient aux mémoires 'sortis des tiroirs', écrits pendant la période de stagnation, mais tenus secrets par leurs auteurs. Ces derniers toutefois étaient des documents authentiquement personnels, qualité qui manquait aux mémoires tardifs de l'autre espèce.

Parmi les récits tardifs publiés dans cette période, plusieurs se détachent, d'une valeur et d'un intérêt exceptionnels. Leurs matériaux relevant du *domaine public* ont apporté des informations nouvelles qui comblent des lacunes dans l'historiographie des camps, corrigent des erreurs d'ordre factuel ou conceptuel ou permettent de reconceptualiser les matériaux d'une nouvelle manière. C'est souvent dans la présentation des arrestations et des camps en tant que phénomènes de la vie intérieure que réside la spécificité de leur *domaine privé*, sujet inépuisable pour l'écriture littéraire. Mais dans leurs narrations, l'accent principal porte sur le *domaine d'accès restreint* : le lecteur se trouve emmené dans des lieux où personne d'autre n'était jamais allé. Pour citer encore le Livre de Job «...et je m'en suis échappé moi seul pour t'en apporter la nouvelle.»

Les mémoires qui contribuent le plus au *domaine public* sont en fait les moins 'tardifs'. Et paradoxalement c'est dans ce groupe de mémoires que le caractère

¹⁷⁸ Il semble que ce sont les histoires et les mémoires non précédés d'autres actes narratifs qui produisent le plus grand effet - des textes dans lesquels l'énergie psychique mêlant rage, offense, compassion, exhortation et protestation cumulées est, dans le même temps, s'exprime pour la première fois et est retravaillée par l'esprit. Lev Konson croyait, en effet, qu'après avoir raconté les choses en conversant, il ne serait plus capable de les écrire. À l'opposé, dans les mémoires d'Alexander Dolgun et en partie aussi dans celles d'Evguenia Guinzbourg il est clair que certains matériaux avaient déjà été racontés à des amis avant d'être retravaillés. Après avoir répété son histoire un certain nombre de fois, plutôt que de se concentrer sur les événements narrés, on commence à s'écouter soi-même en la racontant.

¹⁷⁹ Le 'samizdat' désigne les textes qui circulaient sous la forme de manuscrits; le terme de 'tamizdat' est réservé aux textes publiés à l'étranger.

privé est souvent aussi le plus saillant. Les gens parlent de *leurs* épreuves et de l'impact qu'elles ont eu sur leur vie intérieure, mais ce qui détermine l'importance de leurs mémoires quant au *domaine public*, c'est de savoir *qui* ou *ce* qu'ils sont. L'essentiel du genre 'mémoires du goulag' est en effet constitué de récits de citoyens soviétiques pour qui les stéréotypes de l'expérience du camp, telle que Evgenia Guinzbourg par exemple la décrit, ont valeur de modèle. De leur point de vue, les particularités de l'expérience des prisonniers d'autres nations paraissent secondaires. Pour les non Russes, au contraire, cette différence était souvent fondamentale, les prisonniers russes autour d'eux ne constituaient que l'arrière-plan de leur expérience. Aussi Scholmer était-il particulièrement sensible à la détresse des Allemands, Unto Parvilahti¹⁸⁰ à celle des Finlandais, Dante Corneli¹⁸¹ à celle des Italiens, Jean Nicolas à celle des Français et John Noble¹⁸² à celle des Américains. Les destinataires étant également différents, leurs récits n'étaient en rien 'tardifs' pour le public qu'ils visaient. C'est ainsi que les mémoires de deux ou trois Lituaniens sont à la Library of Congress de Washington¹⁸³ alors que ces mêmes livres restent largement inconnus en Lituanie et qu'un recueil de mémoires intitulé *Leiskit į tėvynę: tremtinių atsiminimai (Laissez nous retourner dans notre pays maternel: mémoires des exilés)*, publié en 1989 par Kęstutis Pūkelis,¹⁸⁴ a été considéré comme pionnier pour ce pays. Les récits rassemblés dans ce livre sont l'œuvre de personnes, le plus souvent des enseignants, ayant connu, outre le camp, l'exil en Sibérie. En Lituanie pré-soviétique, tous les enseignants étaient membres d'une certaine corporation ; les Soviétiques se servirent de ces listes quand ils procédèrent à des arrestations dans les pays Baltes, ce qui explique pourquoi il y avait parmi les Lituaniens des camps tant de personnes érudites, pour la plupart d'anciens professeurs. L'expérience racontée par ces gens était spécifiquement lituanienne et se distinguait souvent radicalement de celle de leurs compagnons de souffrance russes.

Ceci est d'ailleurs également vrai de certains mémoires plus anciens. Ainsi les mémoires de Julius Margolin sont d'abord ceux d'un intellectuel juif ; et ceux de Victor Herman,¹⁸⁵ Alexander Dolgun et John Noble¹⁸⁶ rendent, du moins au premier abord, une tonalité bien 'américaine'. Dans ces récits écrits par des étrangers, il est fait mention de la solidarité entre personnes d'un même pays alors qu'elle n'opère pas toujours, loin s'en faut, avec les autres compagnons de captivité. Il n'en est pas moins vrai qu'il arrive dans des mémoires très développés comme ceux de Margolin, Lipper, Herman ou Stajner qu'à un moment donné - et comme en accord avec le nivellement général des

¹⁸⁰ *Beria's Gardens: Ten Years' Captivity in Russia and Siberia*, trans. Alan Blair (Londres, Hutchinson, 1959).

¹⁸¹ *Le Ressuscité de Tivoli* (Paris, Fayard, 1979).

¹⁸² *I Found God in Soviet Russia* (New York, St. Martin's Press, 1959).

¹⁸³ Notamment, Stefanija Rukienė, *Vergijos kryžkelėse: Sibiro tremties užrašai [Aux Carrefours de l'esclavage: Mémoires de l'exile sibérien]* (Cleveland, Viltis, 1967-1970) et Elena Juciūtė, *Pėdos mirties zonoje [Traces dans la zone interdite]* (Brooklyn, Simo Kudirkos Kuopas, 1974).

¹⁸⁴ (Kaunas, Šviesa, 1989).

¹⁸⁵ *Coming out of the Ice* (Oklahoma City, Freedom Press, 1979). Trad. Française : *Le survivant des glaces*, Genève, R. Laffont, 1984, adapté de l'américain par Brice A. Coustillas.

¹⁸⁶ *Un Américain au goulag*, Paris, Editions Paulines, 1980.

différences quand le prisonnier dévale la ‘spirale vicieuse’¹⁸⁷ jusqu’à son épuisement total – les différences nationales paraissent s’effacer.

En passant je mentionnerai encore un autre groupe de mémoires qui s’adressent d’abord à un public spécifique d’une nation donnée : les mémoires qui ont trait à une captivité vécue dans l’un des Etats satellites de l’Union Soviétique, tels la Roumanie ou la Hongrie, comme par exemple les mémoires de Richard Wurmbrand¹⁸⁸ ou de Béla Szaz.¹⁸⁹

Jigouline

L’œuvre du poète Anatoli Jigouline représenta un autre type de contribution tardive au *domaine public* est celui dont le constitue le représentant majeur. Dans son livre intitulé *Černye kamni (Pierres noires)*,¹⁹⁰ Jigouline se décrit comme «le dernier poète de la Kolyma stalinienne» : « A moins que je ne m’en charge, déclare Jigouline, certaines choses resteront de l’ordre du non-dit ». A première vue, le livre n’apprend rien que, Chalamov n’ait déjà traité. La seule information nouvelle est, nous semble-t-il, l’évocation de l’existence d’un groupe anti-stalinien à Voronej dans l’après-guerre. Le livre a aussi fait l’objet de vives critiques par un autre survivant du camp¹⁹¹ pour ses apparentes discordances. On ne tarda pourtant pas à apprendre que *Pierres noires* comportait un hypotexte que même les compagnons de captivité ne réussirent pas à saisir, hypotexte qui échappa aussi aux éditeurs de Jigouline, mais qui était transparent pour les géologues du fait des descriptions en apparence ennuyeuses du sol dans le camp de Butugychag. En fait le «métal» que Jigouline devait extraire à Kolyma ce n’était pas, comme la plupart des lecteurs le pensaient jusqu’alors, de l’or (extraction qui coûtait la vie aux personnages de Chalamov), mais de l’uranium. Les pierres noires étaient les pierres des mines d’uranium. Jigouline souligne à ce propos que la langue de ses cauchemars nocturnes est l’ukrainien, car c’étaient les hommes de l’Ouest de l’Ukraine qui acceptaient volontiers, par manque d’instruction, les travaux en apparence légers dans l’atelier de séchage de l’usine d’uranium et mouraient d’une maladie, indéterminée dans le livre (une maladie d’irradiation), alors que Jigouline, lui, avait opté pour l’extraction du granit ‘propre’. Deux ou trois années après la publication des mémoires de Jigouline, il a été dûment établi que ces camps de Butugychag étaient de fait une mine d’uranium. Les mémoires de Jigouline pouvaient du même coup paraître redondants. Mais sa manière de rapporter l’expérience du *domaine privé*, les conflits intérieurs d’un homme qui comprend dans quel piège lui et ses compagnons de captivité sont tombés, comme son statut d’écrivain vieux et malade, conscient qu’à présent il peut témoigner mais sans dire encore toute la vérité (il complètera son témoignage en tamizdat quelques années plus tard¹⁹²),

¹⁸⁷ Ekart, *Vanished Without Trace*, p. 60.

¹⁸⁸ *In God’s Underground* (Londres, Hodder and Stoughton, 1969 [1968]).

¹⁸⁹ *Volunteers for the Gallows* (New York, Norton, 1971).

¹⁹⁰

Černye kamni (Moscou, Knižnaâ palata, 1989). Trad. française : *Les pierres noires*, Arles, Actes Sud, 1989, trad. Evelyne Amourski.

¹⁹¹ G. Gorchakov, “Trudnyj hleb pravdy.” *Voprosy literatury* #9 (1989): 105-117.

¹⁹² L’explication de son jeu contre la censure est fournit par Jigouline lui-même dans un article «Uranovaâ udočka », *Grani* № 179 (1996): 170-81.

tout cela garde un intérêt intrinsèque et doit être pris en considération pour la lecture de sa poésie, très impressionnante.

Razgon

A la différence du livre de Jigouline, ce sont les informations *d'accès restreint* qui l'emportent chez Lev Razgon¹⁹³. Ses mémoires furent chaleureusement accueillis par le public et ils sont traités avec beaucoup de respect tout au long de l'histoire du goulag d'Appelbaum. La lecture en est stimulante, du fait notamment de leur genre hybride, mêlant des nouvelles à caractère documentaire aux mémoires proprement dits. L'élément *short-story* n'est pas d'ordre fictionnel, mais on y rencontre de longs dialogues ou monologues qui ont eu lieu dans le passé et qui, malgré les nombreuses allusions faites de l'auteur à la persistance de ses souvenirs, n'auraient en aucun cas pu être retranscrits textuellement de mémoire. La reconstruction de ces épisodes par Razgon suit la tradition du monologue idéologique, très vivace chez bon nombre de mémorialistes russes. Un personnage se campe dans une pose théâtrale et expose son credo de manière détaillée et dans un style bien à lui. Il s'agit là de toute évidence d'un procédé littéraire que n'utilisent pas les auteurs qui cherchent à rester fidèles au vrai fonctionnement de la mémoire, tels Nabokov (dans *Autres Rivages*), en grande partie aussi Chalamov et, dans une mesure moindre, Soljenitsyne dans les chapitres autobiographiques de *L'Archipel du goulag*¹⁹⁴. Les conversations sont comme revécues et donnent en même temps l'impression d'être là pour illustrer les généralités dont Razgon fait par ailleurs état. Razgon a travaillé de nombreuses années pour la maison d'édition pour livres d'enfant « Detgiz ». C'est peut-être la raison pour laquelle ses livres peuvent être perçus comme s'adressant à des adolescents intelligents, des lecteurs disposés à profiter de sa perspective intérieure et de ses informations *d'accès restreint*.

Razgon est, en effet, allé où seul un petit nombre de gens pourraient nous conduire et, à en juger d'après ses «histoires vraies», il a rencontré et entretenu des relations avec des êtres fort singuliers. Il était marié avec la fille de Gleb Bokii, patron de la Tcheka de Petersbourg (un bateau servant au transport des prisonniers dans les sinistres camps des îles Solovetsky portait son nom). Razgon est en mesure non seulement de nous donner quelques lumières sur le sort de ce personnage, mais de nous parler aussi de personnes dont les noms ont été effacés des tablettes de l'Histoire, tels son beau-père adoptif Ivan Moskvin, vieux Bolchevique et l'un des favoris temporaires de Staline. Moskvin avait hissé le futur suppôt Nikolai Ezhov à des postes élevés, pour

¹⁹³ Lev Razgon, *Plen v svoem otečestve* [Captivité au pays maternel] Moscou, Knižnyj sad, 1994); la plupart des textes de ce livre furent publiés par Razgon dans *Nepričinnost: Povest' v rasskazah* (Moscou, Kniga, 1989). Trad. Française : *La vie sans lendemains*, Paris, Horay, 1991, trad. Anne Coldely-Faucard et Luba Jurgenson.

¹⁹⁴ Le procédé est appliqué fort maladroitement dans les mémoires d'Olitskaya, dont les lamentations quant à son manque de talent littéraire sont justifiées bien au-delà des traditionnels *topos* de modestie. Il en va de même pour l'opportuniste flagorneur Boris Diakov, pourtant très imbu, lui, de son talent. Par contre, le procédé fonctionne à merveille dans les mémoires de Lev Kopelev, où les monologues mettent non seulement en scène des postures idéologiques, mais aussi leurs spécificités idiomatiques. L'usage qu'en fait Lev Razgon est proche de celui de Kopelev, même s'il n'atteint pas sa virtuosité.

finir par être lui-même arrêté, torturé et exécuté sur ordre de son ancien protégé. Parmi les personnalités étranges que Razgon a rencontrées, il y avait l'ancien chef de la police de Saint Petersburg, Dzunkovskii, qui avait commis l'imprudence de révéler à la *Douma*, le parlement Russe d'avant la révolution, que l'un de ses délégués était un espion de la police secrète. Razgon raconte que, dans sa jeunesse, il avait un jour reconnu cette ancienne célébrité sous les traits d'un vieil homme qui gagnait alors honorablement sa vie comme paysan en Crimée. Une autre de ces personnes était le monarchiste Roshchakovskii qui, en dépit de ses propres souffrances dans le camp, bénissait Staline et sa politique d'expansion impérialiste dans la vieille tradition tsariste. Dans l'un des passages les plus remarquables du livre, Razgon nous raconte comment, avec l'aide de Moskvin, il avait obtenu un laissez-passer pour assister au dix-septième Congrès du Parti Communiste. A l'époque de la *perestroïka* il sera parmi les rares témoins de cet événement à avoir survécu. Le Congrès, raconte-t-il, élisait un nouveau Comité Central et lors de la lecture des noms des membres élus, on procédait à leur classement en fonction du nombre de voix obtenues. Staline n'était ni le premier, ni le second, ni même le troisième – il était le neuvième ou le dixième, loin derrière Kalinin, Kirov, Voroshilov. «Un frisson de mort» (*dunovenie smerti*), dit Razgon, parcourut la salle. Ici un fait *vérifiable* apparaît sous un éclairage qui relève du *domaine privé*. On comprend que Staline n'ait jamais pardonné aux participants du Congrès. Mais est-ce bien *sur le moment* qu'ils ont senti passer un 'frisson de mort'? S'agissait-il d'une impression générale ou de la sensation de Razgon ? Et, le cas échéant, est-ce qu'il l'a éprouvée sur le coup, ou rétrospectivement ? Quoiqu'il en soit, cet épisode ne vient pas seulement réviser le contexte des témoignages sur le goulag, mais également les comptes-rendus que l'historiographie académique, souvent aveugle au message des signes, a donnés du 'Congrès des damnés'.

Razgon nous donne aussi des éléments nouveaux pour les informations relevant du *domaine public*. En dépit de son statut de prisonnier politique, il réussit à occuper des charges élevées, ce qui lui permit d'avoir des camps une vision moins étriquée. Il ne fait pas que confirmer les données de Chalamov sur le taux de mortalité de l'hiver 1938 et sur la pellagre des années de guerre, mais nous explique aussi quelle sorte de gestionnaires avaient été requis pour gérer ce type de problèmes. (À cet égard, son livre me fait penser à *Into that Darkness* de Gita Sereni, une étude sur l'existence d'un personnage aussi gentil et avenant que Franz Stangl, qui allait quand même devenir le commandant efficace des camps de Sobibor et Treblinka).¹⁹⁵ Depuis Chalamov et Soljenitsyne, on savait que les trop nombreux camps de travail s'étaient transformés pendant l'hiver 1938-1939 pratiquement tous en camps d'extermination lente. Mais la description qu'il fait de son premier camp où ne restèrent en vie cet hiver-là qu'un peu plus de vingt prisonniers seulement sur les plus de cinq cents prisonniers partis de Moscou, n'y figure pas pour elle-même, elle sert d'arrière-plan au portrait qu'il brosse, dans un chapitre dédié aux fonctionnaires du goulag, de son commandant, Ivan Zaliva. La redondance de l'évocation de ce massacre est ainsi compensée par l'acte d'accusation dressé contre l'un des meurtriers en cause. Dans une autre partie de ce même

195

Sereny, *Into That Darkness: From Mercy Killing to Mass Murder* (New York, Random House, 1974).

chapitre Razgon nous parle (on ne sait si l'information est de première main) d'un ordre en temps de guerre émanant des dirigeants de l'Ustvymlag et dénué de toute ambiguïté quant à l'alimentation sélective des prisonniers : les rares ressources disponibles devaient être drainées vers ceux encore capables de produire, alors qu'on laissait mourir tous les autres de faim ou de pellagre, la maladie de la détresse.

À l'opposé de Chalamov, Razgon ne craint pas la généralisation et son illustration par tout une série d'exemples, parfois au prix de longs détours. Chez Chalamov, au contraire, la généralisation, comme s'il se refusait à imposer ses idées au lecteur, entre souvent *en conflit* avec le contenu de l'histoire. Même si Razgon ne parle pas de Chalamov, ses textes donnent souvent l'impression de réagir à certaines observations de ce dernier, par exemple quand il explique l'attraction qu'exercent, dans les camps, les lois d'airain des mafias en réaction à l'absence totale de règles et de logique dans les procédures judiciaires soviétiques. Le principe adopté par Razgon, de ne se servir de l'information autobiographique que pour souligner certains aspects de ses histoires relevant du *domaine public*, ne va pas non plus sans évoquer le procédé narratif de Chalamov.

Razgon réduit l'information relevant du *domaine privé* au maximum. Il expose rarement ses sentiments, sinon pour souligner leur force. Il écrit ainsi qu'il avait réagi à sa première arrestation par un profond désarroi et un sentiment honteux d'abandon, mais il préfère s'étendre sur son comportement audacieux lors de sa seconde arrestation en 1950. Il était sans doute plus facile d'en être fier, mais cette évocation lui permettait également de jeter une lumière crue sur la sémiologie des pratiques répressives soviétiques. Il semble qu'au moment de la rédaction de cet ouvrage, ses sentiments avaient déjà été surmontés et en grande partie effacés. Il s'en souvient comme d'un fait, mais ne cherche pas à les ressusciter. Ceci permet peut-être de saisir la différence entre ses 'histoires vraies' et celles de Chalamov. Chalamov semblait revivre encore dans les années cinquante et soixante les incidents et l'émoi qu'ils lui avaient causé, même la honte qu'il avait ressentie à ne plus s'émouvoir de rien quand l'inanition était trop avancée. Les textes de Razgon, comme ceux de Chalamov, s'organisent autour de parallèles thématiques, mais chez Chalamov les relations thématiques s'établissent à plusieurs niveaux : la fonction des détails choisis est parfois plus symbolique que sémiotique. À la lecture de son œuvre, on a l'impression constante d'un profond mystère, d'un non-dit persistant. Ce qui reste alors inexprimé est l'ombre exacte de ses émotions et de ses actes compris dans la 'zone grise'.

Des deux auteurs Chalamov est à l'évidence l'artiste de loin le plus grand, mais Chalamov lui-même en avait appelé (en particulier dans la nouvelle emblématique intitulée «A travers la neige»), à tous les survivants du goulag afin qu'ils présentent leur témoignage. Même le plus petit et le plus faible d'entre eux pouvait contribuer à élargir la voie, pour autant qu'au lieu de marcher dans les traces des autres, il foule ne fût-ce qu'un tout petit bout de neige vierge, le blanc de l'histoire. C'est précisément ce qu'ont tâché de faire

les auteurs de mémoires ‘tardifs’, et, de ce point de vue, Razgon est l’un des plus forts.¹⁹⁶

Razgon écrit avec réflexion, verve et économie; avec des touches d’auto-satisfaction contrebalancées par des marques de honte et en adoptant par moments une tonalité quasi nabokovienne. Depuis l’observatoire relativement élevé des emplois privilégiés qu’il occupait la plupart du temps et après l’expérience presque mortelle des tâches ordinaires auxquelles il avait été astreint à l’Ustvymlag en 1938, Razgon a été capable de se faire une idée assez complète du système, des travaux et du fonctionnement des camps. De fait, il est pour le goulag ce qu’Eugen Kogon¹⁹⁷ est pour Buchenwald. Les personnes qui ont moins souffert ont souvent été plus utiles aux historiens, même si ceux qui ont à peu près tout connu de l’enfer des camps soient plus à même d’impressionner le lecteur moyen.

Comme nous l’avons noté, les mémoires de Razgon sont, dans leur majeure partie, de la littérature sortie ‘de tiroirs’. Mais après avoir subi une légère remise à jour au moment de leur publication, ils ne frappent pas le lecteur par leur obsolescence. Certaines parties, notamment celle où Razgon raconte comment il a eu accès au dossier du KGB de sa famille, datent de l’époque de la *perestroïka*. L’auteur se classe donc en quelque sorte aussi dans la catégorie de ceux qui mènent une vie active et écrivent leurs mémoires, une fois retraités.

Dans ses textes écrits à l’âge de la retraite Razgon adopte une attitude d’historien et d’observateur de la société. Et comme il sied à un auteur spécialiste de la littérature pour adolescents, son objectif est avant tout pédagogique. Il donne en partage sa vue d’ensemble et sa connaissance fondée sur l’expérience, aux jeunes à peine débarrassés du lavage de cerveau scolaire soviétique comme à ceux, moins âgés, qui, excédés du passé et avides de nouveautés, y avaient tout juste échappé. Un même dessein pédagogique était déjà présent dans les mémoires d’Evgenia Guinzbourg, qui se donnait pour objectif d’affronter les préjugés instillés avec soin dans les têtes de ceux qui étaient jeunes sous Staline et à qui on avait appris que tous les gens qui étaient jetés en prison avaient commis les crimes les plus odieux. Sur ce point, le public auquel s’adressait Razgon n’avait plus besoin d’être averti. Il s’agissait maintenant de démontrer jusqu’où l’absurdité dans la manière de gouverner le pays avait pu aller, il fallait révéler l’ampleur des souffrances et de l’injustice et surtout faire comprendre que ce qui avait l’apparence du Grand-Guignol, de la folie et de l’arbitraire, pouvait néanmoins faire l’objet d’une analyse rigoureuse.

L’exercice funambulesque (faire de la littérature pour la jeunesse sous le régime soviétique) aura probablement aidé Razgon dans l’accomplissement du

¹⁹⁶ Un autre écrivain bien connu de cette période est Isaak Filshinskii, dont les récits un peu moralistes sur les camps ont une forme plus populaire et moins intellectuelle de ceux de Razgon. Dans *My šagaem pod konvoem* [Nous marchons sous bonne garde], Moscou, Vozvrašenie, 1994), Filshinskii corrige, peut-être à son insu, son contexte quand il continue l’histoire du camp Yertsevo décrit dans le livre (1951) de Gustav Herling-Hrudzinski : *Un monde à part*, Paris, Denoël, 1985, trad. (de la version anglaise) William Desmond.

¹⁹⁷ Voir *L’Etat SS*, Paris, Seuil, 1970,

tour d'équilibriste consistant à éviter deux écueils en même temps, celui de 'répéter une fois de plus la même chose' et celui de priver les lecteurs d'informations de base nécessaires. Car tel est bien le piège que la plupart des auteurs de mémoires tardifs auront dû affronter.

Je terminerai en abordant une œuvre qui échappe à ce dilemme pour deux raisons : par la nature du public visé et par l'adjonction d'un fort ingrédient pédagogique.

Bardach

L'œuvre en question est constituée par les deux volumes que Janusz Bardach a rédigés en association avec Kathleen Gleeson. Selon toute apparence, les mémoires de Bardach¹⁹⁸ visent d'emblée la réussite commerciale. Bardach, ou Gleeson peut-être, ont su anticiper les tendances du marché, apparemment prêt à accueillir une œuvre de cette sorte, exactement conforme au niveau de connaissances des lecteurs occidentaux de la jeune génération, pour qui même les mémoires de Razgon seraient jugés trop spéciaux, trop denses et trop allusifs. Ici encore, il y a convergence de facteurs. D'un côté, il y a la nécessité, dans le monde occidental, de faire du goulag et de la Shoah une partie intégrante de l'éducation des jeunes. De l'autre, il y a la chute du régime communiste en URSS et dans ses pays satellites, ce qui signifiait à cette époque que les membres de la famille de Bardach, restés en Pologne lorsqu'il partit aux Etats-Unis, cesseraient d'être en danger. En outre, il prenait sa retraite. Ses livres se donnent pour une bonne part aussi pour des mémoires de retraité. Quant aux objectifs de Bardach, ils sembleraient être, après des décennies de silence d'ordre thérapeutique et financier à la fois. A quoi il n'y a d'ailleurs rien à redire : dans tous les pays bien ordonnés l'État verse des compensations aux personnes injustement incarcérés ; or tel n'était pas le cas en Union Soviétique, où ceux qui avaient été emprisonnés à tort percevaient tout au plus deux mois de leur salaire d'avant leur incarcération et devaient se battre pour faire valoir les années d'esclavage dans les camps pour le calcul de leurs retraites. Dès 1970, Andreï Bitov, dans son roman *La maison Pouchkine*, critiquait l'État qui *accordait* le pardon aux victimes au lieu de le leur *demander*.¹⁹⁹ Écrire des mémoires susceptibles de se vendre était probablement la seule façon d'obtenir un dédommagement ... même si cet argent ne sortait pas des mêmes caisses. Cette solution qui n'est du reste viable que pour les livres publiés en anglais, car les ouvrages russes publiés à l'Ouest couvrent à peine les dépenses.

Les récits de Bardach, écrits dans un style fluide, décrivent ce qu'il advint quand, en application de l'accord Ribbentrop-Molotov, Włodzimierz-Wołyński, la ville natale de l'auteur, fut rattachée, à l'instar de vastes régions de la Pologne orientale, au territoire soviétique. Le jeune Bardach fut enrôlé dans l'armée Rouge ; arrêté après un accident avec son char il fut forcé, au

¹⁹⁸ Janusz Bardach and Kathleen Gleeson, *Man Is Wolf to Man: Surviving the Gulag* (Berkeley, University of California Press, 1998), p. 121.

¹⁹⁹ Voir Adler, *The Gulag Survivor*, pp. 54-55, et 104.

cours d'une marche à pied, de creuser ce qui paraissait être sa propre tombe dans un bois, avant de comprendre qu'il s'agissait seulement des préparatifs pour la nuit. Cité devant la Cour martiale, il fut condamné à mort, mais grâce à l'intercession d'un officier juif, sa peine fut commuée en peine de réclusion. Le récit de Bardach abonde en interventions heureuses de cette sorte ; la seule façon de survivre au goulag était apparemment d'arriver à un moment donné à sortir du lot. Lors du transport vers le camp, il s'échappa du train, fut repris et presque battu à mort. A l'issue de ce supplice, il eut l'impression «d'avoir survécu à quelque chose d'extraordinaire».²⁰⁰ Grâce à son endurance et à sa sociabilité, il survécut plusieurs mois dans le camp de bûcherons de Burepolom, au nord de Vologda, l'un des lieux d'extermination lente, appelés *dohodilovki*.²⁰¹ Cette fois, il échappa avec quelques autres de peu à la mort par inanition grâce à leur transfert à Kolyma. Entre temps, la famille de Bardach avait été tuée dans sa quasi totalité par les Allemands. Tel était bien le paradoxe pour un grand nombre de Juifs polonais, baltes et ukrainiens : le désastre que représentaient pour eux l'arrestation par les Soviétiques signifiait pour beaucoup échapper au sort de leurs familles qui périrent dans la Shoah.

À Kolyma, et même déjà en cours de route, Bardach réussit, prétendant avoir commencé des études de médecine en Pologne, à se faire embaucher comme infirmier. Après la guerre, son frère aîné survivant, officier dans l'armée polonaise de Berling, obtint son élargissement.

Je remarque en passant que les mémoires de Bardach semblent être les seuls émanant d'une personne en lien avec l'armée de Berling, formée en territoire soviétique pour contrecarrer les forces du général Anders, fidèles au gouvernement polonais de Sikorski, exilé à Londres. La plupart des mémoires du goulag polonais viennent de personnes qui bénéficièrent de ce qu'on a appelé l'amnistie Sikorski de 1941 quand Staline, effrayé par ses défaites dans les premiers mois de la guerre, fit un geste vis-à-vis de Sikorski et de ses alliés en relâchant des milliers de prisonniers polonais du goulag. Bon nombre d'entre eux refluent vers le Sud où l'armée d'Anders était en cours de formation ; elle finit par quitter l'Union Soviétique et parvint à travers la Perse et la Palestine jusqu'en Italie, où elle se distingua dans la bataille de Monte Cassino. Parmi les anciens prisonniers qui partirent avec l'armée d'Anders, il y a des mémorialistes aussi remarquables que le peintre Joseph Czapski,²⁰² l'écrivain Herling-Hrudzinski, Jerzy Gliksman et le futur premier ministre israélien Menahem Begin,²⁰³ ainsi que les contributeurs anonymes du recueil *La face obscure de la lune*.²⁰⁴ Les Juifs, toutefois, étaient rarement acceptés dans les rangs de l'armée d'Anders. Ainsi le futur mémorialiste Joshua Gilboa²⁰⁵ fut-il rejeté par l'inspection médicale, son seul « problème » médical étant, selon lui, la circoncision. Beaucoup d'autres Juifs polonais, tel Julius Margolin, furent même exclus de l'amnistie Sikorski.

²⁰⁰ Op. cit., p. 121.

²⁰¹ Ibid., p. 133.

²⁰² *Terre inhumaine*, Lausanne, L'Age d'homme, 1978, adapté du polonais par M.A. Bohomolec et l'auteur. Paru en anglais en 1952.

²⁰³ *Les nuits blanches : mes souvenirs des camps soviétiques*. Paris, Albatros, 1978.

²⁰⁴ *The Dark Side of the Moon* (Londres, Faber and Faber, 1946).

²⁰⁵ *Confess! Confess!: Eight Years in Soviet Prisons*, trans. Dov Ben Aba (Boston, Little Brown, 1968).

Il était de toute évidence plus facile pour un Juif de faire carrière dans les rangs de l'armée Berling ; ce qui, dans l'après-guerre, ne manqua pas d'accroître les sentiments antisémites chez les Polonais opposés à la prise de pouvoir par les communistes. Ces questions ne sont pas abordées dans les mémoires de Bardach, mais d'autres aspects fondamentaux de la structure socio-économique qui soutint les camps et la société soviétique de l'après-guerre sont exposés avec acuité et le plus souvent aussi avec la précision nécessaire, tant dans ses mémoires du camp *L'homme est un loup pour l'homme* que dans son second livre, *Survivre à la liberté: après le goulag*. Plus encore dans ce dernier livre, chaque étape de la vie de Bardach est mise en perspective d'une manière claire, systématique et je dirais pédagogique, avec un tableau général de l'état dans lequel l'Union Soviétique se trouvait alors.

L'homme est un loup pour l'homme est un livre qui n'ajoute que très peu d'informations sur le goulag quant au *domaine public* ne faisant pas déjà partie du contexte, fait dont il se pourrait que l'auteur ne se rende pas bien compte. On y rencontre des noms familiers aux lecteurs d'autres mémoires, mais jamais ces connexions ne s'y trouvent explicitées. Le livre présente des faits qui corroborent et illustrent des faits décrits par d'autres. Il y a toutefois une information importante que les mémoires de Bardach ajoutent à celles que fournissent Soljenitsyne, Chalamov, Herling, Razgon et d'autres : ils font état de la découverte médicale concernant la pellagre, 'la maladie de la détresse' ; elle n'avait pas pour cause la détresse, mais une déficience en niacine et elle pouvait être guérie par une solution de levain.²⁰⁶ Razgon lui aussi connaissait l'existence d'un régime anti-pellagre dans les camps, mais ne dit pas en quoi il consistait et quel type de trouble organique il était censé résoudre.

Le second livre de Bardach, *Survivre à la liberté*, étudie avec art comment une personne reconstruit sa vie. Le cas de Bardach est loin d'être typique puisqu'il a bénéficié au bon moment du soutien exceptionnel de son frère, qui était devenu diplomate de haut rang à l'ambassade de Pologne à Moscou. C'est d'ailleurs pour cette raison même qu'il a pu se concentrer, après la dégradation subie dans les camps et la douleur causée par la perte de sa famille, sur le rétablissement de sa vie spirituelle, sans être trop absorbé par la simple survie matérielle.

Bardach n'est pas prêt pour un nouveau départ tant qu'il n'a pas fait le deuil de son passé en se rendant à Włodzimierz-Wołyński afin d'y vérifier ce qui reste de l'histoire des siens, de revoir la forêt de Piatydnie où la plupart d'entre eux furent assassinés, et d'ainsi pleurer les morts.²⁰⁷ Il est possible que le long délai qu'il lui a fallu pour écrire ses mémoires du goulag s'explique par le fait que son profond traumatisme est lié non au goulag mais à la perte de sa famille dans la Shoah.

Après une série de jeux de dupes avec différents fonctionnaires - un élément quasi picaresque dans le livre -, Bardach s'inscrit dans un Institut médical à

²⁰⁶ Bardach, *Man Is Wolf to Man*, p. 176.

²⁰⁷ Cf Janusz Bardach and Kathleen Gleeson, *Surviving Freedom: After the Gulag* (Berkeley, University of California Press, 2002), pp. 33-75.

Moscou. Il finit par se spécialiser (ce qui ne va pas sans rappeler le projet de rebâtir sa vie) en chirurgie faciale, domaine où il fera plus tard ses preuves, tant en Pologne qu'aux Etats-Unis. Il répugne à Bardach d'appeler son métier 'chirurgie plastique'; il met plutôt l'accent sur la restauration de visages dont il ne se contente pas de « sauver la face », sur une thérapie de l'âme, tant chez le patient que chez le docteur.

Cette touche symbolique du livre me semble particulièrement appropriée à notre époque, où les données de la période la plus morbide de l'histoire de la Russie, comme de l'histoire européenne en général, sont actuellement rassemblées, étudiées, conceptualisées et redéfinies pour elles-mêmes, par souci des victimes et aussi pour leurs vertus diagnostiques. Les mémoires tardifs ont leur rôle à jouer dans ce processus. La redondance qui les caractérise, en tant que source d'information, est compensée par le précieux secours qu'ils apportent à l'esprit qui s'affronte au passé et tâche de voir clair dans les tendances multiples et confuses actuellement à l'œuvre.

Traduit de l'anglais par Peter Henninger et Marielle Silhouette

Antoine Chalvin
INALCO (Paris)

Écritures du goulag dans la littérature estonienne

Le but de cette communication est d'apporter un éclairage « national » sur la question de l'écriture du goulag, en montrant quelle est la place et le traitement du thème concentrationnaire dans la littérature estonienne, et plus spécifiquement dans la littérature de fiction.

La littérature estonienne peut présenter dans ce domaine un certain intérêt, dans la mesure où elle se situe à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'espace soviétique. De 1944 à la fin des années 1980, elle fait indéniablement partie de cet espace par ses conditions sociales de production et de réception, mais elle lui est extérieure par la perception profonde qu'ont les auteurs et les lecteurs de leur spécificité historique et culturelle.

Le choix de limiter l'étude à la littérature de fiction a été motivé en premier lieu par le souci de disposer d'un corpus relativement restreint susceptible d'être embrassé dans sa totalité, mais aussi et surtout par la conviction que le traitement fictionnel d'une expérience traumatique présente des spécificités intéressantes par rapport à une autobiographie classique.

Cette étude a été orientée par deux séries de questions d'ordre général, auxquelles je n'ai évidemment pas l'ambition d'apporter des réponses détaillées.

Le premier ensemble de questions est d'ordre historique et psychologique. L'expérience estonienne du goulag, telle qu'elle est reflétée par la littérature, présente-t-elle des spécificités par rapport à celle des prisonniers russes ? Constate-t-on, par exemple, des solidarités plus fortes liées à l'appartenance à une même communauté nationale (comme le signale notamment Applebaum 2003, pp. 273-279) ? Une plus grande liberté de parole due à la possibilité de parler une langue que personne d'autre ne comprend ? Une perception différente du camp, due par exemple à la conscience d'un déterminisme historique (l'annexion de l'Estonie par l'URSS) qui donnerait en quelque sorte un sens à l'internement au goulag, internement qui, pour beaucoup de prisonniers russes, apparaissait comme quelque chose d'inexplicable ?

La deuxième question générale est d'ordre littéraire et psychologique. Comment une expérience comme celle du goulag peut-elle s'exprimer sous la forme d'une fiction narrative, qui suppose une certaine part d'invention et d'altération des faits vécus (contrairement à un simple récit de souvenirs, censé relater les faits exactement tels qu'ils ont été vécus, ou du moins tels que le narrateur se les remémore au moment de la rédaction) ?

La question a un versant psychologique : comment peut-on décider de fictionaliser une expérience personnelle que l'on suppose avoir été forte, pénible, voire traumatisante, et dont on peut penser qu'elle impose un devoir de mémoire et de vérité ? Comment accepter de la relater sous une forme travestie ou par le biais de personnages fictifs ? De ne pas livrer son témoignage de la façon la plus directe, la plus « authentique », la plus sincère possible ?

Le deuxième versant de la question est d'ordre littéraire : quelles transformations subit le matériau autobiographique à travers cette fictionalisation ? En quoi, finalement, réside le caractère littéraire et fictionnel de ces textes sur le goulag ?

Qu'est-ce qui les différencie d'autres textes fondés sur une expérience comparable, mais que l'on classera plutôt dans la catégorie des mémoires ou de l'autobiographie ? — même s'il est vrai que la frontière entre mémoires et fiction narrative est loin d'être totalement étanche : la fiction peut relater des faits authentiques avec une grande fidélité, et, à l'inverse, il y a nécessairement dans les mémoires en général, et dans les mémoires du goulag en particulier, une part de fiction, ou plus exactement de fictionalisation (cf. notamment Toker 2000, pp. 124-134).

Avant d'examiner les œuvres, il importe de rappeler brièvement le contexte historique, et notamment les circonstances qui ont conduit de nombreux Estoniens dans les camps soviétiques.

I. Les Estoniens au goulag

On peut distinguer quatre grandes vagues d'incarcération d'Estoniens au goulag.

La première catégorie de prisonniers est constituée par les Estoniens de Russie qui, au début des années vingt, après l'indépendance de l'Estonie, avaient demandé à émigrer vers leur pays d'origine. En 1918, on comptait plus de 200 000 Estoniens en Russie. Entre 1920 et 1923, plus de la moitié d'entre eux (106 000) demandèrent à émigrer en Estonie, mais seuls 37 578 y furent autorisés par les autorités soviétiques. Une grande partie des autres furent arrêtés en 1929 et condamnés à des peines de trois à cinq ans de camp (Laar 2002).

La deuxième vague d'incarcérations coïncide avec les purges des années 1937 et 1938. À la fin des années trente, 143 000 Estoniens vivaient en URSS. Les membres de cette minorité nationale, qui avaient de la famille en Estonie et entretenaient donc des rapports avec l'étranger, étaient suspects aux yeux du régime soviétique, qui les considérait comme des « agents de diversion et d'espionnage au service de l'étranger ». Ils ont été particulièrement touchés par les purges. Au début de l'année 1939, les données officielles indiquent qu'il y avait dans les camps 2 360 prisonniers estoniens. Ce chiffre concerne uniquement les citoyens soviétiques, auxquels s'ajoutent 44 citoyens estoniens (Laar 2002).

En 1940 et 1941, pendant la première occupation soviétique de l'Estonie, plusieurs milliers d'Estoniens sont envoyés dans les camps. Certains ont fait l'objet d'arrestations individuelles, d'autres ont été déportés dans le cadre d'une vaste opération organisée en juin 1941 (dans la nuit du 14 au 15 juin et jusque dans l'après-midi du 16). Ces arrestations visent principalement des hommes politiques, des militaires, des intellectuels, des fonctionnaires, des entrepreneurs, etc. Elles ont pour but de priver le pays de ses élites, afin de favoriser le processus de soviétisation. De juin 1940 à octobre 1941, on a dénombré en tout 7691 arrestations individuelles (Salo 1989, p. 211), auxquelles s'ajoutent les quelque 10 000 déportés de juin 1941.

Les taux de survie au goulag de ces prisonniers de 1940-41 sont très faibles. Calculés sur la base des listes partielles actuellement disponibles, le taux est de 7,6 % pour les arrêtés individuels et de 15,3 % pour les déportés de juin (Sarv 2002, p. 1970).

En 1944, l'Union soviétique occupe à nouveau l'Estonie, qui a connu entre temps trois années d'occupation allemande. Pendant l'hiver 1944-1945, une nouvelle vague d'arrestations frappe le pays. Elle concerne notamment les Estoniens ayant combattu

dans l'armée allemande et les membres de mouvements de résistance nationale aux occupations étrangères (de nombreuses personnes furent arrêtées aussi bien par les Allemands que par les Soviétiques). Les prisonniers de cette quatrième vague sont considérablement plus nombreux. Selon certaines estimations, au moins 75 000 personnes furent arrêtées, soit 9 % de la population demeurée en Estonie après l'exode massif de l'automne 1944 et 35% d'entre elles furent fusillées ou moururent dans les camps (Sarv 1991, p. 72). Entre 1944 et 1946, le nombre de prisonniers des camps originaires des pays baltes aurait augmenté de 420 % !

En mars 1949, une vague de déportations frappe la population rurale, dans le cadre de la « dékoulakisation ». Les familles (plus de 20 000 personnes au total, en majorité des femmes et des enfants) sont envoyées en relégation en Sibérie, mais les hommes sont parfois séparés de leur famille et envoyés dans les camps.

Jusque dans les années cinquante, les arrestations d'opposants — réels ou supposés — se poursuivent. Elles concernent notamment les maquisards estoniens, les « frères de la forêt », qui tentaient de résister par les armes au nouveau pouvoir soviétique. Ils étaient généralement condamnés au titre de l'article 59 du Code pénal soviétique, pour « crimes particulièrement dangereux » pour l'URSS, notamment pour « banditisme », et non pour activités contre-révolutionnaires (Rossi 1997, p. 59). Ils n'étaient donc pas considérés comme des prisonniers politiques. À part eux, tous les autres prisonniers estoniens étaient des politiques, arrêtés en vertu de l'article 58.

Après la mort de Staline, principalement dans la deuxième moitié des années cinquante, la majorité des prisonniers estoniens sont progressivement libérés et autorisés à retourner dans leur pays, de même que ceux qui avaient été envoyés en relégation après leur libération. En 1960, il ne restait dans les camps qu'un peu plus de 2 000 prisonniers estoniens (Sarv 2002, p. 2114).

Au cours des périodes qui suivirent, surtout à partir des années soixante-dix et jusque dans les années quatre-vingt, des opposants politiques et des dissidents estoniens furent envoyés au goulag, mais en nombre nettement inférieur. Le dernier prisonnier politique estonien, Enn Tarto, fut libéré seulement en octobre 1988.

Il convient encore de préciser que la grande majorité des prisonniers estoniens — ceux qui ont été arrêtés dans les années quarante — étaient bien des *étrangers* au goulag, même s'ils étaient officiellement considérés, depuis 1940, comme des citoyens soviétiques : très peu d'entre eux parlaient russe, et ils n'avaient eu avant leur arrestation qu'une très brève expérience du régime soviétique, limitée à la première année d'occupation de l'Estonie (1940-1941).

II. Le goulag dans la littérature estonienne : aperçu général

Parmi les prisonniers de ces différentes périodes figuraient un certain nombre d'écrivains, ou en tout cas de personnes qui avaient publié ou devaient plus tard publier des œuvres littéraires. Un rapide recensement, effectué sur la base de la dernière édition du Dictionnaire des écrivains estoniens (EKL), livre une trentaine de noms d'Estoniens emprisonnés au goulag et ayant publié au moins une œuvre littéraire.

Une inspection superficielle de leurs œuvres montre que la majorité d'entre eux *n'ont pas* relaté par écrit leur expérience, alors même qu'ils auraient eu la possibilité de le faire, soit pendant la brève libéralisation des années soixante, soit à partir de la fin des années quatre-vingt, soit sous pseudonyme en faisant passer des manuscrits à

l'étranger, soit encore « pour les tiroirs », sans perspective de publication immédiate. Sur cette trentaine d'écrivains, seuls neuf ont évoqué à des degrés divers le goulag dans des textes littéraires (mémoires non inclus). Mais si l'on ne retient que les textes narratifs — qui me semblent être les seuls à pouvoir remplir avec une ampleur et un niveau de détail suffisants une fonction documentaire et testimoniale —, la liste se réduit à six auteurs.

L'un d'entre eux, Ahto Levi (né en 1931), n'a d'estonien que ses origines ; ses ouvrages ont été écrits en russe et publiés en Russie, où il habite. On ne peut donc pas véritablement les inclure dans le champ de la littérature estonienne.

Trois autres auteurs n'ont fait qu'effleurer le sujet dans quelques textes. Le plus étonnant est sans doute le cas de Jaan Kross (né en 1920), le plus grand romancier estonien contemporain. Alors même que toute son œuvre romanesque est une vaste entreprise de littérisation de l'histoire de l'Estonie et des Estoniens du XVI^e siècle à nos jours — littérisation qui s'appuie très largement, pour les périodes récentes, sur des éléments autobiographiques —, il n'a pas consacré de roman au goulag, mais s'est curieusement contenté de tourner autour du sujet sans l'aborder de front. Il a ainsi évoqué assez largement les occupations soviétique et allemande des années quarante, et l'un de ses romans, *Exhumations* (1990), est consacré aux problèmes du retour des anciens prisonniers, au milieu des années cinquante. Le goulag y est présent en filigrane, à travers cinq brèves anecdotes relatées soit par le narrateur-personnage, ancien prisonnier, soit par des personnages secondaires, mais il n'est pas véritablement décrit. L'image qui se dégage de ces anecdotes est très fragmentaire et périphérique. Elle n'éclaire guère les aspects essentiels de la vie dans les camps. On trouve également dans un autre de ses romans (*Le cercle de Messmer*, 1995), dans quelques-unes de ses nouvelles (« Alléluia », « Le prince », « Motacilla »), ainsi que dans l'une de ses pièces de théâtre (*Le frère Enrico et son évêque*, 2000), de brèves scènes se déroulant au goulag, mais, là aussi, le camp n'est décrit que de façon très sommaire ; dans deux de ces textes (« Alléluia » et « Motacilla »), il est seulement le lieu d'une remémoration du narrateur, un lieu dont l'évocation ne sert qu'à encadrer le récit d'événements antérieurs à l'arrivée au camp. Kross évoque le goulag un peu plus longuement dans quelques chapitres de ses mémoires, *Mes chers compagnons de voyage* (2003), mais il ne s'agit pas d'une œuvre de fiction.

Seuls deux auteurs ont finalement consacré au goulag des œuvres ou des passages d'œuvres de fiction suffisamment amples et détaillés.

Ce silence ou ce demi-silence de la plupart des écrivains estoniens peut étonner au premier abord. Il constitue une illustration de ce « silence des survivants » analysé ici même par Leona Toker, qui en a déjà fourni quelques explications. Outre le pacte tacite (ou parfois explicite) avec les autorités — le silence comme contrepartie de la libération et de la réhabilitation —, on peut y voir aussi une conséquence de la censure : même pendant la période du Dégel, la liberté d'expression sur les camps avait ses limites. On pouvait parler du goulag, dans une certaine mesure, mais sans remettre en cause l'ordre soviétique, dont les camps restaient une composante essentielle. Il fallait donc introduire certaines restrictions dans son expression, ce qui était peut-être difficile à accepter pour certains écrivains. Il s'agit probablement aussi, pour d'autres auteurs, d'une volonté d'oublier des expériences trop pénibles ou trop humiliantes. Soljénitsyne souligne dans *l'Archipel du goulag* que cette volonté d'oubli était une attitude particulièrement courante chez les anciens prisonniers : « Comme ils sont nombreux (et des gens qui sont loin d'être faibles, loin d'être sots, des gens dont on n'attendrait absolument pas cela), comme

ils sont nombreux à s'efforcer d'*oublier* ! » (Soljénitsyne 1976, p. 370). Le critique estonien Rein Veidemann y voit par exemple la raison principale du silence de Jaan Kross et de son retard à écrire ses mémoires (Veidemann 2002, p. 382). Enfin, j'ajouterai une dernière explication, plausible dans le cas des écrivains : le sentiment qu'une telle expérience est irracontable, ou en tout cas impossible à transmettre sous la forme d'une fiction, qu'un matériau autobiographique de cette nature ne se prête pas à une littérisation.

Il est frappant en effet de constater qu'il existe en estonien de très nombreux ouvrages de souvenirs sur les camps, publiés à partir du début des années quatre-vingt-dix (avec ce retard de trente ans signalé par Leona Toker), mais fort peu d'œuvres littéraires. La littérature estonienne du goulag, au sens étroit du mot *littérature* (fiction et poésie), constitue un corpus assez limité, constitué en tout et pour tout de trois romans, quelques chapitres de deux autres romans, un recueil de nouvelles, quelques nouvelles isolées, une pièce de théâtre et un ou deux recueils de poèmes.

Les trois romans entièrement consacrés au goulag sont l'œuvre de Hilja Rütli (née en 1921), une infirmière qui a passé dix ans à Vorkuta. Il s'agit de romans documentaires, écrits avec le concours d'un autre ancien prisonnier, Helmut Tarand, et envoyés clandestinement à l'étranger, en Suède, où ils ont été publiés à partir de 1979 sous le pseudonyme de Aili Helm par une maison d'édition de l'émigration estonienne. Ces ouvrages décrivent la vie des prisonnières dans les camps de femmes de Vorkuta et sont fortement antisoviétiques. Il n'ont eu qu'une diffusion clandestine et très limitée en Estonie, où ils n'ont d'ailleurs toujours pas été réédités, contrairement à d'autres œuvres littéraires publiées à l'Ouest. Ils appartiennent donc à un espace littéraire un peu marginal, à une zone périphérique de la littérature estonienne.

L'auteur qui a fourni du goulag le traitement littéraire le plus intéressant, le plus varié, et qui a rencontré le plus d'écho en Estonie, est incontestablement Raimond Kaugver (1926-1992), qui a été dans les années 1970 et 1980 l'un des romanciers estoniens les plus populaires dans son pays.

III. Le goulag dans l'œuvre de Raimond Kaugver

Raimond Kaugver a passé cinq ans à Vorkuta (1945-1950), pour s'être enrôlé en 1943 dans l'armée finlandaise et avoir participé à la « guerre de Continuation » de la Finlande contre l'Union soviétique. En 1943, les autorités d'occupation allemandes en Estonie décident d'enrôler de force les jeunes Estoniens. Un grand nombre d'entre eux se réfugient alors en Finlande et s'engagent dans l'armée finlandaise, afin de combattre l'URSS sans pour autant servir dans l'armée allemande. Certains d'entre eux reviendront en Estonie en 1944, après le départ des Allemands, et auront évidemment des problèmes avec le nouveau régime.

À Vorkuta, Kaugver a la chance, si l'on peut dire, d'être victime d'un accident dans la mine. Envoyé à l'hôpital, il gagne la sympathie du médecin du camp, qui le recrute comme infirmier. Après avoir suivi une formation adéquate, il devient aide-médecin. Ce poste lui permet d'échapper au travail à la mine et aux baraques surpeuplées, puisqu'il bénéficie d'une petite chambre individuelle à l'hôpital et d'un certain nombre d'autres facilités. Son sort a donc été nettement plus enviable que celui d'un prisonnier moyen.

Si on laisse de côté une pièce de théâtre (*Les enfants de Saturne*) représentée en 1989, mais qui, semble-t-il, n'a jamais été publiée, Kaugver a abordé le thème du goulag dans trois de ses ouvrages : deux romans et un recueil de nouvelles, dont les dates de composition et de publication sont assez révélatrices.

Ses premiers textes sont ses nouvelles, écrites pour la plupart à Vorkuta même et envoyées au fur et à mesure à sa famille, avec l'aide de travailleurs libres qui pouvaient poster des lettres en ville. Ces 23 nouvelles n'ont été publiées qu'en 1989, après le rétablissement de la liberté d'expression en Estonie, sous la forme d'un recueil intitulé *Lettres du camp*. Dans son avant-propos, l'auteur assure qu'il n'a pas changé une ligne à ces textes écrits par le jeune homme qu'il était alors.

Au milieu des années soixante, en 1965, vers la fin du Dégel, alors qu'il a déjà publié plusieurs ouvrages aux thématiques assez conformes aux attentes du pouvoir soviétique (la vie des travailleurs d'une compagnie de trams et d'une mine de schistes bitumineux), Kaugver écrit un roman dans lequel il évoque de façon assez détaillée (sur huit chapitres) le séjour à Vorkuta de son personnage principal, dont le destin présente des similitudes avec le sien (comme lui, le personnage est envoyé au goulag à cause de son engagement dans l'armée finlandaise, puis devient aide-médecin à l'hôpital du camp). Une première version du manuscrit, intitulée *Au service d'un sabre étranger*, avait été primée en 1959 lors d'un concours de roman (Gross 1992, Kallas 1993). Après avoir subi d'importantes modifications (Gross 1992, p. 251), l'ouvrage est enfin publié en 1966 sous le titre *Quarante bougies*. Il y aurait eu, après la parution, des tentatives — heureusement infructueuses — pour le faire interdire « par l'intermédiaire de Moscou » (Kallas 1993, p. 6).

Encouragé par le succès de ce livre, Kaugver poursuit l'exploration du thème concentrationnaire dans un nouveau roman qu'il écrit en 1967, *Réhabilitation posthume*, mais qui ne paraîtra qu'en 1990. Le moteur dramatique du récit est un échange d'identité entre deux prisonniers : dans le train qui le conduit vers le camp, le personnage principal prend le nom d'un mourant condamné à une peine inférieure à la sienne. Les deux chapitres suivants décrivent sa vie au camp, où il finit lui aussi par obtenir un poste à l'hôpital.

On voit qu'un seul de ces ouvrages a pu paraître avant la libération de la fin des années quatre-vingts. Les autres ont attendu leur heure dans les tiroirs de l'auteur.

Il est frappant de constater que ce roman, *Quarante bougies*, est le seul témoignage littéraire estonien sur le goulag publié en Estonie à l'époque soviétique. *Une journée d'Ivan Denissovitch* avait pu paraître en Russie dès 1962, et presque aussitôt (1963) en traduction estonienne²⁰⁸. On sait que de nombreux autres auteurs russes ont publié des romans sur les camps dans les années soixante (cf. notamment les exemples cités et étudiés par Heller 1974). Mais en Estonie, rien de tel : aucune autre œuvre originale ni aucune autre traduction ne sont venues s'ajouter aux livres de Kaugver et de Soljénitsyne. On peut se demander si cela n'indique pas, paradoxalement, l'existence à cette époque d'une censure plus stricte en Estonie qu'en Russie, en tout cas sur la question du goulag. « Paradoxalement », car les Estoniens ont coutume d'affirmer au contraire que la censure était moins sourcilleuse chez eux qu'en Russie.

Il serait intéressant de comparer le manuscrit initial de Kaugver, primé au concours de romans, avec la version publiée. On peut néanmoins se contenter du livre publié pour essayer de comprendre comment l'auteur a pu faire franchir à son

²⁰⁸

Les traducteurs étaient Lennart Meri, qui devait devenir le premier président de la République après le rétablissement de l'indépendance, et Enn Sarv, ancien prisonnier du Goulag.

texte le barrage de la censure, au prix de quelles concessions ou de quels renoncements. Dans les années quatre-vingt-dix, quelques critiques estoniens ont estimé que ce roman ne disait pas toute la vérité sur les camps. Teet Kallas estime ainsi que Kaugver « évite certaines vérités » (Kallas 1993, p. 6). Ain Kaalep considère qu'il ne livre que des « quarts de vérité » (Kaalep 1994, p. 85). Malheureusement, aucun de ces deux auteurs ne précise en quoi consistent, selon eux, ces arrangements avec la vérité.

L'une des clés essentielles qui a permis à *Quarante bougies* d'être avalisé par la censure est probablement la personnalité du protagoniste, qui est également le narrateur et le focalisateur du récit. Ce personnage, qui, le soir de son quarantième anniversaire, se remémore année après année sa vie passée, a été conçu par l'auteur comme un anti-héros, comme le constate déjà un critique de l'époque (Tonts 1967, p. 782). C'est un être faible, sans conviction, incapable de choisir et, de ce fait, sans prise sur son destin, éternel jouet des circonstances. L'auteur laisse cependant entendre que son personnage est coupable de lâcheté et a en quelque sorte mérité son sort. Il n'a d'ailleurs pas de révolte contre son destin ni contre le pouvoir soviétique qui l'a envoyé au camp, il se montre simplement cynique et désabusé. Mais il manifeste encore une aspiration à s'intégrer au système. Ainsi, discutant avec un codétenu communiste, il admire la force de ses convictions et se demande s'il pourrait encore devenir lui aussi un bon communiste. Après sa libération, il tente de s'adapter le mieux possible à la société soviétique et, faute de convictions politiques, devient, non pas un bon communiste, mais un carriériste égoïste, dépourvu d'idéaux et de principes moraux.

Sur la jaquette du livre, un texte de présentation écrit par l'auteur tente d'orienter la lecture vers une condamnation morale du personnage, en fustigeant les êtres « craintifs et indécis », qui acceptent, « par peur ou pour préserver leur bien-être », de commettre des actes répréhensibles (le protagoniste commet par exemple le crime le plus indigne contre la loi non écrite du camp en volant le pain d'un autre détenu, un compatriote de surcroît). La négativité du camp est donc en quelque sorte relativisée par la négativité du héros : c'est celle-ci, et non celle-là, qui est explicitement placée au centre du message moral du livre. Toutefois, pour un lecteur attentif, ce paratexte de l'auteur est en fait ambigu, il peut s'appliquer aussi bien au personnage principal qu'à ceux qui ont participé et continuent de participer au système de répression soviétique. Il y a donc là une possibilité de lecture à deux niveaux. On trouve dans le roman aussi un certain nombre de passages se prêtant à une double lecture. Le meilleur exemple est probablement la scène de l'interrogatoire : juste après son arrestation, le personnage principal est interrogé par un enquêteur du NKVD, un Estonien lui aussi, qui se trouve être l'un de ses anciens camarades de classe. Cet enquêteur — qui est un héros positif, un bon communiste — informe le protagoniste qu'on l'accuse d'avoir trahi sa patrie. Toute l'ambiguïté réside ici dans le sens qu'on donne au mot patrie. Dans le sens légal, officiel, qui est assumé par l'enquêteur, la « patrie » est évidemment l'Union soviétique. L'accusation est alors fondée : en combattant dans l'armée finlandaise contre l'armée soviétique, le personnage a évidemment trahi sa « patrie ». Mais il me semble clair que, pour la plupart des lecteurs, le mot *patrie*, surtout utilisé en 1945, ne pouvait désigner que l'Estonie. Dès lors, l'accusation devient absurde et toute la scène peut être lue entre les lignes comme une dénonciation de l'annexion de l'Estonie par l'URSS.

Au-delà de ces passages ambigus, la possibilité d'une double lecture vaut en fait pour l'ensemble des chapitres sur le goulag. En effet, même si le point de vue est

celui d'un personnage négatif, le camp est tout de même décrit, et avec une précision suffisante pour compenser l'absence de condamnation explicite du système concentrationnaire. Les notations factuelles montrent clairement la violence inhérente à la vie dans les camps et la déshumanisation qu'elle provoque : violence des truands contre les autres prisonniers, violence et arbitraire des gardiens, violence du travail à la mine, violence du froid et de la faim sur des organismes fatigués. Tout cela est présent dans ce livre, et explique sans doute à la fois son succès public et les tentatives pour le faire interdire après sa parution. Il ne me semble donc pas exact de dire que l'auteur ne livre qu'une vérité partielle ou incomplète : la vérité sur les camps est bien là, toute entière, comparable à celle qui se déploie par exemple dans les textes de Chalamov (cf. Chalamov 2003), mais un peu moins virulente, et revêtue d'un enrobage littéraire moralisant destiné à détourner l'attention des censeurs.

Les chapitres sur le goulag dans *Réhabilitation posthume* ne vont pas plus loin dans la dénonciation du système concentrationnaire. Dans ce roman aussi, le héros a des traits négatifs et apparaît dans une certaine mesure comme un coupable, mais sa faute principale n'est pas certaine : il ne se souvient pas clairement s'il a ou non hâté la mort du camarade malade qui lui proposait d'échanger leurs identités, en poussant un tas de vêtements sur sa bouche. Il souffre par la suite de cette possible culpabilité et de son identité usurpée. Là aussi, donc, une certaine négativité morale du héros compense et rend plus acceptable pour la censure la relation de son expérience du camp. Si le livre n'a pas pu paraître, c'est sans doute parce que les temps avaient déjà changé : à la fin des années soixante, la relative liberté d'expression du Dégel s'était considérablement réduite, et la littérature du goulag, même « enrobée », n'était plus tolérée.

L'image des camps donnée par les nouvelles de Kaugver est assez différente de celle qu'on trouve dans ses romans.

En premier lieu, alors que les romans semblent centrés sur l'expérience personnelle de l'auteur, les nouvelles racontent en majorité des histoires qui sont arrivées à d'autres : le narrateur principal (clairement identifié à l'auteur par l'avant-propos) n'y est bien souvent que le narrataire d'un récit second, qu'il nous rapporte en se contentant de l'introduire ou de le conclure, ou en le ponctuant par quelques observations personnelles. Mais ces personnages, comme nous le rappelle l'avant-propos, sont tous réels, ils apparaissent sous leurs vrais noms, et les événements relatés ont réellement eu lieu. Cet effet de vérité créé par le paratexte oriente la lecture et donne au texte une dimension documentaire qui lui confère une force de conviction bien supérieure à celle des romans. Le paratexte instaure un « pacte factographique » (Toker 2000) qui interfère avec le pacte fictionnel.

En second lieu, le narrateur et les protagonistes ne sont pas présentés comme des anti-héros moralement condamnables. Rien ne vient donc relativiser ou atténuer le tableau factuel du goulag qui se dégage de leur expérience.

Une troisième différence — qui peut sembler exercer un effet inverse à celui des deux premières — réside dans le fait que ces nouvelles écrites sur place sont beaucoup moins pathétiques, plus retenues que les romans ; les descriptions y sont plus sèches et objectives, on y trouve très peu de jugements de valeur du narrateur, et surtout peu de descriptions directes de la cruauté ou de la violence. Si la violence n'est pas totalement absente, elle est euphémisée, mise à distance par deux procédés narratifs. Le premier est lié à la dissociation du narrateur et du protagoniste : l'expérience de la violence qui nous est relatée n'est pas vécue par le narrateur, mais

médiatisée et objectivée par son regard extérieur ; la description en reste donc très factuelle et phénoménologique ; elle laisse totalement de côté la souffrance provoquée par cette violence. Le second procédé de mise à distance consiste en ceci que cette phénoménologie de la violence s'attache en fait surtout à décrire les *résultats* de la violence, et non les modalités concrètes selon lesquelles elle s'exerce. Un exemple en est fourni par la nouvelle intitulée « Le pou », où le meurtre d'un prisonnier par ses compagnons de cachot n'est évoqué qu'à travers la description sèche et précise, presque médicale, du cadavre pendu de la victime, et notamment de son cou, où l'on voit encore des traces de doigts, seul signe indiquant qu'il s'agit d'un meurtre et non d'un suicide.

Cette plus grande retenue des textes écrits sur place indique peut-être une différence entre la perception qu'on peut avoir du camp de l'intérieur et celle qu'on en a depuis une certaine distance spatiale et temporelle, comme si le camp était psychologiquement moins inacceptable, paraissait en quelque sorte plus « normal » aux yeux de quelqu'un qui s'y trouve que dans les souvenirs de qui en est sorti et a repris une vie ordinaire.

Les romans et les nouvelles de Kaugver ne fournissent que fort peu d'indices d'une spécificité estonienne. On y trouve certes quelques allusions à la nationalité du protagoniste ou du narrateur, à ses compatriotes, et au fait que cette nationalité crée quelques différences par rapport aux autres prisonniers. La principale de ces différences réside dans les rapports mutuels entre Estoniens : l'idée d'une solidarité nationale est illustrée par deux ou trois exemples concrets. Ainsi, dans *Réhabilitation posthume*, le personnage principal, devenu intendant de l'hôpital, use de son influence pour faire recruter un compatriote comme infirmier. Mais cette solidarité est fortement relativisée par plusieurs contre-exemples : dans le même roman, ce compatriote infirmier vole du pain à l'hôpital, puis tente d'empêcher la libération du protagoniste par une dénonciation calomnieuse. Dans *Quarante bougies*, comme on l'a vu, le héros vole du pain à un autre Estonien.

Il semble donc que, pour Kaugver, la nationalité n'était pas un élément particulièrement important de l'expérience concentrationnaire. Ses personnages estoniens ne manifestent en tout cas aucune tendance à un repli communautaire ni aucune conscience d'une quelconque singularité.

Ces ouvrages de Raimond Kaugver permettent d'entrevoir quelques éléments de réponse à la question de l'utilité et de la possibilité d'une écriture fictionnelle du goulag.

Tout d'abord, les circonstances de la publication du roman *Quarante bougies* et l'obstruction faite aux deux autres livres montrent clairement que les autorités n'étaient pas prêtes à tout entendre ou à tout laisser dire sur le goulag. La littérisation de cette expérience pouvait donc être nécessaire pour aborder le sujet. Dans les années 60 en Estonie soviétique, il n'était apparemment pas possible d'écrire ses souvenirs du goulag en les présentant comme tels, sous le signe de l'autobiographie. Le déguisement de la fiction était probablement le seul moyen acceptable par la censure (et encore, de façon exceptionnelle, pendant une brève période de relative liberté) de livrer une telle expérience. Cela semble d'ailleurs avoir été le cas dans l'ensemble de l'URSS (Toker 2000, p. 123).

Les œuvres de Kaugver présentent deux exemples des possibilités offertes par la fiction littéraire pour rendre compte de l'expérience concentrationnaire d'une façon différente des ouvrages de mémoires.

Les chapitres sur le goulag dans ses romans illustrent un premier mode de représentation, qu'on pourrait appeler la *concentration* : un schéma narratif très similaire dans les deux ouvrages, qui va du transport en train jusqu'à la libération, permet de concentrer en quelques chapitres les aspects essentiels de la vie au camp, afin de donner de celle-ci une image aussi dense et représentative que possible. Tous les détails et les épisodes rapportés sont « authentiques » par leur factualité (des choses identiques ou similaires ont réellement existé dans les camps), mais ils ne sont pas référentiels (ils ne font pas explicitement référence à des personnes ou à des événements précis), et leur organisation en un récit d'ensemble n'est pas non plus « authentique ». La concentration est une caractéristique de la macrostructure de l'œuvre ; elle est produite, au niveau de la microstructure, par une association des deux procédés que Leona Toker (2000) appelle la *sélection* et la *mise en scène (staging)* : l'auteur sélectionne dans la réalité des éléments marquants ou représentatifs, qu'il complète et réorganise — « met en scène » — par un travail d'imagination.

C'est la concentration et la non-référentialité qui définissent principalement la littérarité des romans de Kaugver.

Ses nouvelles offrent un exemple d'un autre mode de représentation : la *fragmentation*, qui consiste à fournir une image éclatée en unités autonomes présentant des aspects ou des points de vue différents. On peut distinguer dans ce recueil trois types ou trois niveaux de fragmentation.

Le premier est la fragmentation générique en plusieurs textes relatant chacun une histoire et indépendants les uns des autres, alors que les mémoires ont généralement une forme continue, structurée par l'axe chronologique ou parfois par quelque autre principe d'organisation. En second lieu, ces nouvelles, bien qu'elles aient le même narrateur, sont presque toutes centrées sur des personnages différents, elles explorent la diversité des destins à l'intérieur du camp. Certes, ce type de fragmentation n'est pas un procédé exclusif de la fiction : certains auteurs de mémoires évoquent aussi très largement d'autres destins que le leur, mais ils demeurent la seule instance narrative : ce qu'ils racontent des histoires des autres, c'est ce qu'ils en ont appris ou ce qu'ils en supposent d'après les apparences. La fiction permet d'aller plus loin — c'est le troisième niveau de fragmentation — en multipliant les points de vue, en présentant de l'intérieur les pensées et les sentiments des différents personnages, leur vision (supposée) de la réalité. Kaugver, il est vrai, n'a pas exploité à fond cette possibilité. On en trouve néanmoins un certain nombre de traces dans ses récits, où la focalisation interne (point de vue du narrateur-personnage) cède occasionnellement la place à la focalisation zéro (narrateur omniscient).

Cette triple fragmentation permet d'enrichir le tableau de la réalité concentrationnaire en reflétant la diversité des aspects et des expériences, et en lui conférant par là même une portée plus universelle.

Contrairement aux romans, les nouvelles de Kaugver se présentent — on l'a vu — comme des textes référentiels. Tout y est vrai « à cent pour cent », nous dit l'auteur. En réalité cela n'est probablement exact qu'au niveau de la trame macro-événementielle, car dans le détail, l'auteur s'autorise manifestement des reconstitutions libres : même en supposant que les nouvelles aient été écrites peu de temps après les faits, les paroles et les actes qu'il prête à ses personnages ne reproduisent sans doute pas au mot et au geste près ce qui a été dit ou fait dans la

réalité, mais sont plus vraisemblablement reconstitués en partie par l'imagination de l'auteur. C'est le cas, par exemple, de notations telles que « une lueur d'espoir brilla dans ses yeux » (p. 35) ou « les narines de Lena s'élargirent » (p. 73). Les auteurs de mémoires, me semble-t-il, ne vont généralement pas jusqu'à un tel degré de détail dans leurs descriptions. Kaugver, lui, augmente la « résolution » de son image ; il introduit ces notations pour rendre son récit plus vivant et renforcer l'illusion réaliste.

Une autre propriété qui contribue à la littéarité des textes de Kaugver, en plus de la fragmentation et de la finesse de résolution, est le recours à une construction narrative rigoureuse et très étudiée, qui introduit le récit central par quelques paragraphes exposant le contexte, ménage savamment le suspens par des effets d'annonce ou de rétention d'information, et réserve pour la fin une chute ou une phrase conclusive qui referme le texte.

Du point de vue psychologique, ce travail de littérisation, d'altération, est probablement facilité par la distance de ces récits par rapport au vécu personnel de l'auteur, par le fait qu'il raconte non pas sa propre histoire, mais celle des autres.

Que retenir, au terme de ce bref aperçu de l'œuvre de Raimond Kaugver? Si je ne devais souligner qu'un seul aspect, ce serait probablement le fait qu'aucune véritable spécificité estonienne ne puisse être décelée dans ces textes. Cela apparaît d'autant plus surprenant que la littérature estonienne de cette époque — comme souvent les littératures des petites communautés — est fortement intraréférentielle et centrée sur l'espace national : l'Estonie, l'histoire estonienne, la culture estonienne, l'identité estonienne y occupent une place essentielle, même si c'est parfois de façon implicite. Or, nous avons vu que l'origine nationale ne jouait aucun rôle particulier pour les personnages de Kaugver, qui, avant d'être des Estoniens, sont simplement des êtres humains aux prises avec une situation particulière. La taille restreinte du corpus ne permet évidemment pas d'en tirer des conclusions générales, mais cette particularité des œuvres de Kaugver pourrait conduire à formuler l'hypothèse que le goulag tend à effacer les déterminations sociales et ethniques. Le goulag d'un Estonien serait, pour l'essentiel, le même que celui d'un Russe ou d'un Français ou d'un Américain. Les modulations individuelles dues à la nationalité seraient négligeables face à l'ampleur de l'épreuve commune, qui relèverait fondamentalement de la même expérience humaine.

Références

- APPLEBAUM Anne, 2003, *Gulag : a History of the Soviet Camps*, Londres : Allen Lane, 610 p.
- CHALAMOV Varlam, 2003, *Récits de la Kolyma*, traduit du russe par Sophie Benech, Catherine Fournier, Luba Jurgenson, Lagrasse : Verdier.
- EKL = *Eesti kirjanike leksikon*, Tallinn : Eesti Raamat, 2000.
- GROSS Villem, 1992, « In memoriam Raimond Kaugver », *Keel ja kirjandus*, 1992/4, pp. 251-252.
- HELLER Michel, 1974, *Le monde concentrationnaire et la littérature soviétique*, Lausanne : L'âge d'homme.
- KAALAP Ain, 1994, « See on eriti ehtne Raimond Kaugver », *Vikerkaar*, 1994/3, pp. 83-85.

- KALLAS Teet, 1993, « Raimond Kaugveri esimene romaan ? », in : Raimond KAUGVER, *Laevad kaotavad tüüri*, Tallinn : Kupar, pp. 5-10.
- LAAR Mart, 2002, « L'Estonie et le communisme », in : COURTOIS Stéphane (dir.), *Du passé faisons table rase : histoire et mémoires du communisme en Europe*, Paris : Laffont.
- ROSSI Jacques, 1997, *Le manuel du goulag*, Paris : Le Cherche Midi.
- SALO Vello, 1989, *Population Losses in Estonia, June 1941 — August 1941*, Toronto.
- SARV Enn, 1991, *Õiguse vastu ei saa üski : Eesti taotlused ja rahvusvaheline õigus*, Tartu.
- SARV Enn, 2002, « Vorkuta – vangide maa », *Akadeemia*, n° 2002/9, pp. 1955-1974 ; n° 2002/10, pp. 2100-2116.
- SOLJÉNITSYNE Alexandre, 1976, *L'Archipel du goulag, 1918-1956 : essai d'investigation littéraire*, tome 3, Paris : Le Seuil.
- TOKER Leona, 2000, *Return from the Archipelago : Narratives of Gulag Survivors*, Bloomington : Indiana University Press.
- TONTS Ülo, 1967, « Antikangelase romaan », *Looming*, n° 1967/5, pp. 782-785.
- VEIDEMANN Rein, 2002, « Autobiograafiline Jaan Kross », *Looming*, n° 2002/3, pp. 380-386.

Antoine Chalvin. Maître de conférences à l'INALCO. Spécialiste de l'Estonie, il publie des articles sur ce pays et traduit d'estonien en français. Les derniers ouvrages qu'il a présentés au public français sont : *L'Estonie: identité et indépendance*, sous la direction de A. Bertriveau ; édition française réalisée sous la direction d'Antoine Chalvin, Paris : L'Harmattan, coll. "Aujourd'hui l'Europe", 2001. *Les hirondelles: anthologie de nouvelles estoniennes contemporaines*, textes choisis et présentés par Antoine Chalvin, Caen : Presses universitaires de Caen / Centre régional des lettres de Basse-Normandie, 2002.

Bruno Groppo. Chercheur au CNRS, historien et politologue, travaille au Centre d'Histoire Sociale du XXe Siècle de l'Université Paris I. A publié de nombreux travaux sur l'histoire du communisme et de la social-démocratie en Europe, ainsi que sur la problématique des exils et des émigrations politiques. En particulier : *Le siècle des communismes* (dir., en coll.), Paris, Les Editions de l'Atelier, 2000 ; *Sindacati e comunismo. La formazione della politica sindacale dell'Internazionale comunista 1919-1921*, Padoue, Liviana, 1991; *La sinistra e il '56 in Italia e Francia* (dir., en coll.), Padoue, Liviana Editrice, 1987 ; *Erinnerung an Diktatur und Verfolgung* (dir.), Leipzig, Akademische Verlagsanstalt, 2001; *Die Arbeiterbewegung - Ein gescheitertes Projekt der Moderne?* (dir.), Leipzig, Akademische Verlagsanstalt, 2000.

Yves Hamant. Professeur de civilisation russe contemporaine à l'Université Paris X, il fut l'un des traducteurs de *L'Archipel du goulag* de Soljénitsyne (Paris, Seuil, 1974) sous le pseudonyme de Serge Oswald. Auteur aussi de *Alexandre Men*, Nouvelle Cité, Paris, 2000. (biographie d'un prêtre orthodoxe assassiné en 1990, présentée dans le contexte de la société soviétique de l'époque)..

Anne-Marie Pailhès. Maître de conférences à l'Université Paris X, germaniste. A présenté et traduit le témoignage de Walter Ruge, *Prisonnier N° 8403, De la montée du nazisme aux goulags*, Paris, Nicolas Philippe, 2004.

Meinhard Stark. Historien à Université de Bonn. Auteur de *Frauen im Gulag, Alltag und Überleben, 1936-1956 (Femmes au goulag, Vie et survie, 1936-1956)*, Hanser, Munich, 2003. Il a auparavant déjà publié de nombreux articles et deux ouvrages sur le même sujet (*Wenn Du willst Deine Ruhe haben, schweige! Deutsche Frauenbiographien des Stalinismus* [Si tu veux être tranquille, tais-toi ! Biographies de femmes allemandes à l'époque du stalinisme], Essen 1991., *Ich muß sagen, wie es war*“. *Deutsche Frauen des GULag* [« Je dois dire comment c'était ». Femmes allemandes au goulag], Berlin 1999).

Leona Toker. Professeur à l'Université Hébraïque de Jérusalem. Auteur de *Return from the Archipelago, Narratives of Gulag Survivors* [Retour de l'Archipel, récits de survivants du goulag], Indiana University Press, 2000. Elle a aussi écrit de nombreux articles sur Chalamov.

Que soient ici remerciés les collègues du Centre de recherches sur le monde germanique de l'Université Paris X qui m'ont aidée à l'élaboration de cet ouvrage : Gilles Darras, Gislaine Guittard, Peter Henninger, Claudine Raboin et Marielle Silhouette, ainsi que Yves Hamant.

Présentation. (Anne-Marie Pailhès)

Allocution de Walter Ruge à la Maison Heinrich Heine, le 20 novembre 2003.

Première partie : histoires

Yves Hamant. *De la « terreur rouge » à l' « archipel du goulag ».*

Bruno Groppo. *L'émigration politique italienne en Union Soviétique et les répressions staliniennes*

Anne-Marie Pailhès *Goulag : la mémoire tardive des Allemands de l'Est*

Deuxième partie : récits

Meinhard Stark *Les entretiens avec des survivants du goulag. Expériences, méthodes, problèmes*

Leona Toker *Les mémoires tardifs du goulag ou l'amendement de contextes historiques*

Antoine Chalvin *Écritures du goulag dans la littérature estonienne*

Auteurs